

people live in countries with access to a free press

Half the world's people

does not have access to a fully free press

Hunger continues to plague an estimated

freedom is also negotiable and of central concern to empowering people living in

are maintained worldwide

The more the media are free, the weaker is the

with

women represent 70 percent of the 1.3 billion people who

from vulnerable diseases

The freer the press the lower the percentage of

people live without a free press

# MÉDIAS,

## DÉVELOPPEMENT ET ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# Médias, développement et éradication de la pauvreté

Les textes réunis dans cet ouvrage sont une adaptation des communications présentées lors d'une conférence organisée, sous l'égide de l'UNESCO, à Colombo (Sri Lanka) à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2006.

© L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – 2007

Directeur de publication : Barry James

Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans cet ouvrage, ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO, et n'engagent l'Organisation en aucune manière.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position, quand au statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou des autorités qui les gouvernent, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Publié en 2007 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP (France)

CI-2007/WS/3

## Table des matières

Avant-propos	
La liberté d'expression, facteur essentiel du développement .....	5
<i>Message de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO</i>	
Que fait l'UNESCO pour promouvoir la liberté d'expression ? .....	8
<i>Abdul Waheed Khan, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information</i>	
Introduction	
Pourquoi il faut soutenir les médias .....	10
<i>Barry James, journaliste et rédacteur</i>	
Partie 1 : Le lien entre liberté de la presse et lutte contre la pauvreté .....	14
Médias, gouvernance et développement : une analyse empirique.....	15
<i>Daniel Kaufmann, Directeur du programme gouvernance mondiale, Institut de la Banque mondiale</i>	
Liberté de la presse et développement- - que disent les faits ?.....	17
<i>Pippa Norris, Titulaire de la chaire McGuire d'études politiques comparées à la John Kennedy School of Government, Directeur de la Harvard University, Groupe de la gouvernance démocratique, Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau des politiques de développement</i>	
Une étude explore les corrélations entre liberté de la presse et lutte contre la pauvreté .....	20
<i>Anne-Sophie Novel, Groupe d'économie mondiale (GEM), Centre pour la paix et la sécurité humaine de l'Institut d'études politiques (Paris)</i>	
Un indice fait apparaître l'influence des formes de propriété et les points forts et les points faibles des médias .....	23
<i>Mike de Villiers, Directeur pour le développement, International Research and Exchanges Board, Europe</i>	
Partie 2 : La liberté d'expression, instrument potentiel d'autonomisation .....	26
Développement, pauvreté et liberté d'expression .....	26
<i>Agnès Callamard, Directrice exécutive, ARTICLE 19</i>	
Un spectre est conjuré...mais où va-t-on à présent ? .....	30
<i>James Deane, Consortium de la communication pour le changement social</i>	
Ce que vous ne voyez pas peut représenter un danger .....	36
<i>Joe Thloloe, Président, Association des directeurs de publication africains, Afrique du Sud</i>	
En Malaisie, des lois draconiennes paralysent le débat sur la pauvreté .....	38
<i>Chang Teck-Peng, rédacteur en chef, MerdekaReview.com</i>	
Partie 3 : Accès et participation : les perspectives en matière d'initiatives communautaires .....	40
À l'écoute de ses voisins .....	40
<i>Steve Buckley, Directeur, Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires</i>	
Faire entendre sa voix : une condition essentielle pour vaincre la pauvreté .....	45
<i>Ashish Sen, Directeur, Madhyam Communications Voices</i>	
L'histoire de deux radios communautaires pionnières en Afrique .....	48
<i>Alex T. Quarmyne, Directeur exécutif, Radio Ada, ancien conseiller régional pour la communication de l'UNESCO en Afrique</i>	

Partie 4 : Promouvoir de front la gouvernance, la liberté d'expression et la lutte contre la pauvreté .....	53
Lutte contre la corruption : balayer d'abord devant sa porte .....	53
<i>Christopher Warren, Président, Fédération internationale des journalistes</i>	
Une presse libre favorise le développement et prévient la famine - mais qui s'en soucie ? .....	58
<i>Larry Kilman, Directeur des communications, Association mondiale des journaux</i>	
L'indépendance de la presse nécessite des bases saines .....	64
<i>Jorgen Ejboel, Président, JP-Politiken Hus</i>	
Toutes les nouvelles qui ne sont pas bonnes à imprimer dans les États arabes.....	66
<i>Daoud Kuttab, Directeur, AmmanNet</i>	
Les populations arabes sont lasses du manque de transparence des régimes au pouvoir .....	69
<i>Walid Al-Saqaf, rédacteur en chef et reporter, Yemen Times</i>	
Annexe .....	70
Aller de l'avant.....	71
La Déclaration de Colombo .....	73

## Message du Directeur général

### La liberté d'expression, facteur essentiel du développement humain

*Koïchiro Matsuura,  
Directeur général de l'UNESCO*

En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, nous rappelons au monde qu'il importe de protéger les droits fondamentaux à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, proclamés à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La liberté d'expression et la liberté de la presse sont des moyens essentiels de consolider les démocraties, de promouvoir la participation des citoyens et l'état de droit, et d'encourager les efforts pour assurer la sécurité et le développement humains.

Cette année, la Journée mondiale de la liberté de la presse est consacrée à une réflexion sur la manière dont la protection et la promotion des droits fondamentaux à la liberté d'expression et à la liberté de la presse peuvent contribuer à garantir l'exercice d'un autre droit de la personne humaine - le droit d'être à l'abri de la pauvreté. Aujourd'hui, plus d'un milliard d'êtres humains vivent avec moins de 1 dollar par jour. Le nombre de ceux qui vivent avec moins de 2 dollars par jour s'élève à 2,7 milliards. Pour combattre la tragique situation dont témoignent ces statistiques, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans la Déclaration du Millénaire qu'elle a adoptée en 2000, a désigné l'élimination de la pauvreté comme la principale priorité de la communauté internationale du développement. Le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant dans une situation d'extrême pauvreté et souffrant de la faim.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les recommandations formulées par le Sommet mondial sur la société de l'information concernant les actions à mener. L'élaboration par l'UNESCO du concept de « sociétés du savoir », qui repose sur quatre grands principes - liberté d'expression, accès universel à l'information et au savoir, respect de la diversité culturelle et linguistique et éducation de qualité pour tous - a été une importante contribution au Sommet mondial. Ce concept implique la reconnaissance du rôle décisif des médias et des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la mise sur pied d'activités propres à élargir l'accès à l'information, à contribuer à la réalisation des OMD, et à nous permettre de combler un jour ce que l'on appelle le « fossé numérique », dont on sait qu'il est beaucoup plus qu'un enjeu technologique.

Pendant les cinq années qui se sont écoulées depuis l'établissement des Objectifs du Millénaire, les gouvernements, les organismes du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les autres acteurs internationaux ont fait d'immenses efforts pour mobiliser les ressources et agir de concert. Malgré cela, le risque que nous courions à l'échec si nous ne procédons pas différemment pour aller de l'avant inspire des préoccupations croissantes. Il nous faut donc réfléchir de manière créative, mais toujours dans une optique holistique, aux moyens de réaliser ces objectifs essentiels.

Un élément primordial de ces efforts est la possibilité offerte aux acteurs locaux de participer aux initiatives et de se les approprier. L'analyse des succès et des échecs a conduit les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et les acteurs publics à faire de la participation locale le pivot du développement, en reconnaissant que, tant que les acteurs locaux n'ont pas les moyens d'agir par eux-mêmes et une juste compréhension des problèmes, les plans de développement, disposerait-ils des meilleurs soutiens, ne produisent en général que des résultats négligeables ou non viables à long terme. Il importe de reconnaître que le respect de la liberté et de l'indépendance des médias est une dimension essentielle de la lutte contre la pauvreté, pour deux raisons principales.

Premièrement, des médias libres et indépendants assurent le partage de l'information et facilitent ainsi la bonne gouvernance, offrent des possibilités d'accéder à des services essentiels, de promouvoir la transparence et de combattre la corruption, et tissent des liens entre des citoyens informés, critiques et soucieux de participer à la vie publique et des élus responsables.

Deuxièmement, la liberté et l'indépendance des médias sont liées à toute une série de « bienfaits » ou d'avantages qui jouent un rôle extrêmement important dans la lutte contre la pauvreté - notamment la reconnaissance et la consolidation des droits de l'homme fondamentaux, le renforcement de la société civile, le changement institutionnel, la transparence dans la vie politique, le soutien à l'éducation, l'information en matière de santé publique (campagnes d'éducation sur le VIH et le sida) et l'accès à des moyens d'existence durables.

Il existe en outre une forte corrélation positive entre la liberté d'expression et l'amélioration des revenus, la baisse de la mortalité infantile et les progrès en matière d'alphabétisation des adultes. Ces idées ont été réaffirmées tout récemment dans le document adopté à l'issue du Sommet mondial sur la société de l'information qui s'est tenu à Tunis en novembre 2005, et au cours lequel 176 États ont réitéré leur conviction que la liberté d'expression et la libre circulation de l'information, des idées et des connaissances sont des conditions essentielles du développement.

La célébration en 2006 de la Journée mondiale de la liberté de la presse offre donc une occasion de réfléchir à la manière dont une presse libre peut aider à éliminer la pauvreté, et la liberté d'expression et la liberté de la presse contribuer à la réalisation des OMD. L'examen de ces importantes questions montre clairement qu'en défendant un droit fondamental - le droit à la liberté d'expression - il est possible d'en protéger directement plusieurs autres, tant il est vrai que les efforts faits pour défendre les différents droits sont indissociables sur le plan intellectuel, moral et pratique.

Pour que les médias contribuent efficacement à la lutte contre la pauvreté, il faut bien sûr qu'ils puissent opérer librement et en toute sécurité. Au moment même où nous célébrons cette nouvelle Journée mondiale de la liberté de la presse, il n'a jamais été aussi dangereux d'exercer le métier de journaliste.

Selon les statistiques de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), un nombre record de journalistes et d'agents des médias - 150 personnes - ont trouvé la mort en 2005 en faisant leur métier.

Ce bilan annuel, le plus lourd qui ait été enregistré dans le passé, vient tragiquement confirmer une tendance statistique qui ne cesse de s'accroître depuis plusieurs années : le métier de journaliste est très dangereux et il l'est, hélas, de plus en plus. À ceux qui ont perdu la vie sur le terrain s'ajoutent les journalistes et autres professionnels des médias qui continuent d'être victimes de menaces et de harcèlement ; l'an dernier, plus de 500 professionnels des médias ont été arrêtés ou jetés en prison.

Un nombre sans précédent de journalistes ont été tués ou blessés dans des conflits particuliers, la guerre en Iraq faisant 60 morts entre mars 2003 et décembre 2005.

L'UNESCO demande aux gouvernements et aux autorités publiques partout dans le monde de mettre fin, en particulier, à l'impunité dont jouissent les auteurs des violences perpétrées à l'encontre de journalistes en enquêtant et en punissant les responsables, et en prenant les mesures préventives qui s'imposent pour que les journalistes puissent continuer à nous faire bénéficier des connaissances et de l'information indispensables que dispense une presse libre et indépendante.

« Aucun pays doté d'un régime démocratique  
et possédant une presse relativement libre  
n'a jamais souffert de la famine...  
Je ne connais pas d'exception. »

Amartya Sen, *Prix Nobel d'économie*



## Que fait l'UNESCO pour promouvoir la liberté d'expression ?

*Abdul Waheed Khan, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information*

Au cours des trois dernières années, l'UNESCO a mis en œuvre une stratégie sur trois fronts qui vise à promouvoir et défendre la liberté d'expression et la liberté de la presse et constitue un élément essentiel de sa mission en tant qu'institution des Nations Unies responsable de la communication et de l'information.

Cette stratégie a trait au rôle des médias dans les situations de conflit et d'après-conflit, à leur contribution à la bonne gouvernance et à leur capacité de stimuler le développement économique et de lutter contre la pauvreté. Nous allons réfléchir aux moyens de réduire le nombre des assassinats, des actes de violence et des mesures d'intimidation qui font du métier de journaliste une activité isolée et dangereuse dans de nombreuses régions du monde.

La vision de l'UNESCO a pris forme et s'est affinée lors des conférences organisées chaque année à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, pendant lesquelles des représentants des gouvernements, des donateurs, des organisations non gouvernementales et des médias eux-mêmes confrontent des opinions très variées.

L'expérience acquise au Rwanda et dans les Balkans ayant montré comment des médias nationalistes et partisans pouvaient attiser un conflit, l'UNESCO a organisé une conférence sur la liberté de la presse à Belgrade en 2004.

Si les médias pouvaient être une cause de conflit, ils pouvaient donc être aussi un remède en présentant l'information de manière objective et juste.

Ce sont souvent les groupes dans l'impossibilité de faire entendre leur voix et non représentés qui considèrent la violence comme le meilleur moyen d'exprimer leurs griefs, de sorte que la liberté de l'information peut contribuer à éviter une dérive violente. De même, le silence et la peur qui règnent au sein d'une communauté font le lit de la violence dans des situations où le dialogue pourrait prévenir un conflit.

Une information exacte et impartiale est particulièrement nécessaire dans la période qui suit un conflit pour empêcher le retour de la violence et jeter les bases d'une société tolérante et pacifique par la réconciliation et le rétablissement des liens sociaux.

L'UNESCO s'emploie notamment à promouvoir le dialogue entre professionnels des médias dans les zones de conflit, et à conseiller les autorités des pays concernés sur la manière d'élaborer une législation favorable à la liberté d'expression.

Comme d'autres organismes du système des Nations Unies, l'UNESCO est attachée à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, qui visent à éliminer la pauvreté dans le monde. Des médias libres peuvent y contribuer en favorisant une gouvernance efficace et en stimulant le développement économique.

La conférence mondiale sur la liberté de la presse tenue à Dakar en 2005 s'est penchée sur la question de la contribution de médias libres et indépendants à la bonne gouvernance - un aspect important des

Objectifs du Millénaire pour le développement, qui engagent les États membres à « n'épargner aucun effort pour promouvoir la démocratie et renforcer l'état de droit ».

La gouvernance repose sur la participation et le droit de regard des citoyens et sur la transparence, qui dépendent de la liberté de la presse et de la liberté d'expression garanties par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La liberté d'expression est l'oxygène sans lequel les autres libertés dépérissent. La transparence et le droit de regard permettent à des citoyens de participer à la vie publique en étant correctement informés. Lorsque l'appareil bureaucratique de l'État devient une vaste entité opaque, les intérêts de certains secteurs particuliers et les luttes qui en résultent sont souvent gardés secrets. La possibilité d'exercer un contrôle sur ces conflits d'intérêt confère une plus grande légitimité aux pouvoirs publics.

Outre qu'ils sont un gage de responsabilité et de transparence, des médias libres et indépendants sont capables de démasquer la corruption qui affaiblit cette légitimité, sape les principes de la démocratie et empêche tout progrès.

En leur permettant d'accéder à l'information, l'adoption d'une loi sur la liberté de la presse aide les citoyens à participer plus pleinement à la gouvernance. Bien informés, ils peuvent alors prendre des décisions en toute connaissance de cause et opérer de meilleurs choix dans leur vie, et ont également la possibilité d'exprimer leurs points de vue. Tout cela favorise une distribution plus efficace des ressources.

Par un cheminement logique de Dakar à Colombo, les communications à la conférence mondiale de 2006 pour la liberté de la presse, réunies dans le présent recueil, ont pris pour thème la contribution possible de médias libres au développement économique, à la sécurité et à la lutte contre la pauvreté.

L'une des principales retombées politiques et sociales de la liberté d'expression est son potentiel en matière d'autonomisation. Elle est en effet l'arme la plus puissante pour lutter contre la pauvreté parce qu'elle fait prendre conscience aux individus qu'ils ont des droits et qu'il n'est donc pas acceptable qu'ils soient marginalisés ou exclus. Ils ont le droit de faire entendre leur voix et de prendre part aux décisions qui affectent leur existence.

Les donateurs réclament bien sûr des résultats quantitatifs et qualitatifs et de plus amples recherches seront nécessaires pour démontrer la validité de la thèse défendue depuis plusieurs années par la Banque mondiale, à savoir que la liberté d'expression et le développement vont de pair. Néanmoins, les données initiales suggèrent fortement que la liberté et l'indépendance des médias sont des moyens essentiels de lutter contre la pauvreté.

L'UNESCO s'efforce de mieux comprendre et d'établir comment le soutien à la liberté d'expression peut produire des progrès mesurables dans le domaine du développement économique comme des droits de l'homme.

Son statut d'organisation intergouvernementale chargée d'élaborer des normes internationales, de sensibiliser l'opinion et de renforcer les capacités lui permet de faciliter le travail accompli par les États membres avec les autres acteurs du processus de développement, y compris les médias.

Elle a noué des liens efficaces avec des organisations non gouvernementales, dont elle met à profit les compétences pour élaborer des projets et des politiques de nature à aider les médias indépendants.

Ce faisant, elle illustre la nouvelle forme d'intervention du système des Nations Unies : offrir un mécanisme de coordination tout en engageant le dialogue avec ses partenaires.

## Pourquoi il faut soutenir les médias

par Barry James <sup>1</sup>

La réflexion a beaucoup évolué depuis le temps où fleurissait le vieux sophisme selon lequel la démocratie et une presse libre étaient un luxe que ne pouvaient se permettre les pays en développement à faible revenu.

De fait, les recherches exposées dans cette publication montrent que, loin d'être un luxe, ce sont des facteurs essentiels d'une croissance durable et de la lutte contre la corruption.

Si l'argument proclamant « *la croissance d'abord, la démocratie plus tard* » a été forgé pour défendre des « tigres d'Asie » peu démocratiques, il est souvent invoqué pour se justifier par des régimes africains effroyablement corrompus et inefficaces.

Or, il est bon de rappeler les remarques éloquentes que Ronald Koven, représentant pour l'Europe du Comité mondial pour la liberté de la presse, a formulées en 2004 à la conférence mondiale sur la liberté de la presse de Bucarest :

*L'une des premières choses que l'on apprend dans le journalisme, c'est à éviter les expressions normatives ou qui portent un jugement, qu'il faut laisser les faits décrire la réalité sans l'embellir. Quel cas font de ce principe ceux qui tentent de créer de nouvelles formes de journalisme, en lui adjoignant un qualificatif, qu'il s'agisse de « journalisme pour la paix », de « journalisme pour le développement », ou de « journalisme civique » ? Quel mal y a-t-il donc à faire du journalisme pur et simple ?*

En d'autres termes, le travail des journalistes ne consiste pas à traiter du développement économique comme une chose en soi. Il consiste à rédiger des articles ou des commentaires propres à informer leurs lecteurs ou auditeurs et peut-être aussi à les divertir, et à contribuer ainsi à créer des organes de presse viables et rentables, assez vigoureux pour défendre avec fermeté la liberté d'expression.

Suggérer qu'il devrait en aller autrement, c'est faire le jeu des dictateurs pour qui les journalistes sont des pions, que l'on achète au besoin, et que l'on peut écarter sans ménagement, emprisonner, torturer et même assassiner lorsqu'ils ne marchent plus droit et commencent à être gênants et un peu trop curieux en faisant leur métier.

De fait, comme James Deane, du Consortium de la communication pour le changement social, nous le rappelle dans ces pages, l'UNESCO a été déchirée à la fin des années 70 et au début des années 80 par les appels à promouvoir un journalisme au service du développement lancés dans le cadre des propositions relatives au Nouvel Ordre de l'information et de la communication. La dispute provoqua le départ fracassant des États-Unis et du Royaume-Uni, l'Organisation étant accusée de faire le jeu du régime soviétique et d'autres dictatures en leur offrant un moyen de censurer et de contrôler les médias.

Les temps ont changé, tout comme l'UNESCO qui, sous la houlette de son Directeur général, Koïchiro Matsuura, est devenue la principale organisation internationale faisant campagne pour la liberté de la presse et la liberté d'expression.

Je crois qu'Agnes Callamard, directrice exécutive de l'organisation de défense des droits de l'homme ARTICLE 19, résume cela mieux que quiconque lorsqu'elle qualifie le droit à la liberté d'expression de « pierre angulaire » dont dépendent la protection et l'exercice des autres droits.

---

<sup>1</sup> L'auteur a travaillé pour plusieurs organes de presse de premier plan, dont l'International Herald Tribune et United Press International, où il a été correspondant à l'étranger et membre du comité de rédaction.

En d'autres termes, la liberté de faire connaître ses idées, de critiquer et de dénoncer la corruption contribue à instaurer les conditions propices à la croissance économique. Comme l'a dit James D. Wolfensohn, ancien Président de la Banque mondiale,

*La liberté de la presse n'est pas un luxe. Elle est au cœur du développement équitable. Les médias peuvent exposer la corruption au grand jour. Ils peuvent exercer un contrôle sur les politiques publiques en braquant les projecteurs sur l'action du gouvernement. Ils permettent aux individus d'exprimer des opinions diverses sur la gouvernance et la réforme, et aident à forger un consensus de la société sur les moyens d'instaurer le changement. De tels médias favorisent un meilleur fonctionnement des marchés - depuis le petit marché aux légumes d'Indonésie jusqu'aux marchés internationaux des devises et des capitaux étrangers de Londres et de New York. Ils peuvent faciliter le commerce, répandre les idées et l'innovation par-delà les frontières. Nous l'avons vu aussi, ils sont d'importants facteurs du développement humain, diffusant l'information relative à la santé et à l'éducation jusque dans les villages les plus reculés dans toutes sortes de pays, de l'Ouganda au Nicaragua.*<sup>2</sup>

Si tel est bien le cas, si une presse libre est aussi indispensable au développement économique que le système éducatif ou les services de santé publique - la liberté d'expression ne devrait-elle pas être systématiquement intégrée aux programmes d'aide internationale au lieu d'être traitée comme un aspect accessoire ou de n'être prise en compte qu'après coup ? Bien trop souvent, l'aide aux médias est considérée comme venant en complément d'actions ciblées, par exemple sur le VIH/sida, et non comme constituant en elle-même un puissant facteur de changement. La dispersion et les chevauchements des initiatives et le manque de coordination entraînent le gaspillage d'une bonne part de l'aide considérable qui est déjà apportée aux médias dans le cadre de divers programmes internationaux . De fait, depuis la fin de la guerre froide et la dissolution de l'Union soviétique,

*L'aide aux médias a évolué, les programmes modestes faits de petits dons de matériel et de voyages d'étude offerts à des journalistes faisant place à des projets multidimensionnels à long terme dotés d'un budget de plusieurs millions de dollars.*<sup>3</sup>

Quantité de projets devraient ne jamais avoir été lancés ou avoir été abandonnés depuis longtemps faute d'être rentables, estime Jorgen Ejsboel, un directeur de publication danois qui a contribué au présent recueil. De plus, les donateurs qui soutiennent les médias dans les zones sortant d'un conflit se retirent dès que la crise est passée. Or, mettre sur pied des médias fiables, indépendants et objectifs capables d'asseoir leurs projets sur une réputation d'équité et d'impartialité exige un investissement de longue haleine.

On a le sentiment que la liberté de l'information n'a pas de prix. Néanmoins, une entreprise de médias doit pouvoir s'appuyer sur des bases financières saines pour être indépendante. Les organes de presse se doivent bien entendu d'être eux-mêmes au-dessus de tout soupçon. Les journalistes qui prennent parti pour un camp contre l'autre, préfèrent la trivialité à un solide travail d'investigation et acceptent d'être payés pour publier ou ne pas publier certaines informations discréditent la profession tout entière.

À n'en pas douter, le moyen le plus efficace de promouvoir la liberté d'expression serait de persuader les gouvernements de renoncer aux contraintes qu'ils font peser sur elle. Les lois sur la diffamation utilisées pour envoyer en prison des journalistes ayant divulgué des informations factuelles mais gênantes causent un tort considérable.

---

<sup>2</sup> Wolfensohn, J., 2002. Dans *Le droit d'informer : le rôle des médias dans le développement économique*. De Bueck...

<sup>3</sup> Price, M., B. Noll et D. De Luce, 2002. *Mapping Media Assistance*. Oxford. The Programme in Comparative Media Law & Policy, Université d'Oxford, p. 1.

C'est un problème extrêmement répandu, en particulier en Afrique, où la plupart des pays, non contents d'avoir signé la Déclaration universelle des droits de l'homme, ont inscrit dans leur constitution des dispositions en faveur de la liberté d'expression, mais bafouent dans la pratique ces concessions à la démocratie. Ils usent des lois sur la diffamation et la sédition, de décrets sur la sécurité de l'État, de dispositions sur le secret administratif et de toutes sortes d'autres restrictions pour réprimer les médias, emprisonner, agresser, harceler et intimider les journalistes qui déplaisent aux dirigeants dictatoriaux, confisquer leurs biens et parfois même les assassiner.

Les gouvernements disposent d'autres moyens, plus subtils, de s'assurer que les médias marchent droit. Ils exigent des journaux la possession d'une licence qu'ils peuvent leur retirer quand bon leur semble, les priver de recettes publicitaires et restreindre leur approvisionnement en papier et en encre.

L'adoption généralisée de lois sur la liberté de l'information aiderait à créer le climat de confiance, de responsabilité et de transparence dans lequel les économies prospèrent et la corruption dépérit. Le paradoxe est que les pays où les médias ont le plus besoin d'être soutenus sont souvent dirigés par des gouvernements corrompus qui persécutent la presse libre.

L'un des problèmes les plus difficiles est celui du public touché. Les donateurs sont fondés à se demander pourquoi ils soutiendraient des médias urbains dont ne bénéficient qu'une fraction relativement privilégiée de la population des villes, et non les masses rurales analphabètes et disséminées, qui ne peuvent faire entendre leur voix et n'ont pas accès à l'information.

La technologie permet aujourd'hui de créer de petites stations de radio pour un coût très modique. Animées par une équipe de bénévoles, ces radios commencent à avoir un impact important, et qui le serait plus encore si les gouvernements réformaient les textes réglementaires favorables aux services de radiodiffusion publics et privés, mais non aux radios communautaires.

Ces stations de radio méritent assurément d'être encouragées et soutenues, et les journalistes et producteurs bénévoles font sans doute un excellent travail. Même dans les pays industrialisés modernes, les nouvelles et les images sont de plus en plus diffusés par des amateurs qui ont créé des blogs sur Internet ou utilisent l'espace que de nombreux journaux mettent aujourd'hui à leur disposition sur leur site.

Je suis néanmoins d'avis qu'il faut considérer les stations de radio et les sites Internet animés par des volontaires comme complétant simplement, sans le remplacer, le travail des journalistes professionnels, lesquels ont (ou devraient avoir) reçu une formation qui leur a appris à observer les événements avec objectivité et détachement. Les professionnels de l'actualité ont en général une curiosité hors du commun, un caractère bien trempé, la capacité de travailler dur, et le flair pour les sujets propres à captiver le public, ainsi, bien entendu, qu'une certaine maîtrise de l'expression écrite ou orale.

Ils sont pour la plupart membres d'associations professionnelles profondément soucieuses des questions de déontologie. Par dessus tout, en ces temps où un nombre sans précédent de journalistes sont tués, agressés, torturés ou jetés en prison, il leur faut parfois faire preuve d'un très grand courage, comme le montre l'attribution cette année du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO-Guillermo Cano à May Chidiac, la journaliste de télévision libanaise gravement blessée par une bombe placée sous sa voiture par des terroristes.

L'expression *presse libre* que nous continuons d'utiliser sonne un peu bizarrement aujourd'hui que les machines assourdissantes qui symbolisaient les grands journaux ne sont plus qu'un souvenir pour beaucoup d'entre nous. Poussés par des réalités économiques et sociales nouvelles, certains titres se convertissent le plus vite possible à l'Internet, tandis que d'autres voient l'avenir s'assombrir à mesure que leurs lecteurs vieillissent et se raréfient.

On assiste aujourd'hui à une fragmentation complexe et déroutante des médias, depuis les journaux et réseaux de radio et de télévision traditionnels jusqu'aux services de nouvelles utilisant l'Internet ou le téléphone mobile. Comme l'a récemment relevé *The Economist*, « plus il y a de médias et moins il y a de nouvelles ». Néanmoins, nous vivons peut-être une époque riche en possibilités où même certains des pays les plus pauvres pourraient tirer parti des nouvelles technologies.

Les donateurs et autres acteurs seraient donc bien avisés d'élaborer des stratégies afin que les pays en développement ne soient pas les perdants de cette révolution des communications et des médias. Par dessus tout, comme le font valoir les auteurs de certaines des contributions réunies ici, il importe de rompre avec le paternalisme et de forger de véritables partenariats avec les pauvres en vue de créer des organes de médias durablement viables qui soient, répétons-le, capables à terme d'assurer eux-mêmes leur survie.

Des victoires insignes ont été remportées dans la lutte pour promouvoir la liberté d'expression. En exposant en pleine lumière la corruption et l'incurie, les médias aident à créer de la légitimité et les conditions d'une plus grande équité dans un certain nombre de pays. Walad Al-Saqaf, du Yémen, nous rappelle dans les pages qui suivent que, même au Moyen-Orient où sévit la répression, le vent du changement balaie le désert. Depuis l'effondrement du régime soviétique, plus d'une douzaine de pays ont adopté des lois garantissant aux citoyens un droit d'accès aux documents officiels. Il est vrai que certaines de ces avancées ont été freinées ou remises en question à la suite des attentats terroristes du 11 septembre qui ont frappé les États-Unis. Néanmoins,

*Sous l'effet de la mondialisation, le concept même de liberté de l'information cesse d'être une condamnation purement morale du secret et revêt une signification plus neutre - comme une autre forme de régulation du marché, d'administration plus efficace des affaires publiques, et comme un facteur de croissance et de développement de l'industrie de l'information.*<sup>4</sup>

Nous ne devons toutefois jamais relâcher notre vigilance quand il s'agit de liberté de la presse, ni oublier ce que c'est que de vivre dans un pays privé de médias indépendants. Le Comité pour la protection des journalistes nous a rappelé lors de la célébration cette année de la Journée mondiale de la liberté de la presse que des pays sont encore dans un trou noir en ce qui concerne l'information, sous la botte de sinistres dictateurs qui décident seuls de ce que leurs sujets liront, verront ou entendront.

Parmi ces pays figurent la Guinée équatoriale, riche en pétrole, où le fils du président dirige la seule et unique station de radio ; la Corée du Nord, dont le « Dirigeant bien-aimé » Kim Jong Il impose le silence sur la famine qui fait des millions de victimes, et le Turkmenistan, où les journalistes de la télévision commencent leur journal en jurant de se laisser couper la langue plutôt que dire du mal du Président à vie Saparmurat Atayevich Niyazov.

Avec de tels spécimens, les donateurs finançant les médias auront encore longtemps du pain sur la planche.

---

<sup>4</sup> Blanton, T. 2002. The World's Right to Know. *Foreign Policy*, n° 131, p. 50-58.

## **Partie 1**

### *Le lien entre liberté de la presse et lutte contre la pauvreté*

*Outre qu'elle est en soi un bien fondamental, proclamé à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la liberté d'expression est généralement considérée comme une condition essentielle du développement économique.*

*Mais cette conviction est-elle scientifiquement fondée ? On connaît après tout des exceptions - des pays riches où la liberté de la presse est inexistante ou limitée et des pays pauvres où elle est une réalité.*

*Les textes qui suivent examinent les données empiriques et rendent compte de recherches récentes qui incitent fortement à penser qu'une presse libre est un facteur déterminant de la prospérité économique.*

*Daniel Kaufmann, de la Banque mondiale, fait valoir que la liberté de la presse n'est pas un luxe que seuls les pays riches peuvent s'offrir, et qu'elle contribue à créer une économie prospère, au lieu d'en être une conséquence.*

*Évaluer l'efficacité de l'aide est un art difficile et controversé dans les meilleures circonstances et quand bien même on dispose des faits les plus concrets.*

*Néanmoins, deux rapports de recherche présentés à la conférence organisée en 2006 à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse démontrent l'existence de liens manifestes entre la promotion de la liberté d'expression et de l'indépendance des médias et l'élimination de la pauvreté.*

*L'étude statistique réalisée par Pippa Norris confirme qu'il n'y a pas de bonne gouvernance sans médias indépendants et que ces derniers ont un effet mesurable sur le renforcement des institutions politiques et du développement humain, et par voie de conséquence sur la diminution de la pauvreté.*

*Anne-Sophie Novel, à la tête d'un groupe de chercheurs de l'Institut d'études politiques de Paris, a mené une étude sur les incidences de la liberté de la presse dans plusieurs pays.*

*Les chercheurs ont constaté que l'information actuellement disponible n'est pas suffisamment précise pour démontrer un lien de cause à effet entre liberté de la presse et lutte contre la pauvreté. Mais ils ont néanmoins relevé des corrélations statistiques entre la liberté de la presse et divers aspects de la sécurité humaine, comme l'accès aux produits de première nécessité, aux soins de santé et à l'éducation, une gouvernance transparente et la volonté de ne pas s'engager dans des conflits violents.*

*Ils en ont conclu que « la liberté de la presse compte bien parmi les leviers du développement, au même titre que l'éducation ou l'investissement ».*

*Enfin, Mike de Villiers, de l'International Research and Exchanges Board, présente l'indice de durabilité des médias - un outil permettant de mesurer le développement de médias indépendants dans le temps et dans différents pays. Il importe, fait-il valoir, de comprendre quels sont les points forts et les faiblesses des médias et quels sont les aspects qui doivent retenir l'attention et sur lesquels il faut concentrer les ressources.*

## **Médias, gouvernance et développement : une analyse empirique**

*Daniel Kaufmann*

*Directeur du programmes gouvernance mondiale  
Institut de la Banque mondiale*

Jusqu'à la fin de la première moitié des années 90, la Banque mondiale considérait que son mandat se limitait aux questions purement économiques comme la réforme du commerce, la privatisation ou la gestion du secteur financier. Elle sous-estimait l'importance de la gouvernance et de l'existence d'institutions solides ; et le mot « corruption » ne faisait pas partie de son vocabulaire.

À la fin des années 90, la Banque s'est rendu compte que la mauvaise gouvernance et la corruption n'étaient pas seulement de graves obstacles à l'utilisation effective de l'aide au développement, mais aussi des abus dont les principales victimes étaient les pauvres. Elle a peu à peu entrepris d'appeler l'attention sur cette question, en menant des recherches, en mettant au point des instruments de diagnostic de la corruption, en organisant des programmes de formation à l'intention des responsables gouvernementaux et de la société civile, et en s'attaquant directement aux problèmes de gouvernance avec certains pays qui en avaient fait la demande. Tout récemment, la Banque s'est intéressée à l'accès à l'information et à la promotion de médias libres en tant qu'éléments essentiels de la bonne gouvernance et, à terme, d'un développement effectif.

Pour être convaincants et mettre sur pied des initiatives bien conçues, nous devons savoir quelle est la situation de la liberté de la presse dans le monde aujourd'hui, ainsi que les facteurs qui militent pour ou contre des médias ouverts. Nous croyons qu'il nous faut appliquer aux questions de gouvernance la même rigueur dans l'analyse et le même souci d'élaborer des politiques sur la base des faits établis que pour nos décisions dans les domaines classiques de l'économie et des finances.

Nous soutenons les initiatives visant à collecter et évaluer des données sur la situation actuelle des médias que nous puissions ensuite communiquer à nos clients partout dans le monde. Ces initiatives consistent notamment à concevoir des indicateurs nationaux et comparables au niveau international sur la liberté des médias et la gouvernance. La plupart de ces données existent, mais n'ont pas fait l'objet d'une large diffusion.

Il est nécessaire aussi de collecter et de diffuser des données sur le secteur des médias, y compris des renseignements précis sur la structure réelle du capital social. De même, il faut procéder à des évaluations de l'environnement politique (liberté d'expression, par exemple), du cadre législatif et réglementaire et de leurs incidences sur les médias, du contexte concurrentiel et d'un certain nombre d'autres facteurs qui aident à déterminer l'efficacité et la viabilité de médias libres et ouverts.

Plus précisément, notre démarche fondée sur les faits commence par la remise en question d'une série de dix idées fausses (ou couramment admises) sur la liberté de la presse :

*La liberté de la presse doit être considérée sous l'angle strictement politique.*

Nous rejetons ce point de vue, et pensons au contraire qu'il importe de considérer la promotion des médias et les libertés qui leur sont accordées sous l'angle de la gouvernance et du développement.

*La liberté de la presse doit être considérée comme une retombée (ou un résultat) de l'industrialisation d'un pays et de l'augmentation des revenus, plutôt que comme un élément contribuant en lui-même au développement et à la croissance de l'économie.*

À cela nous répondons que, en réalité, une presse libre n'est pas un luxe que seuls les pays riches peuvent s'offrir.



*Les données sur les relations entre médias et gouvernance sont rares et les quelques données dont on dispose ne sont pas fiables ni exploitables.*

Nous contestons aussi cette idée, en appelant l'attention sur les progrès accomplis en ce qui concerne les indicateurs relatifs à la gouvernance et aux médias, et sur les solides analyses empiriques qui s'appuient sur ces données. Les enseignements fondés sur des faits que l'on peut en tirer aident à définir des stratégies pour l'avenir.

*Les conséquences des limitations imposées à la presse au sujet de la corruption, de la pauvreté et du sous-développement sont très exagérées.*

C'est faux. Les faits démontrent que ces conséquences sont énormes.

*L'existence de lois écrites est le facteur déterminant dont dépend l'existence ou l'absence d'une presse libre.*

Les lois écrites sont certes importantes en tant qu'ensemble de règles et de réglementations codifiées *de jure*, mais elles sont loin d'être suffisantes. L'application de tels cadres législatifs et réglementaires, la mise en œuvre effective des lois sur la liberté de l'information et le démantèlement du monopole du secteur des télécommunications sont tout aussi importants.

*Les restrictions générales imposées à la presse, notamment les lois sur le secret d'État et les limitations imposées à la participation d'intérêts privés dans le capital des médias, se justifient souvent par des considérations de sécurité nationale.*

Même si certaines préoccupations en matière de confidentialité et de sécurité nationale sont légitimes, elles ne nécessitent des précautions que dans des domaines assez étroits et particuliers, et non des restrictions générales, et ne sauraient justifier les limitations relatives au régime de propriété.

*Une participation importante de l'État dans le capital des médias et les subventions allouées à ces derniers ont souvent des effets plutôt bénéfiques.*

Les faits suggèrent le contraire : un engagement massif de l'État se traduit habituellement par des restrictions accrues et des médias peu efficaces. De manière plus générale, une forte concentration des médias entre de mêmes mains va de pair avec un manque d'efficacité. Cela est vrai aussi des médias du secteur privé, où il convient d'encourager une plus grande concurrence, les nouvelles technologies aidant.

*Les médias ne doivent pas être traités comme des entreprises commerciales. Leur mission et leurs objectifs si particuliers s'y opposent.*

S'il importe certes de reconnaître que les médias ont des caractéristiques et des objectifs (notamment sociaux) particuliers, il faut aussi bien voir qu'il s'agit d'entreprises dont la viabilité financière est essentielle.

*La tenue de consultations électorales dans un pays est un gage de libertés pour la presse.*

Les faits donnent à penser que les élections, tout en étant associées à un degré plus élevé de liberté de la presse en général, ne garantissent pas en elles-mêmes que les médias vont pouvoir se développer et la presse jouir de libertés.

*La communauté internationale et la Banque mondiale ne peuvent pas faire grand chose dans le domaine des médias.*

Nous ne le pensons pas. De fait, un certain nombre d'initiatives sont en cours, et beaucoup d'autres pourraient être envisagées à l'avenir.

La Banque mondiale et d'autres organismes d'aide au développement et bailleurs de fonds mettent en pratique ce qu'ils préconisent en élargissant l'accès public à l'information, aux documents, et aux processus décisionnels.

Nous considérons les médias comme des partenaires de choix dans nos efforts pour promouvoir la gouvernance, lutter contre la corruption et faire reculer la pauvreté et les associations dès les premiers stades aux projets mis en œuvre dans les pays et aux stratégies de réduction de la pauvreté.

Pour aider au renforcement des capacités des médias, nous organisons des programmes d'apprentissage sur des sujets dont ne traitent pas d'autres organisations, comme le journalisme commercial et économique et la gestion des médias.

Nous apportons aussi un appui à des médias créés de fraîche date dans des États fragiles, et dans des pays comme le Mexique qui mettent en place une législation sur la liberté d'informer et l'accès à l'information. Nous diffusons les bonnes pratiques en matière d'élaboration de politiques visant à rendre le secteur des médias et des télécommunications concurrentiel avec une intervention moindre de l'État.

En collaboration avec d'autres organisations, nous approfondissons notre travail de recherche et d'analyse sur les systèmes de notation et les indicateurs internationaux en vue d'évaluer le développement des médias.

Enfin, la Banque a commenté publiquement l'évolution des médias dans les pays qui sont ses partenaires, en mettant en relief les avancées et en s'employant activement à décourager les abus.

Une présentation graphique complétant le présent article peut être consultée en ligne à l'adresse suivante :

[http://www.worldbank.org/wbi/governance/pdf/press\\_freedom\\_day\\_colombo\\_5\\_06.pdf](http://www.worldbank.org/wbi/governance/pdf/press_freedom_day_colombo_5_06.pdf)

## Liberté de la presse et développement - - que disent les faits ?

*Pippa Norris*

*Titulaire de la chaire McGuire d'études politiques comparées à la John Kennedy School of Government, Directeur de la Harvard University, Groupe de la gouvernance démocratique, Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau des politiques de développement*

On considère généralement que les médias libéraux favorisent directement la démocratisation et la bonne gouvernance, et indirectement le développement humain. Mais sur quelles preuves reposent ces affirmations ? Malgré les études de cas sur le rôle de la presse dans tel ou tel pays ou région, il est assez surprenant de constater qu'un nombre relativement faible de travaux de recherche comparée sont consacrés au mécanisme de ces liens.

Pour l'essentiel, les études existantes s'attachent à évaluer l'accès aux médias, en mesurant l'évolution du nombre de lecteurs des journaux ou de l'audience des programmes de télévision, et ne s'intéressent pas à la liberté de la presse.

À la fin des années 50 et au début des années 60, les théories de la modernisation postulaient une relation assez simple et ne posant guère de problème entre l'élargissement de l'accès aux moyens de communication de masse modernes, le développement économique et le processus de la démocratisation. On tenait généralement pour acquis que l'urbanisation et les progrès de l'alphabétisation élargiraient l'accès à des technologies modernes telles que le téléphone, la presse écrite, la radio et la télévision, permettant ainsi à des citoyens bien informés de participer réellement aux affaires politiques.

À la fin des années 60 et au début de la décennie suivante, toutefois, l'idée que la modernisation s'opérait selon une série d'étapes successives passa peu à peu de mode. Le scepticisme grandit devant les problèmes complexes auxquels le développement humain se heurtait manifestement dans différentes parties du monde et les graves revers subis par la démocratie en Amérique latine, dans l'Afrique subsaharienne et en Asie.

On comprit peu à peu qu'il ne suffisait pas d'élargir l'accès du public à la presse écrite, à la radio et à la télévision pour promouvoir la démocratie et le développement, car ces médias pouvaient être utilisés pour conforter des régimes autocratiques, favoriser le capitalisme de connivence et consolider le pouvoir d'oligopoles de la presse, tout autant que pour offrir aux personnes défavorisées un moyen de participer à la démocratie.

L'accès demeure un enjeu important, mais c'est sans doute lorsqu'ils remplissent collectivement les fonctions de *vigies* dénonçant les abus de pouvoir, de *forums civiques* et de *révélateurs des priorités* pour les décideurs, que les médias contribuent le plus efficacement à renforcer le processus de la démocratisation, la bonne gouvernance et le développement humain, en rendant les pouvoirs publics plus attentifs aux problèmes sociaux.

Dans leur rôle de vigies, les médias sont en position idéale pour promouvoir la transparence des affaires publiques, la responsabilité du gouvernement et le contrôle exercé par le public sur les décideurs. Ils peuvent attirer l'attention sur les politiques qui ont échoué, les cas de malversation, la corruption du système judiciaire et les scandales dans lesquels sont impliquées des entreprises.

À l'inverse, les pressions exercées sur les médias visent à renforcer le pouvoir des régimes autocratiques et à dissuader les journalistes indépendants de critiquer les autorités en usant de la censure, en faisant des principales stations de radio et chaînes de télévision des organismes publics, en adoptant des lois qui restreignent la liberté d'expression et de publication (comme les lois draconiennes sur la diffamation et les dispositions relatives au secret d'État), en limitant la concurrence entre oligopole commerciaux et en recourant à la violence et à l'intimidation à l'encontre des journalistes de la presse, de la radio et de la télévision.

Dans son rôle, tout aussi essentiel, de forum civique, la presse libre peut améliorer le fonctionnement de la sphère publique, en agissant comme un intermédiaire entre les citoyens et l'État, en facilitant le débat et en donnant au public des informations au sujet des dirigeants.

Lorsque les canaux de communication reflètent le pluralisme social et culturel propre à chaque communauté de manière équilibrée, juste et impartiale, de multiples groupes d'intérêt peuvent faire entendre leur voix dans le débat public. Cette fonction est particulièrement importante pendant les campagnes électorales où il est essentiel pour que les élections soient multipartites, compétitives, libres et ouvertes que les partis, les candidats et les groupes de l'opposition puissent s'exprimer sur les ondes.

Pendant la campagne, les médias peuvent fournir aux citoyens des informations leur permettant de comparer et d'évaluer l'action passée, les programmes et la capacité de diriger de chaque parti et de chaque candidat, et de disposer ainsi des éléments essentiels pour se déterminer en pleine connaissance de cause. Ce rôle collectif des médias en tant que forum civique demeure profondément

faussé lorsque les principaux journaux et les grandes chaînes de télévision favorisent fortement le parti au pouvoir.

En effet, lorsque les médias ne s'acquittent pas efficacement de ce rôle, la consolidation de la démocratie marque le pas. Le fait que l'État soit propriétaire des médias ou les contrôle est un sérieux motif de préoccupation, mais le pluralisme des médias est également menacé quand ils sont concentrés à l'excès entre les mains d'intérêts privés, que ce soit des chaînes de radiodiffusion en position d'oligopole ou de grosses sociétés multinationales possédant un empire de presse.

Les fusions entre médias risquent de conférer un pouvoir excessif à un petit nombre d'entreprises multinationales auxquelles il est impossible de demander des comptes, et la démocratie laisse encore à désirer lorsque les chaînes de télévision de l'État ont cédé la place à des oligopoles privés et à des entreprises pratiquant le capitalisme de connivence dans des pays comme la Russie, le Brésil et le Pérou qui n'ont pas réussi à se doter de médias véritablement indépendants et pluralistes. L'existence de cartels de la télévision, lorsque de surcroît il n'y a pas eu de réforme du cadre réglementaire, que la législation est conçue pour museler les critiques de la presse et que les journalistes n'ont pas un sens très strict de la déontologie, risque de limiter le rôle de vigies et de forums civiques des médias.

En tant que révélateurs des priorités, les médias peuvent diffuser des informations sur les problèmes sociaux urgents et transmettre ainsi les préoccupations des citoyens aux responsables gouvernementaux. Lors d'une catastrophe naturelle, en particulier, les autorités sont souvent paralysées par la désorganisation des moyens de communication habituels. Comme l'a montré la dramatique défaillance des autorités pendant la débâcle qui a suivi le cyclone Katrina aux États-Unis, il est d'une importance vitale que les pouvoirs publics disposent en temps voulu d'informations exactes sur la nature et l'étendue du désastre pour intervenir de manière efficace.

Dans de telles situations, des journalistes indépendants peuvent être une précieuse source d'information pour les décideurs, et aider des gouvernements démocratiques à mieux répondre aux besoins de la population. Des chercheurs ont ainsi constaté qu'en Inde, les États régionaux où le taux de diffusion des journaux était plus élevé avaient pris des mesures plus actives pour remédier à la pénurie alimentaire dans les situations d'urgence.

Dans l'ensemble, l'analyse incite très fortement à affirmer qu'une presse libre est un élément essentiel de la démocratie comme de la bonne gouvernance. De nouvelles recherches seront néanmoins nécessaires pour éclaircir de nombreuses questions encore sans réponse.

Il est plausible de penser que l'exercice par la presse de son rôle de vigie est le plus sûr moyen d'éliminer la corruption, tandis que ses efforts pour appeler l'attention sur les problèmes sociaux ont une incidence sur l'efficacité des pouvoirs publics. Des études de cas, examinant l'action des médias d'information dans des pays particuliers, sont probablement nécessaires pour préciser ces corrélations.

Tout aussi plausible demeure l'hypothèse, suggérée par nombre d'études, selon laquelle les efforts pour améliorer la démocratie et la bonne gouvernance contribueront à terme à éliminer la pauvreté, en particulier en obligeant les gouvernements à rendre davantage des comptes et à être plus attentifs aux besoins humains.

Les politiques qui lèvent les obstacles à la liberté d'échanger des informations et de communiquer - qu'il s'agisse d'une censure exercée par l'État, de mesures d'intimidation et de harcèlement des journalistes ou de l'existence d'oligopoles privés - sont d'un précieux secours pour ceux qui s'efforcent de promouvoir à la fois le progrès politique et le développement humain.

Une analyse plus étoffée, et complétée par des tableaux, sur *le rôle de la presse libre dans la promotion de la démocratisation, de la bonne gouvernance et du développement humain* peut être consultée à l'adresse suivante : [http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL\\_ID=21475&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=-465.html](http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=21475&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=-465.html)

## Une étude explore les corrélations entre liberté de la presse et lutte contre la pauvreté

*Anne-Sophie Novel*

*Groupe d'économie mondiale (GEM)*

*Centre pour la paix et la sécurité humaine de l'Institut d'études politiques (Paris)*

Le texte qui suit est un résumé des conclusions d'un projet de recherche entrepris pour l'UNESCO par Centre pour la paix et la sécurité humaine de l'Institut d'études politiques de Paris, dont l'objet était d'analyser les corrélations entre la liberté de la presse et divers aspects des questions relatives à la sécurité humaine, à la pauvreté et à la gouvernance.

Cinq chercheurs de l'Institut ont collecté et organisé des données quantitatives et qualitatives mettant en évidence des corrélations entre des indicateurs d'un contexte propice à la liberté et à l'indépendance des médias et des indicateurs du développement humain, de la sécurité commune, de la réduction de la pauvreté, d'une bonne gouvernance et de la paix.

Il s'agissait principalement de vérifier s'il était possible de mettre en évidence dans le processus de développement un enchaînement logique dans lequel une presse libre avait un rôle à jouer.

La diversité est sous ses différentes formes un élément central de la démocratie, et la liberté d'expression est aussi nécessaire que toutes les autres libertés. En l'absence de liberté d'expression, l'accès à ces autres libertés est très limité et les droits de l'homme ne sont donc pas respectés.

On constate une corrélation positive entre la stabilité politique et la liberté de la presse. L'existence d'une presse libre offre la possibilité d'un débat non violent. Les gouvernements disposent ainsi d'un outil pour gérer les tensions sociales.

La liberté de la presse est fortement associée à l'efficacité des pouvoirs publics. La presse permet de déterminer plus facilement si les politiques du gouvernement portent ou non leurs fruits et aide la population à évaluer et juger les politiques et les services publics.

La corrélation entre qualité du cadre réglementaire et liberté de la presse est particulièrement essentielle, car elle montre très clairement comment le développement économique et la liberté de la presse sont liés l'un à l'autre.

La qualité du cadre réglementaire relatif aux transactions commerciales et aux services publics est une condition essentielle si l'on veut que les individus travaillent dans un environnement économique caractérisé par la confiance. Une presse libre aide à garantir un tel environnement. C'est par l'intermédiaire de la presse que l'on peut vérifier le respect des règles et la fiabilité du système.

L'état de droit implique l'indépendance des tribunaux et l'exécution des contrats. Il existe là aussi une relation positive avec la liberté de la presse, puisque le respect de la loi et sa bonne application, dont s'assure la presse, sont des garanties d'une bonne gouvernance.

Les recherches montrent que la presse jouit en général d'un degré de liberté élevé lorsque le niveau de corruption est faible. Singapour est le seul État où tout à la fois la liberté de la presse est limitée et la corruption strictement jugulée, offrant ainsi un exemple de la manière dont la presse peut être utilisée pour renforcer le pouvoir d'un régime autocratique.

Il ressort de nos recherches que plus un pays est pauvre, moins le niveau général de liberté de la presse est élevé. Il y a toutefois des exceptions, principalement au Moyen Orient. Des pays comme l'Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, les Émirats Arabes Unis et, une fois de plus, Singapour ont une économie

prospère mais imposent de lourdes restrictions à leur presse. Ils montrent que le revenu n'est pas un facteur suffisant pour qu'un pays se dote d'une presse libre.

La liberté de la presse ne peut exister qu'avec de grandes difficultés dans les situations d'extrême pauvreté. Plus elle est grande, cependant, et plus faible est le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Mais il y a, là aussi, des exceptions. Des pays tels que le Bélarus, l'Iran et la Tunisie n'ont pas de presse libre malgré un niveau de pauvreté peu élevé. À l'inverse, il existe des pays dans lesquels liberté de la presse et forte pauvreté vont de pair.

La liberté d'expression apparaît comme une garantie contre le risque de malnutrition et de famine. Dans aucun des pays examinés on n'a observé à la fois une presse libre et un pourcentage élevé de la population souffrant de malnutrition. Même constat s'agissant de l'accès à l'eau salubre.

Plusieurs pays, toutefois, dont le Liban, la Syrie, la Turquie, la Tunisie, la Malaisie, Cuba, l'Égypte et l'Iran, où l'accès à l'eau est satisfaisant et le taux de malnutrition peu élevé, imposent des limites à la liberté de la presse. Cela signifie que même lorsque l'accès aux ressources est assuré, la liberté de la presse n'est nullement garantie.

Les recherches ont montré que plus les médias sont libres, plus faible est le taux de mortalité infantile et meilleure l'espérance de vie à la naissance, ce qui donne à penser que la liberté de la presse a une incidence positive sur la situation sanitaire dans un pays donné. Elle facilite la lutte contre les maladies et prédit les risques pesant sur l'espérance de vie.

Lorsque les médias sont muselés, ils ne peuvent jouer aucun rôle dans le domaine de la santé. La presse ne peut aider à répondre aux besoins du public, et les politiques publiques sont décidées en l'absence d'informations complètes sur la situation sanitaire réelle. Une presse libre est nécessaire pour promouvoir ce droit fondamental de tout être humain qu'est l'accès aux soins de santé.

Lorsque l'on examine la corrélation entre, d'une part, la liberté des médias et, d'autre part, l'effectif médical et les taux de vaccination (vaccination contre la tuberculose et nombre de médecins pour 1000 habitants), il apparaît clairement qu'une presse libre contribue à appeler l'attention sur l'insuffisance du personnel et des services médicaux dans certains pays. Mais le niveau d'instruction a une incidence plus marquée sur le nombre de médecins et, partant, le nombre d'enfants vaccinés.

Les pays qui laissent le plus à désirer sur le plan de la liberté de la presse comme du nombre de médecins sont situés pour la plupart en Afrique, où la pauvreté est exacerbée par les conflits et un climat d'insécurité.

La liberté des médias facilite assurément la lutte contre le VIH/sida, mais certains pays connaissent une prévalence élevée bien que leur presse jouisse d'un degré de liberté élevé.

La liberté d'expression a une certaine incidence sur l'éducation, mais celle-ci en a plus encore sur la liberté de la presse, dont elle est un facteur essentiel. Un examen plus détaillé des taux d'alphabétisation et du taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire montre, une fois encore, que, plus leur niveau d'instruction est élevé, plus les individus peuvent agir eux-mêmes pour défendre la liberté de la presse.

En résumé, il existe une forte corrélation entre une presse libre et un bon niveau de développement allant de pair avec une pauvreté réduite. L'accès aux biens de première nécessité et une nutrition de meilleure qualité coïncident aussi avec une grande liberté laissée à la presse. Toutefois, certains pays, bien que présentant un niveau de vie acceptable, ne disposent pas encore d'une presse libre.

Des médias libres contribuent à un niveau de qualité satisfaisant des soins de santé. Lorsque le personnel médical n'est pas assez nombreux, une presse libre s'en fait l'écho, contribuant ainsi à l'amélioration de la situation.

L'éducation a-t-elle une plus grande incidence sur la liberté de la presse que cette dernière sur le niveau d'instruction.

De manière générale, il ressort de nos recherches qu'une presse libre a des effets décisifs sur la réduction de la pauvreté et sur le développement dans son double aspect social et économique.

Il est important de montrer ou de rappeler aux pouvoirs publics quelles sont leurs responsabilités réelles. Une presse libre n'est pas un luxe accessible aux seuls pays développés et riches - de fait, certains pays riches n'ont pas de presse libre. Mais en tant qu'instrument du développement, une presse libre est aussi efficace que l'investissement ou l'éducation.

Le texte intégral de cette étude, accompagné de tableaux, peut être consulté à l'adresse suivante :  
[http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL\\_ID=22020&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=22020&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

## Un indice fait apparaître l'influence des formes de propriété et les points forts et les points faibles des médias

*Mike de Villiers*

*Directeur pour le développement*

*International Research and Exchanges Board, Europe*

Le Programme des Nations Unies pour le développement<sup>5</sup> désigne sous le terme général d'infrastructure des éléments évidents de l'équipement physique tels que routes et ponts, réseaux de distribution d'eau et d'électricité et services sanitaires, mais aussi les écoles et les soins de santé. L'idée est que l'infrastructure mise en place au niveau des petites collectivités locales peut avoir d'importantes retombées sociales, et faire reculer la pauvreté.

Je voudrais aller plus loin encore et suggérer que les médias devraient, eux aussi, être considérés comme des éléments de l'infrastructure.

On s'accorde de plus en plus pour reconnaître que la pauvreté n'est pas seulement une affaire de revenu, mais qu'elle se caractérise aussi par un accès insuffisant aux services de santé, à l'éducation, et à la vie sociale. Si tel est bien le cas, alors les médias sont un élément très important de l'équation.

Les médias opèrent au niveau national et au niveau local. Dans l'idéal, ils peuvent être une source d'information, d'éducation et d'accès aux services sociaux. Lors d'une crise majeure, comme le tsunami qui a frappé cette région, les médias devraient alerter la population avant la catastrophe et donner des informations vitales pour les secours après qu'elle s'est produite.

À l'échelon national, les médias peuvent jouer un rôle déterminant au moment des élections, comme on l'a vu récemment au Liban, en donnant des informations sur les candidats et en encourageant les électeurs des zones reculées à participer au scrutin. En Iraq, le succès relatif du référendum sur la constitution est en grande partie à porter au crédit des médias, qui ont diffusé des informations sur la consultation.

Mais les médias sont aussi une arme à double tranchant. Trop souvent, l'absence de médias libres et indépendants, ou la manipulation des médias, ont eu pour effet d'aggraver la pauvreté et les souffrances. L'effondrement de l'ancienne Yougoslavie, les massacres ethniques qui ont suivi, et l'appauvrissement de vastes fractions de la population qui en est résulté en sont l'exemple le plus notoire.

Entre les mains d'individus corrompus, les médias sont un moyen tout aussi puissant de désinformation, qui créent l'isolement, l'ignorance, les inégalités, la violence et la pauvreté.

Si les médias peuvent tout aussi bien réduire la pauvreté que la créer, et si cela dépend en grande partie de *qui* contrôle les médias et de la mesure dans laquelle il est possible de les contrôler, alors il importe sans doute de comprendre la situation des médias dans les sociétés vulnérables. Il importe aussi d'être à même de déterminer dans quelle direction s'orientent les médias - vers la liberté et l'indépendance ou vers un contrôle exercé par l'État, ou une élite minoritaire, ou une combinaison des deux.

De même, il est important de comprendre les points forts et les faiblesses propres des médias et de savoir sur quoi faire porter son attention et l'aide au développement.

---

<sup>5</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, 2006. *Making Infrastructure Work for the Poor*. <http://www.undp.org/poverty/>



L'International Research and Exchanges Board (IREX) et son organisation sœur, IREX Europe,<sup>6</sup> publient chaque année une étude analysant la situation des médias. Son « indice de viabilité des médias » - un outil élaboré par des groupes d'experts représentant les médias locaux, les organisations non gouvernementales, les associations professionnelles, les donateurs internationaux et les organismes s'occupant de mettre en œuvre l'aide aux médias - permet d'évaluer le développement des médias indépendants au fil du temps et dans différents pays.

L'indice est fondé sur le degré de réalisation de cinq objectifs dans des domaines contribuant à la création de médias performants, à savoir les règles juridiques et sociales, les normes journalistiques, la diversité et l'indépendance des médias et l'efficacité des institutions d'appui.

Des chapitres consacrés aux différents pays décrivent la situation des médias au regard de ces objectifs.

L'indice montre, par exemple, que le Bélarus régresse, la liberté y perdant du terrain. Ses médias indépendants ont de plus en plus de difficultés à faire leur travail. Sa population n'est pas pauvre au sens habituel du terme, comme celle du Liberia, mais elle souffre d'une forme plus générale d'appauvrissement du fait que le choix et l'accès dont elle dispose en matière d'information se réduisent de jour en jour.

En cas de changement de régime ou de conflit civil au Bélarus, il est clair que les médias indépendants seraient en fort mauvaise posture, et la liberté d'expression et la pluralité des sources de nouvelles très menacés. Les appareils législatif et judiciaire sont entièrement placés sous l'autorité exécutive du président. L'indice de viabilité des médias montre la nécessité de maintenir en vie les quelques organes de presse privés qui subsistent encore et de s'attacher à soutenir la liberté d'expression.

La Russie recule elle aussi, mais du simple fait de sa taille et de l'élan acquis les années précédentes dans le sens du progrès et de la réforme, le dialogue et la pluralité subsistent. La direction dans laquelle le pays est en train de s'engager ne fait toutefois aucun doute.

Le bon élève de la région est l'Ukraine, qui a fait des progrès sensibles depuis la Révolution orange. Le changement n'a pas été aussi profond que beaucoup l'avaient espéré, mais il n'y a pas eu de retour aux tactiques répressives de l'ancien régime de Kuchma et les perspectives de nouvelles réformes et avancées demeurent solides.

L'Europe du Sud-Est est une autre région qui retient l'intérêt. Elle a fait des progrès considérables depuis qu'IREX y a établi un indice de viabilité des médias en 2001. La possibilité de rejoindre l'Union européenne, ce qui nécessiterait une réforme des médias, est une puissante motivation. L'indice donne un aperçu de la force des médias indépendants et des garde-fous existants.

Cela est particulièrement important quand on songe à quel point les médias étaient une arme dangereuse aux mains de gens comme feu le président Slobodan Milosevic en Serbie. Après la chute de ce dernier en octobre 2000, la situation s'est améliorée, mais peut-être pas autant qu'on l'avait espéré.

La liberté d'expression a beaucoup progressé, mais le niveau de professionnalisme des médias laisse encore à désirer. La pluralité des médias et la force des organismes qui les appuient, comme le syndicat des journalistes, sont relativement satisfaisants.

En Asie centrale, l'Ouzbékistan présente un tableau proche de celui du Bélarus. La liberté de la presse et la liberté d'expression y sont pratiquement inexistantes. Les notes relatives à la pluralité des médias sont plus faibles encore qu'au Bélarus.

---

<sup>6</sup> [www.irex.org](http://www.irex.org) et [www.europe.irex.org](http://www.europe.irex.org)

Pour revenir à la notion selon laquelle la pauvreté ne se limite pas à l'absence de revenu, mais englobe la pauvreté en matière de choix, de droits et de possibilités de participer à la vie sociale, l'Iraq offre des indications intéressantes. IREX Europe a établi le premier indice de fiabilité des médias de ce pays avec le soutien et l'aide financière de l'UNESCO.

Les médias ont connu un changement radical depuis la chute du régime de Saddam Hussein, dont la machine de propagande strictement encadrée a fait place à un large éventail de sources d'information. Les médias peuvent aujourd'hui appartenir à des groupes privés et les journalistes sont autorisés à poser des questions et à publier des points de vue différents des positions officielles. N'importe qui a le droit de posséder une antenne parabolique ou du matériel d'imprimerie, de recevoir les médias internationaux et de se connecter à l'Internet.

Même si les Iraquiens disposent aujourd'hui de nombreuses possibilités de s'informer, les médias sont extrêmement partisans et la censure ouverte, ou l'autocensure, restent très présentes.

L'indice de viabilité met en évidence la fragilité et la vulnérabilité des médias en Iraq. Le groupe composé de plus de 50 journalistes, rédacteurs en chef, gestionnaires de médias et agents de la société civile qui a participé à son élaboration a décrit une presse pluraliste mais partisane, avec des médias créés et financés par des groupes d'intérêts particuliers afin qu'ils défendent leur point de vue.

Les journalistes sont souvent soumis à d'importantes pressions par des supérieurs dont les positions s'alignent sur celles de certaines élites. Les pressions exercées par des groupes communautaires ou religieux influent aussi sur le traitement de l'actualité.

Les médias en Iraq sont très vulnérables et pourraient aisément être utilisés pour fomenter la discorde et la division et pour attiser les conflits. Mais le développement aidant, les possibilités offertes par des médias libres et indépendants sont immenses dans ce pays.

## **Partie 2**

### *La liberté d'expression, instrument potentiel d'autonomisation*

*La liberté d'expression n'est pas seulement un droit fondamental en soi énoncé par la Déclaration universelle des droits de l'homme : c'est aussi la condition première de l'exercice d'autres droits.*

*En offrant aux citoyens les moyens d'exiger de leurs gouvernements qu'ils soient ouverts, honnêtes et attentifs à leurs besoins, elle favorise une plus grande confiance dans la vie publique, un exercice plus effectif de la démocratie et l'adoption de mesures visant à développer l'économie et à lutter contre la pauvreté.*

*Agnès Callamard, directrice exécutive de l'organisation Article 19, qui milite pour la libre circulation de l'information, fait valoir que celle-ci aide à corriger le déséquilibre du rapport de forces entre les communautés pauvres et leurs gouvernants, et que des médias libres et animés par des professionnels jouent un rôle déterminant en diffusant les connaissances et en permettant aux groupes marginalisés de faire entendre leur voix.*

*Alors que les politiques de développement reposent pour une bonne part sur l'idée que les citoyens doivent demander des comptes aux gouvernements, James Deane, du Consortium de la communication pour le changement social, juge curieux que si peu d'organismes d'aide au développement incluent dans leur stratégie globale un soutien aux médias et à la communication.*

*Il se dit d'avis que le débat sur les médias et le développement devrait se fonder sur deux idées maîtresses - la première étant que la liberté de la presse n'est pas négociable, et la seconde que toute politique de développement nécessite l'existence de médias libres et pluralistes soucieux des problèmes de développement. C'est toutefois aux médias et aux organisations de la société civile, et non aux gouvernements, qu'il appartient de prendre l'initiative d'un tel débat.*

*Joe Thloloe, président de l'Association des directeurs de publication africains, retrace le douloureux chemin parcouru en Afrique du Sud depuis les heures sombres de l'apartheid, pendant lesquelles nombre de journalistes ont été emprisonnés ou tués, jusqu'à aujourd'hui, où la liberté d'expression est inscrite dans la Constitution.*

*Enfin, Chang Teck Peng, journaliste malaisien, plaide pour que son pays mette fin au secret des documents officiels et adopte une loi sur la liberté de l'information. Il serait alors possible, explique-t-il, d'engager un débat approfondi et rationnel sur les causes de la pauvreté, et plus difficile pour des dirigeants corrompus de piller les ressources publiques.*

### **Développement, pauvreté et liberté d'expression**

*Agnès Callamard,  
Directrice exécutive  
ARTICLE 19*

ARTICLE 19 considère la liberté d'expression comme une « pierre angulaire » - un droit fondamental qui rend possible la défense et l'exercice d'autres droits.

Ce droit permet aux individus de revendiquer le droit à la santé, à un environnement non pollué et à la mise en œuvre effective des stratégies de lutte contre la pauvreté. Il donne son sens à la démocratie fondée sur les élections et accroît la confiance du public à l'égard des pouvoirs publics.

L'accès à l'information renforce les mécanismes par lesquels les gouvernements sont appelés à rendre des comptes concernant leurs promesses, leurs obligations et leurs actions. Non seulement il élargit la base de connaissances et la participation des acteurs de la société, mais il rend aussi possibles certains contreponds extérieurs et prévient ainsi la corruption que favorisent le secret et les structures fermées.

Plus précisément, la liberté d'expression et la liberté de l'information sont des moyens indispensables de faire reculer durablement la pauvreté et d'instaurer le respect des droits de l'homme.

La réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et le succès du développement en général dépendent de l'existence d'un cadre juridique et politique garantissant la liberté d'expression, l'accès à l'information et l'indépendance des médias et leur permettant de s'épanouir.

ARTICLE 19 milite pour l'élaboration et l'adoption de lois consacrant la liberté de l'information et dépenalisant la diffamation. L'organisation demande l'abrogation des lois abusives sur la diffamation utilisées par les détenteurs du pouvoir pour étouffer des critiques légitimes et bâillonner le journalisme d'investigation.

Nous souhaitons que la liberté d'expression soit garantie par la constitution, que les lois répressives à l'égard des médias soient bloquées ou abrogées, et que les textes visant à exclure ou marginaliser certains groupes minoritaires ethniques, linguistiques, religieux ou autres soient supprimés. En particulier, nous demandons l'abrogation des lois et pratiques discriminatoires qui empêchent, entre autres, les femmes d'exercer la profession de journaliste.

Pour que le développement devienne une réalité, les citoyens doivent être libres de participer à la vie publique, de mettre en avant des idées et de chercher à les concrétiser, et d'exiger, sans crainte de représailles ni de discrimination, que le gouvernement s'acquitte de ses obligations. L'impossibilité dans laquelle sont la plupart des groupes défavorisés de faire entendre effectivement leur voix perpétue des formes de gouvernance et de distribution de services inefficaces et parfois corrompues, qui maintiennent les pauvres dans une position subalterne.

La liberté d'expression offre aux individus et aux communautés la possibilité de prendre une part active au processus de développement, et d'en accroître ainsi la pertinence et la viabilité à long terme.

On sous-estime souvent les connaissances et l'expérience des personnes vivant dans une situation de pauvreté, et l'on n'écoute pas leur point de vue sur leurs besoins et sur les solutions à leurs propres problèmes.

L'élimination de la pauvreté passe par des réformes de fond visant à promouvoir une plus large participation à la vie politique, à s'assurer que le gouvernement agit dans la transparence et rend compte de ses actes, et à associer largement les groupes communautaires à l'élaboration des politiques.

Elle suppose aussi que les pauvres aient accès à l'information dont ils ont besoin pour prendre eux-mêmes les décisions qui les concernent en pleine connaissance de cause et pour exercer leurs droits.

La libre circulation de l'information accroît la responsabilité et la transparence, prévient la corruption, et renforce la capacité des groupes communautaires de participer à l'élaboration des politiques.

Dans les sociétés où l'information circule largement et où les services de communication sont disponibles pour tous, il est probable que le fonctionnement des marchés et de l'État va devenir plus efficace, plus transparent et plus responsable. Les institutions et organismes qui se mettent au service des pauvres et défendent leurs intérêts vont gagner en efficacité. L'information et les connaissances dont les pauvres ont un besoin vital seront plus aisément et plus largement accessibles.

Ce sont les communautés les plus touchées par la pauvreté qui sont les moins capables de diffuser et obtenir des informations, en particulier sur les services de base. Elles sont de ce fait exclues du débat public et incapables de peser sur les décisions qui ont de profondes incidences sur leur vie quotidienne.

Coupées de la sphère publique, les communautés pauvres sont dans l'incapacité de faire représenter leurs intérêts au niveau national, et sont donc vulnérables face à des politiques mal conçues.

L'information donne aux communautés les moyens de surmonter les difficultés auxquelles elles sont confrontées et contribue à corriger le déséquilibre du rapport de forces entre eux et les pouvoirs publics.

Les auteurs d'un rapport sur la démocratie en Amérique latine publié en 2004 par le Programme des Nations Unies pour le développement font valoir que la démocratie ne s'arrête pas aux urnes et que son approfondissement exige la promotion d'une *citoyenneté sociale* et l'intensification des efforts pour combattre la pauvreté et les inégalités. La réforme démocratique ne doit pas viser exclusivement les organes du gouvernement, mais avoir aussi pour objet de créer les mécanismes nécessaires aux citoyens pour participer activement à la vie publique.

Les médias ont pour mission particulière d'informer le public : ils sont à même d'améliorer la libre circulation de l'information et des idées auprès des individus et des communautés, ce qui peut aider ces derniers à faire des choix éclairés concernant leur existence.

Il ressort des travaux d'ARTICLE 19 que des médias libres et animés par des professionnels, utilisant les méthodes du journalisme d'investigation, ont un rôle déterminant dans la diffusion des connaissances et l'expression des groupes marginalisés en dénonçant la corruption et en créant une culture de la critique dans laquelle les citoyens hésitent moins à mettre en question l'action du gouvernement.

ARTICLE 19 insiste également sur le fait que l'information relative au développement et le rôle des médias ne doivent pas être exclusivement conçus en fonction des modèles dominants, et qu'il importe de renforcer les médias de substitution et les réseaux de communication informels et d'en tenir compte dans tout plan de développement de l'infrastructure. De plus, l'action d'information des médias est utile au public comme aux gouvernants.

La liberté d'expression, l'accès à l'information et la participation inspirent souvent de la méfiance aux parties à un conflit. Même si le secret peut être provisoirement nécessaire pendant la période de rétablissement de la paix, notre expérience montre qu'il ne doit durer qu'un temps. Si le gouvernement et les organismes intergouvernementaux bloquent l'information ou adoptent une mauvaise stratégie de communication, ils risquent de susciter la défiance, les idées fausses et la désinformation et d'aggraver ainsi les tensions.

Les médias ont un rôle décisif à jouer dans le processus de rétablissement de la paix et la période qui suit le conflit. Ils peuvent appuyer vigoureusement ce processus, en aidant à informer le public sur l'accord de paix et ses conséquences. Ils peuvent faciliter la participation du public et la réconciliation et expliquer les menaces qui risquent d'empêcher les progrès.

Ils peuvent aussi ne rien faire de tout cela, conforter les éléments de division au sein des camps qui s'affrontent, attiser les tensions et aggraver des dissensions dangereuses.

Les pauvres subissent le plus lourdement les conséquences de la corruption qui laisse les abus se poursuivre en toute impunité, du fait notamment qu'ils manquent d'information sur l'acquisition et l'utilisation des fonds publics.

La corruption, définie au sens large comme l'usage abusif de la puissance publique pour s'assurer des gains privés, favorise la persistance de pratiques inefficaces et compromet les possibilités de croissance. Elle décourage l'investissement étranger et grève le budget des marchés publics qui pourrait servir à doter les zones où sévit la pauvreté d'équipements de base tels que routes, écoles et hôpitaux.

Lorsque la corruption ponctionne les fonds destinés aux chômeurs, retarde l'attribution de pensions d'invalidité et réduit la fourniture de services publics fondamentaux, ce sont en général les pauvres qui souffrent le plus. Dans une société corrompue, il n'est jamais possible d'affecter pleinement le maximum de ressources disponibles aux services publics et aux programmes de lutte contre la pauvreté parce qu'un pourcentage de ces fonds est détourné au profit de personnes privées.

Une forte corruption mine l'efficacité des projets financés par l'aide et le soutien de l'opinion publique en faveur de cette aide dans les pays donateurs. La liberté d'expression, y compris la liberté de la presse et l'accès aux lois sur l'information, est une arme précieuse contre ce fléau et ses effets pernicieux pour le développement et la réalisation des Objectifs du Millénaire.

Lorsque les administrations publiques sont tenues de publier leurs comptes à intervalles réguliers, concernant notamment les différents contrats qu'elles ont négociés, lorsque les entreprises contractantes doivent soumettre au contrôle du public leurs propres opérations, et que les milieux d'affaires savent que les malversations risquent d'être révélées au grand jour, la marge de manœuvre des prévaricateurs est considérablement réduite.

L'accès à l'information et la liberté d'expression sont des éléments indispensables de toute stratégie visant à promouvoir et protéger efficacement le droit à la santé en matière de reproduction et d'hygiène sexuelle, et le droit à un environnement viable. Après avoir d'abord mis ce lien entre politiques en évidence par des recherches et des publications, ARTICLE 19 l'approfondit dans la pratique depuis maintenant deux ans.

Au Pérou, nous avons étudié avec nos partenaires, l'*Instituto Prensa y Sociedad* (Institut presse et société) et *El Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán* (un groupe d'action féministe), l'impact de la nouvelle loi sur l'accès à l'information en ce qui concerne la santé de la reproduction et l'hygiène sexuelle, et renforcé la capacité d'exploiter la législation des groupes travaillant avec les femmes dans les zones touchées par la pauvreté. Devant le succès de notre projet au Pérou, nous avons mis à profit les leçons ainsi apprises au Mexique, où nous avons fait porter l'accent sur la promotion et la protection des droits des jeunes en matière de santé de la reproduction et d'hygiène sexuelle.

En Malaisie, ARTICLE 19 a lancé aux côtés de la Coalition malaisienne pour la liberté de l'information un projet visant à mieux sensibiliser le public au droit à l'information, et à renforcer la capacité de la société civile de faire campagne pour améliorer l'accès à l'information relative à l'environnement.

Au cours des dix-huit mois à venir, ARTICLE 19 va mener avec ses partenaires des recherches sur l'accès à l'information en matière d'environnement, organiser une série de campagnes de sensibilisation du public, offrir des services de formation et élaborer un projet de texte législatif sur la liberté de l'information et militer pour son adoption.

En Ukraine, ARTICLE 19 travaille actuellement avec EcoPravo en vue de donner à la société civile les moyens d'exercer son droit d'accès à l'information en ce qui concerne l'environnement en s'appuyant à la fois sur la législation nationale et sur les normes internationales en matière de liberté de l'information - en particulier la Convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) à laquelle l'Ukraine est partie.

Cette action a pour objet d'organiser des séances de discussion et de formation à l'intention de groupes de femmes, de jeunes et de personnes subissant les conséquences négatives du manque d'information en matière d'environnement afin qu'ils soient mieux à même de prendre part aux décisions pertinentes, ainsi que de former des agents d'organisations non gouvernementales sur les moyens de promouvoir efficacement l'accès à l'information en matière d'environnement.

Le projet vise aussi à renforcer la capacité des institutions compétentes d'agir dans une plus grande transparence et de diffuser des informations relatives à l'environnement dans l'intérêt du public. Dans la République abkhaze, nous nous employons avec des organisations locales à promouvoir l'établissement de mécanismes de prise de décisions axés sur la consultation et l'écoute de la population, l'accent étant mis sur les problèmes intéressant tout particulièrement les femmes.

## **Un spectre est conjuré... mais où va-t-on à présent ?**

*James Deane,  
Consortium de la communication pour le changement social*

À l'occasion de la célébration en 2006 de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'UNESCO adopte une déclaration sur le thème « médias, développement et éradication de la pauvreté ».

Une conférence de plus, une déclaration de plus, va-t-on dire : un autre bout de papier venant s'ajouter à la montagne de déclarations qui émerge de la cacophonie des conférences et des réunions organisées chaque année par la communauté du développement.

Plusieurs raisons font que cette déclaration mériterait une plus grande attention et représente peut-être plus que les mots qu'elle contient. L'une d'elle est qu'elle s'inscrit à la suite d'une série de déclarations récentes adoptées lors des réunions marquant la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, et ayant pour thèmes le rôle des médias dans les zones de conflit, et les médias et la bonne gouvernance.

Ensemble, ces textes constituent au moins l'amorce d'un ensemble cohérent de recommandations indiquant comment les organisations de médias - ou en tout cas celles qui ont pris part à ces réunions - conçoivent leur rôle au regard des priorités de développement du XXI<sup>e</sup> siècle.

Une deuxième raison, peut-être plus importante à terme, est que la déclaration de Colombo adoptée sous l'égide de l'UNESCO a contribué à conjurer un spectre qui, plus de vingt ans durant, a hanté les débats sur les relations entre médias et pauvreté.

Cette question - comment les médias s'acquittent de leur responsabilité de traiter les problèmes de développement - fut l'étincelle qui déclencha une crise majeure dans l'histoire de l'UNESCO, provoquant le départ des États-Unis et du Royaume-Uni.

Depuis les débats des années 80 sur le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication, la réflexion de la communauté internationale sur la couverture par les médias des questions relatives au développement n'a cessé d'être inextricablement liée au problème de la liberté d'expression.

Les efforts visant à combattre la domination exercée par l'Occident sur les médias ont été perçus comme une atteinte aux principes fondamentaux de la liberté de la presse et comme une manœuvre pour s'assurer que les États décident de ce dont les médias sont ou non autorisés à rendre compte. Les organisations militant pour la liberté de la presse se sont montrées à juste raison extrêmement

méfiantes face à toute tentative cherchant à persuader les médias de s'acquitter de *responsabilités* sociales.

Aujourd'hui, avec une facilité relative et sans grande controverse, une réunion organisée par l'UNESCO à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse a débouché sur l'adoption d'une déclaration affirmant clairement combien le rôle des médias est important dans la lutte contre la pauvreté. Comment se fait-il que ce débat, qui a été si houleux dans le passé, soit devenu à ce point plus serein aujourd'hui ?

Il importe de ne pas se leurrer. De nombreuses questions épineuses restent encore à résoudre. Néanmoins, il existe désormais un consensus plus clair, plus solide, autour de deux idées maîtresses sur lesquels le débat pourra s'appuyer à l'avenir.

La première est que la liberté d'expression est un droit fondamental et non négociable et qu'il n'y a pas nécessairement de contradiction entre le fait d'encourager et d'aider les médias à s'intéresser aux questions en rapport avec la pauvreté et le fait de promouvoir la liberté d'expression. De même, comme l'affirme une déclaration adoptée en 2003 à la fois par des avocats de la liberté des médias et des militants de l'action sociale :

*La liberté d'expression, telle qu'énoncée à l'article XIX de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est un droit fondamental sur lequel reposent tous les autres droits de la personne humaine et qui permet l'expression et la réalisation de ces droits. L'élimination de la pauvreté est une condition essentielle de la réalisation pour tous les peuples des aspirations formulées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les personnes vivant dans la pauvreté font face à des obstacles particuliers à l'exercice de la liberté d'expression et à l'accès aux médias qui sont liés à leur situation.<sup>7</sup>*

On est loin du débat mené il y a vingt ans, où les efforts pour *s'assurer* que les médias traiteraient des questions relatives à la pauvreté étaient perçus comme des tentatives déclarées, ou parfois déguisées, des États visant à soumettre les médias à des restrictions et à la censure.

Bien rares sont les militants de mouvements sociaux qui affirment que le chemin vers un plus grand engagement social des médias passe par un contrôle accru de l'État. De nombreux défenseurs des médias et de la liberté d'expression reconnaissent que cette dernière ne peut être réputée exister dans les pays où la presse est en principe libre quand cinq pour cent à peine de la population est à même de l'exercer. Telle est la réalité dans bien des pays où les médias ne touchent pas la vaste majorité de la population qui n'appartient ni à la classe moyenne ni à l'élite urbaine et ne reflètent pas les difficultés de leur existence.

La deuxième idée maîtresse est que les stratégies conçues pour combattre la pauvreté et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement ne peuvent aboutir sans des médias engagés et pluralistes.

Les politiques actuelles en faveur du développement reposent sur deux postulats fondamentaux. Le premier est que les stratégies nationales de développement s'ancrent dans les sociétés qu'elles sont censées servir et que ces dernières doivent se les être *appropriées*. Les donateurs bilatéraux, les organisations multilatérales et les gouvernements des pays en développement s'accordent généralement pour penser que les stratégies qui sont imposées à un gouvernement ou à une société sont rarement couronnées de succès.

Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) de la Banque mondiale ont pour principes fondamentaux la maîtrise de la stratégie par les autorités nationales et la participation des

---

<sup>7</sup> Panos. 2003. *Déclaration de Bellagio sur la liberté des médias et la pauvreté*. [www.panos.org.uk](http://www.panos.org.uk)



groupes les plus affectés.<sup>8</sup> Jusqu'à ce jour, les bilans de ces projets ont en général fait clairement apparaître un lien entre leur succès (ou leur échec) et leur plus ou moins grande capacité de susciter une large adhésion des acteurs politiques et du public.<sup>9</sup>

Cette adhésion nécessite que la population, notamment ses éléments les plus concernés, soit informée des politiques en jeu, les comprenne et ait la possibilité d'en débattre. Cela est impossible en l'absence de médias à la fois capables et désireux de traiter les questions liées à la pauvreté et d'un mécanisme permettant aux différents points de vue de s'exprimer. Sans l'intervention des médias, il est très difficile d'ancrer une politique de développement dans un débat public éclairé et effectif.

Le deuxième postulat est que des médias libres sont à même de demander des comptes aux gouvernements. La plupart des donateurs consacrent une part croissante de leur aide à soutenir le budget des gouvernements des États bénéficiaires, à qui ils laissent le soin de décider eux-mêmes des priorités et de l'allocation des fonds. Il est généralement admis que les gouvernements des pays en développement ont été au cours des vingt dernières années progressivement amenés à rendre davantage des comptes aux donateurs et aux institutions financières internationales qu'à leurs propres citoyens. C'est ainsi que la Commission pour l'Afrique notait en 2005 que

*Des conditions excessives, ainsi que les comptes rendus constamment exigés, risquent d'amener les gouvernements africains à se sentir davantage obligés de rendre des comptes aux donateurs étrangers qu'à leurs propres citoyens.*<sup>10</sup>

Cela est jugé inacceptable. Depuis la conférence du G-8 tenue en Grande-Bretagne en 2005, qui s'est inscrite dans la logique d'engagements antérieurs tendant à intensifier l'aide au développement et annuler davantage de dettes, des ressources considérablement accrues sont investies dans l'aide au développement. Dans le même temps, les donateurs, souhaitant encourager les gouvernements bénéficiaires à plus de responsabilité, assortissent cette aide de conditions moins nombreuses.

Dès lors que les gouvernements sont moins comptables à l'égard des donateurs, il devient impératif que les mécanismes qui les rendent comptables à l'égard de leurs citoyens fonctionnent correctement. De nombreux donateurs considèrent que les médias jouent un rôle majeur à cet égard.<sup>11</sup> Hilary Benn, secrétaire d'État britannique au développement international, a fait récemment observer que :

*Dans les pays en développement, ce n'est pas à moi ou à d'autres donateurs de rendre des comptes - c'est au gouvernement de ces pays d'en rendre à leur propre peuple. Une presse libre et ouverte contribue énormément à rendre cela possible. Au Kenya, les médias - depuis les journaux jusqu'aux stations de radio et aux téléphones mobiles - font beaucoup pour débusquer et révéler les abus commis aux niveaux les plus élevés de l'État.*<sup>12</sup>

Tels sont donc les deux piliers sur lesquels doit s'appuyer à l'avenir le débat sur les médias et le développement. Premièrement, la liberté de la presse ne se négocie pas et elle revêt une importance primordiale si l'on veut autonomiser les personnes vivant dans la pauvreté. Deuxièmement, la politique de développement actuelle a besoin d'une presse libre et pluraliste attentive aux questions liées au développement. Sur ces deux points, la conférence organisée à Colombo par l'UNESCO nous offre un consensus clair.

Il reste encore de formidables obstacles à surmonter. On ne sait trop jusqu'à quel point les médias sont à même de jouer ce rôle, ou même dans quelle mesure leur intérêt pour un tel rôle croît ou décroît. Au

---

<sup>8</sup> Voir [www.worldbank.org/poverty](http://www.worldbank.org/poverty) pour plus de détails sur les DSRP.

<sup>9</sup> Mozammel M. et S. Odugbemi, 2004. *With the Support of Multitudes : Using strategic communication to fight poverty through PRSPs*. <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/strat-comm-prsp.pdf>

<sup>10</sup> Commission pour l'Afrique, 2005. *Notre intérêt commun*. [www.commissionforafrica.org](http://www.commissionforafrica.org), p. 104.

<sup>11</sup> Deane, J. 2005. *Why the Media Matters*. Forum mondial pour le développement des médias.

<sup>12</sup> Benn, H. 2006. *Discours devant la Royal African Society*. [www.dfid.gov.uk](http://www.dfid.gov.uk)

cours de la dernière décennie, les médias ont été dans la plupart des pays en développement transformés par une myriade de facteurs, notamment la libéralisation (en particulier des services de radiodiffusion), les nouvelles technologies, les changements dans les structures politiques et la dynamique du pouvoir, les pressions exercées par les donateurs internationaux et l'évolution des structures du marché. L'étude et la cartographie de ces changements par rapport à la pauvreté sont tout à fait rudimentaires et limitées, en particulier s'agissant de l'accès des personnes vivant dans la pauvreté à l'information relative à des problèmes ayant des effets déterminants sur leur existence.

Il est, à tout le moins, permis de douter que les médias aient de puissants motifs de s'attacher en priorité à rendre les autorités comptables de leur action. Que tant de journalistes et de rédacteurs le fassent néanmoins est la preuve du courage inébranlable et de l'engagement social des membres de cette profession, mais les publicités axées sur la consommation et un certain style de vie sont souvent une source de plus grands profits extrêmement tentante et de nature à détourner du journalisme d'investigation pur et dur. Liberté des médias ne rime pas nécessairement avec engagement social, et les organismes d'aide au développement feraient peut-être bien de moins miser sur une action probable des médias pour amener les gouvernements à rendre des comptes, et de s'employer plus activement à élaborer des stratégies en vue de les aider à le faire.

Du fait que les politiques de développement dépendent pour beaucoup des comptes que les gouvernements sont appelés à rendre à leurs citoyens, il est curieux que si peu d'organismes d'aide au développement aient prévu dans leurs programmes une stratégie claire visant à soutenir les médias et les activités de communication. De fait, depuis que les donateurs allouent une plus grande part de leur aide aux gouvernements sous la forme d'un appui budgétaire, et décentralisent cette aide, leur soutien aux médias et aux initiatives en matière de communication a pris de manière générale un caractère inégal et confus.

Étant donné les puissants arguments qui militent pour un meilleur ordre de priorités dans ce domaine, il est probable que les choses vont changer et certains signes montrent que l'on se préoccupe de nouveau de soutenir les médias et les activités de communication. Les organisations qui prévoient d'apporter ce soutien font face à de multiples et complexes difficultés. Il apparaît essentiel de se demander si l'on a une idée claire de ce qu'il convient de faire pour aider les médias dans le cadre des activités de développement futures.

Les déclarations existantes, notamment celles qui ont été adoptées lors des réunions marquant la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, offrent une base solide pour l'action future. Mais elles ne définissent pas, en l'état, une stratégie claire.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour qu'une telle stratégie se fasse jour.

Il faut d'abord que l'on reconnaisse clairement que tout programme d'action sur le rôle des médias dans le développement doit être élaboré principalement par les médias, et non par les gouvernements. Si l'on ne devait retenir qu'une seule grande leçon des débats des trois dernières décennies sur les « responsabilités » des médias, c'est qu'il est très difficile de mener une réflexion productive et constructive à moins que ce soient les médias et les organisations de la société civile, et non les pouvoirs publics, qui donnent le la.

Certes, le gouvernement a un rôle majeur à jouer, s'agissant en particulier de questions telles que les services de radiodiffusion publics ou la nécessité de garantir la liberté d'expression, mais il est préférable que les débats sur le rôle des médias dans la société soient tenus et conduits dans des forums entièrement organisés par les médias et ceux qui les appuient et ayant leur confiance.

Cela a plusieurs conséquences importantes. D'abord pour les bailleurs de fonds qui, de plus en plus, fournissent leur aide aux gouvernements sous la forme d'un soutien budgétaire et qui, s'ils veulent appuyer sérieusement les médias et la communication, devront trouver des moyens de le faire en dehors de ces mécanismes de soutien budgétaire.

Cela a des conséquences aussi pour les organisations multilatérales, y compris l'UNESCO. Les réunions tenues à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, par exemple, sont organisées en partenariat avec un gouvernement hôte (ainsi qu'avec des médias partenaires), ce qui peut être une source de tensions.

L'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres membres de la famille des Nations Unies ont un rôle déterminant et de plus en plus important à jouer dans le développement futur des médias, du fait en particulier de leur capacité de mobiliser différents secteurs - secteur public, médias et partenaires du développement. Le débat et l'effort que nécessite la définition concrète de la contribution des médias au développement doivent être menés de manière décisive et claire par les organismes de médias eux-mêmes.

En outre, ce sont les médias des pays en développement qui devraient prendre l'initiative de définir leur rôle et leurs responsabilités compte tenu de leur situation particulière. Les débats sur cette question ont été pour la plupart menés soit au niveau international (dans le cadre du système multilatéral) soit par des organismes de soutien aux médias basés dans les pays du Nord. Ces efforts ont souvent été importants et utiles, mais les médias des pays en développement voient aujourd'hui s'offrir à eux des possibilités sans précédent de décider eux-mêmes de leur action en matière de défense de la liberté de la presse et de développement.

Le processus de Renforcement des médias africains en est un exemple. Avec le concours du Département britannique du développement international et de l'Open Society Foundation, cette initiative est à l'origine d'une vaste consultation visant à définir un cadre stratégique pour le soutien apporté aux médias en Afrique.

À travers une série de débats par messagerie électronique, de consultations régionales et d'autres formes d'échanges, le processus associe à l'élaboration d'un tel cadre des praticiens et formateurs spécialistes des médias, des propriétaires de médias, des organismes de soutien aux médias et des groupes d'intérêt particuliers. Ces derniers ont associés leurs efforts à ceux d'une autre initiative issue du récent Forum mondial pour le développement des médias, tenu en 2005 en Jordanie, qui vise à créer un Forum africain pour le développement des médias.

Il y a là pour les médias des pays en développement une possibilité d'établir un cadre stratégique clair et cohérent au sein duquel peuvent intervenir d'autres acteurs du développement - donateurs, organisations multilatérales et organismes d'appui aux médias, ainsi que les gouvernements.

Un deuxième défi, qui est aussi une chance, est la nécessité de renforcer considérablement la coordination et le dialogue entre les organisations qui s'emploient à soutenir le secteur des médias et des communications dans les pays en développement. De nombreux organismes d'aide aux médias ont, de fait, manifesté une remarquable volonté de travailler en liaison aussi étroite que possible, comme l'a montré le Forum mondial pour le développement des médias.

Toutefois, la plupart des mécanismes de financement poussent les organismes d'aide aux médias à se concurrencer plus qu'à coordonner leur action, au point souvent de favoriser les chevauchements et l'incohérence.

Au sein du système multilatéral, il serait possible d'améliorer la clarté et la transparence en ce qui concerne les responsabilités et le rôle de différentes organisations en matière d'aide aux médias et à la communication. Le plus grave est la grande confusion qui règne souvent au niveau national sur le point de savoir quelle organisation (appartenant ou non au système des Nations Unies) est responsable de la coordination, ou est du moins chargée de veiller à ce qu'il n'y ait pas duplication des efforts.

Alors que le budget des donateurs grossit et que les décisions concernant son affectation sont de plus en plus décentralisées et sont prises au niveau national, cette absence de coordination peut nuire

gravement à l'efficacité. La plupart des organisations d'aide bilatérale ont ces dernières années manqué d'engagement stratégique et de clarté dans ce domaine, et cela aussi a eu tendance à créer l'impression d'une action confuse et incohérente.

Une troisième difficulté est d'articuler les stratégies de soutien des médias et de la communication à d'autres stratégies de développement. Il ne s'agit pas seulement d'*intégrer* systématiquement l'action du secteur des médias et des communications aux actions en faveur du développement. La réflexion actuelle sur ce point met aujourd'hui l'accent sur l'autonomisation plus que sur l'éducation, l'important étant moins de délivrer un message que de donner les moyens de se faire entendre, en particulier aux personnes vivant dans la pauvreté.

Or, la concertation est encore très insuffisante entre les différentes organisations poursuivant des objectifs similaires. De nombreuses organisations de la société civile font valoir elles aussi qu'elles ont pour raison d'être de permettre aux pauvres de s'exprimer.

Les organisations qui soutiennent les médias et la communication n'ont pas cherché à nouer des liens efficaces avec les groupes de la société civile. Pour progresser dans ce domaine, il faudra forger des alliances et des partenariats non seulement avec le secteur des médias et de la communication, mais aussi avec d'autres secteurs.

Enfin se pose l'éternelle question des preuves que l'on peut fournir. Il existe déjà bon nombre d'éléments prouvant l'existence de liens entre liberté des médias et bonne gouvernance, et d'effets positifs des médias et de la communication sur le développement. Mais ces données sont mal articulées et organisées. Les preuves ne suffiront pas à convaincre décideurs et donateurs d'accorder un rang de priorité plus élevé à ce domaine d'action, mais sans elles, il ne faut attendre aucun changement d'attitude majeur chez les responsables politiques.

Les médias des pays en développement voient aujourd'hui s'offrir à eux une chance historique de prendre leur essor et de prospérer. Encore faut-il que les donateurs et les organisations multilatérales appuient ce secteur de manière beaucoup plus organisée et sérieuse et reconnaissent à quel point le succès ou l'échec des stratégies de développement dépend de l'existence de médias véritablement libres et pluralistes. La conférence qui s'est tenue à Colombo en 2006 à l'occasion de la Journée de la liberté de la presse est importante pour un certain nombre de raisons. Peut-être son plus grand mérite est-il d'avoir clos un chapitre du débat sur les médias et le développement et d'en avoir ouvert un nouveau.

## Ce que vous ne voyez pas peut représenter un danger

*Joe Thloloe*

*Président, Association des directeurs de publication africains*

*Afrique du Sud*

Si vous étiez en Afrique du Sud en ce moment, vous entendriez à la radio une annonce ainsi formulée :

*Ceci est une annonce en faveur de la liberté de la presse.*

*Alors, parlons des requins !*

*N'importe quel plongeur vous le dira, n'ayez pas peur des requins que vous apercevez dans votre champ de vision - craignez ce que vous ne voyez pas.*

*Tous ceux qui ont survécu à l'attaque d'un requin disent:*

*J'ai senti quelque chose me heurter.*

*J'ai senti qu'on m'attrapait la jambe.*

*J'ai senti que quelque chose me tirait vers le fond.*

*« J'ai senti ».*

*Jamais « j'ai vu ».*

*Aucun n'a vu le requin venir.*

*Quel rapport avec la liberté de la presse ?*

*Eh bien, cette annonce a pour but de faire en sorte que vous puissiez voir ce qui vient.*

*Les médias sont vos yeux et vos oreilles ouverts sur le monde.*

*La liberté des médias garantit votre droit de savoir ce qui se passe dans votre pays et d'y prendre part.*

*C'est cela la véritable démocratie. La liberté des médias, c'est votre liberté à vous. Défendez-la !*

Cette annonce fait partie d'une campagne de sensibilisation organisée dans la presse, à la radio et à la télévision par le Forum national des rédactions d'Afrique du Sud pour marquer la Journée mondiale de la liberté de la presse. La campagne a pour slogan : « Ce que vous ne voyez pas peut représenter un danger ».

C'est notre façon de célébrer le long chemin parcouru depuis les sombres jours de l'apartheid où beaucoup d'entre nous ont été emprisonnés ou tués pour avoir dit la vérité sur ce qui se passait dans notre pays.

Cette journée est aussi pour nous l'occasion de nous engager à soutenir ceux qui, partout dans le monde, sont encore réprimés parce qu'ils rendent compte de la vie de leur pays.

Pour nous, 1994 marque le tournant : il y a l'avant et l'après. Mais à vrai dire, la victoire inoubliable est venue en décembre 1996 lorsque les Sud-Africains ont défini leur mission en adoptant une nouvelle constitution.

Le mémoire explicatif qui accompagne ce texte dit ceci :

*De nombreux Sud-Africains ont été associés à la rédaction de la Constitution, le plus vaste programme de participation du public jamais entrepris en Afrique du Sud. À l'issue de près de deux années de consultations intenses, les partis politiques représentés au sein de l'Assemblée constituante ont négocié les dispositions contenues dans ce texte, qui sont une synthèse des idées émises par les simples citoyens, la société civile et les partis politiques siégeant ou non à l'Assemblée constituante.*

Le préambule de la Constitution énonce la vision de l'Afrique du Sud, qui appelle cette dernière à :

- Réparer les divisions du passé et établir une société fondée sur les valeurs démocratiques, la justice sociale et les droits de l'homme fondamentaux ;

- Jeter les bases d'une société démocratique et ouverte, dans laquelle les gouvernants s'appuient sur la volonté du peuple et où la loi offre une protection égale à chaque citoyen ;
- Améliorer la qualité de vie de tous les citoyens et libérer les potentialités de chaque personne ;
- Bâtir une Afrique du Sud unie et démocratique capable d'occuper comme un État souverain la place qui lui revient dans le concert des nations.

La Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté des médias. L'article 16, qui fait écho à la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclame :

*Chacun a droit à la liberté d'expression, qui comprend la liberté de la presse et des autres médias ; la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées ; la liberté de faire œuvre de création artistique ; et la liberté académique et la liberté de mener des recherches scientifiques.*

La société a donc réservé une place particulière aux médias. Mais nous devons toujours nous rappeler que nos *droits spéciaux* sont contenus dans le droit de tout membre de notre société à la liberté d'expression.

Les médias de l'Afrique du Sud sont un élément de la société sud-africaine et ont par conséquent l'obligation d'œuvrer pour la réalisation des objectifs énoncés dans le préambule de la Constitution.

Nous avons trois autres responsabilités :

- Faire vivre la vision inscrite dans la Constitution, et rappeler aux Sud-Africains leurs engagements ;
- Rappeler à toutes les personnes au pouvoir - y compris les simples citoyens - qu'elles ont la responsabilité de faire de ce rêve une réalité ;
- Et rendre compte jour après jour du difficile cheminement vers ce monde nouveau.

Nous serons jugé à notre capacité de nous acquitter, collectivement, de ces responsabilités.

## En Malaisie, des lois draconiennes paralysent le débat sur la pauvreté

*Chang Teck-Peng*  
*Rédacteur en chef*  
*Merdekareview.com*

Comment les médias malaisiens peuvent-ils contribuer à la lutte contre la pauvreté ? C'est une question intéressante et sujette à débat à laquelle, le gouvernement, s'appuyant sur des lois draconiennes sur le secret d'État, a une réponse.

Le point de vue du gouvernement est que les médias peuvent et doivent jouer un rôle dans les efforts pour éliminer la pauvreté. Mais ce n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît, car le gouvernement est aussi d'avis que les pauvres sont eux-mêmes la cause de leur pauvreté.

L'ancien premier ministre Mahathir Mohamad, qui s'est fait le héraut des « valeurs asiatiques » et a présidé à une période de modernisation accélérée, aimait à dire qu'à condition de travailler dur, d'innover et de se serrer la ceinture, l'avenir vous sourirait. Selon le gouvernement, le rôle des médias était d'appuyer la position officielle et de persuader le public d'adopter de nouvelles attitudes.

Sous l'actuel Premier Ministre, Abdullah Badawi, le ton reste le même. C'est ainsi que face aux protestations suscitées par une brusque augmentation du prix du carburant, son gouvernement a conseillé à la population de pratiquer l'austérité et d'emprunter les transports publics.

En réalité, les pauvres ne sont pas à blâmer de leur condition. En Malaisie, la pauvreté est affaire de mauvaise distribution des richesses plus que d'attitude personnelle. Les élites politiques et économiques ont mis à profit leur position avantageuse pour accumuler du capital tandis que les pauvres étaient de plus en plus tenus à l'écart du partage du gâteau.

Depuis le départ de Mahathir Mohamad en 2003, le capitalisme de connivence, le népotisme et la corruption continuent de fleurir sous le régime de Badawi. Mais le public, en particulier les populations rurales moins instruites, n'en sont pas informées parce que les médias dominants se gardent bien de soulever le couvercle. Même lorsque des opposants politiques dénoncent des scandales et des malversations alléguées, il est rare que les médias leur prêtent suffisamment d'attention.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Les médias en Malaisie sont encadrés par des lois très strictes, dont la loi sur les secrets d'État et la loi sur la sédition, qui expliquent leur pusillanimité lorsqu'il s'agit de vérifier les allégations de malversations et de permettre au public d'exprimer son mécontentement.

La loi sur le secret d'État a été introduite à l'origine par les Britanniques en 1911. Depuis 1972, elle est appliquée dans tout le pays, gênant le travail des journalistes et faisant obstacle à leurs investigations plus qu'aucun autre texte législatif.

Un amendement de 1986 voté à l'initiative de Mahathir permet aux ministres et à tout fonctionnaire autorisé par eux de déclarer un document ultrasecret, secret, confidentiel, ou d'accès limité. Quiconque prend connaissance de ces prétendus « secrets d'État », se les procure ou les publie est passible d'une peine incompressible d'au moins un an d'emprisonnement.

Le gouvernement de Mahathir a utilisé cette loi pour étouffer une série de scandales financiers, en particulier l'affaire de la Banque Bumiputra Finance, marquée par des pertes de plusieurs milliards et le meurtre d'un enquêteur.

La loi de 1948 sur la sédition, héritée elle aussi du colonialisme, impose des limites rigoureuses à la liberté d'expression, en particulier sur les questions et enjeux politiques dits sensibles comme le statut du malais en tant que langue nationale ou la citoyenneté des non-Malais. La loi qualifie de séditieux tout acte, parole, déclaration ou publication à *tendance séditeuse* - un concept dont la définition est extrêmement floue et ouverte à toutes les interprétations.

Pour en finir avec cette législation restrictive, des groupes de la société civile malaisienne pressent le gouvernement de faire voter une loi générale sur la liberté de l'information, mais celui-ci fait la sourde oreille. En 1999, le vice-ministre de la sécurité intérieure de l'époque a déclaré lors d'une conférence du Programme des Nations Unies pour le développement sur le thème *L'avenir des médias dans la société du savoir : les droits, les responsabilités et les risques* qu'une loi sur la liberté de l'information était inadaptée en Malaisie.

Les contraintes juridiques ne sont pas les seuls facteurs qui empêchent les médias de jouer leur rôle dans la lutte contre la pauvreté. Les médias dominants prennent un caractère de plus en plus commercial. Les grands groupes de la presse malaisienne sont presque tous des sociétés cotées en bourse pour qui la recherche du profit est l'objectif principal.

Pour accroître au maximum leurs recettes publicitaires, ces médias ciblent un public ayant un pouvoir d'achat élevé, en publiant des suppléments promotionnels consacrés aux biens de consommation, aux voyages, à l'habitat et à la décoration, à la mode et aux cosmétiques. Mais ces articles vantant un certain style de vie qui sont destinés à la classe moyenne marginalisent ce qu'il est convenu d'appeler les *contenus non commercialisables* et le *public non solvable*.

Il n'est pas juste de dire que les médias ne font rien pour aider les pauvres. Des programmes tels que « Bersamamu » (Nous sommes avec vous) de TV3 ou « Trouver des anges » de NTV7 s'intéressent aux personnes et familles désavantagées, tandis que des journaux en langue chinoise publient les annonces de personnes recherchant des dons pour payer leurs frais médicaux.

Néanmoins, ces gestes de bonne volonté sont de peu de secours pour éliminer la pauvreté. Celle-ci ayant en Malaisie des causes sociales et politiques structurelles, aider des individus et des familles ne produit aucun grand changement.

Une loi sur la liberté de l'information permettrait un débat approfondi et rationnel sur les causes de la pauvreté. Une telle loi contribuerait grandement à la lutte contre la pauvreté. En autorisant la publication des données et des documents classés secrets, elle ferait prendre conscience au public que la pauvreté n'est pas un problème communautaire et mettrait fin à certaines idées fausses qu'ont les différents groupes ethniques vis-à-vis des autres.

Si une loi sur la liberté de l'information était actuellement en vigueur, la mauvaise gestion des ressources publiques seraient depuis longtemps apparue au grand jour, et des politiciens corrompus ne pourraient pas se construire des nids douillettes en détournant des fonds publics.

Obtenir cette loi demandera un combat long et difficile car le gouvernement a encore beaucoup à cacher et l'opposition et la société civile sont faibles. Mais ce serait pour la Malaisie un progrès salutaire.



## **Partie 3**

### *Accès et participation : les perspectives en matière d'initiatives communautaires*

*La radio communautaire, qui a connu ces dernières années un essor rapide dans certains pays, est l'un des moyens de communication de masse les plus simples et les plus directs. Le matériel nécessaire pour mettre sur pied une station de radio desservant des dizaines ou des centaines de milliers d'auditeurs ne coûte que quelques milliers de dollars et ces stations peuvent fonctionner avec des moyens très modestes étant donné que le contenu des programmes est fourni pour l'essentiel par des bénévoles.*

*Mais le développement du secteur est souvent bloqué par l'incapacité ou le refus de nombreux gouvernements d'adopter une loi accordant aux radio communautaires la bande passante dont elles ont besoin, qu'ils préfèrent allouer à des sociétés de radiodiffusion publiques ou commerciales.*

*Selon Steve Buckley, de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, les nouvelles technologies peuvent offrir à des communautés situées à l'écart, et dont les radios locales sont souvent la seule source d'information, une ouverture immédiate sur le monde. Sans cette ouverture, de nombreuses personnes sans grandes ressources ne pourront pas prendre part au débat public, ni donner leur opinion sur les politiques qui les affectent directement. N'étant pas informées, elles ignorent leurs droits et ne disposent pas des connaissances nécessaires pour agir en vue d'améliorer leur situation.*

*En Inde, une loi sur le télégraphe datant de l'ère coloniale empêche les chaînes et stations communautaires d'utiliser les fréquences publiques réservées à la radio et à la télévision. Néanmoins, les communautés contournent ces restrictions en utilisant les techniques dites de microdiffusion, y compris la distribution par câble à petite échelle ou des programmes enregistrés sur bande qui sont envoyés aux villages.*

*Ces initiatives visent à faire en sorte que la radiodiffusion communautaire devienne une réalité, explique Ashish Sen de Voices, une organisation non gouvernementale de Bangalore spécialisée dans la communication sur le développement. À la différence des stations et chaînes classiques, ces services ont donné à entendre la voix des femmes, qui aident à gérer les centres multimédia et les studios. Les programmes privilégient les questions intéressant les femmes, y compris leur participation à la vie politique, leur droit à l'éducation, les assassinats liés à la dot, la violence domestique et l'avortement des filles.*

*Alex T. Quarmyne de Radio Ada (Ghana) explique quel est l'impact des radios communautaires dans certains pays de l'Afrique, comme le Mali, le Sénégal et l'Afrique du Sud. Mais, note-t-il, il existe encore un certain nombre de pays du continent où les autorités refusent de laisser agir les communautés par crainte qu'elles ne militent ensuite pour une bonne gouvernance et ne leur réclament des comptes.*

### **À l'écoute de ses voisins**

*Steve Buckley,  
Directeur,  
Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires*

La radio communautaire s'impose comme un support accessible, populaire, participatif et peu coûteux. Son essor dans la plupart des régions du monde témoigne de la volonté d'individus et de communautés de s'exprimer et de se faire entendre. Elle favorise l'autonomie et l'indépendance, facilite le dialogue

sur la situation et les conditions d'existence de ses auditeurs et contribue à la défense de la diversité culturelle et linguistique.

Son combat mêle étroitement la poursuite d'objectifs sociaux et de développement et les efforts pour la conquête des droits de l'homme et des droits politiques, et en particulier du droit à la liberté d'expression.

On peut définir les médias communautaires comme des projets ou organisations dans le domaine des médias qui opèrent en toute indépendance, ancrés dans la société civile, et visent le progrès social plutôt que le profit commercial. Ils sont en général animés par des groupes implantés au sein de la collectivité, tels qu'organisations non gouvernementales et associations de professionnels, établissements éducatifs ou associations religieuses ou culturelles.

Cette expansion du réseau mondial des stations et chaînes communautaires au cours des deux dernières décennies est allée de pair avec le développement de nouvelles technologies de la communication offrant un accès immédiat et général à l'information, que l'on a justement comparé à la révolution industrielle.

Ce phénomène a contribué à la mondialisation de l'économie et a rendu possible la multiplication de nouveaux mouvements sociaux internationaux. Mais il menace aussi d'amplifier les disparités criantes en matière d'accès à l'information et à la communication. Si l'enthousiasme suscité par le potentiel libérateur de l'Internet a grandi en même temps que son succès en bourse - et décliné peut-être de la même façon - il a aussi fait plus largement prendre conscience de l'importance de l'accès au savoir et à l'information, d'où le regain d'intérêt pour un support traditionnel comme la radio.

Ces dernières années ont été marquées aussi par une importante évolution de la réflexion des spécialistes du développement et des organismes d'aide au développement qui avaient souvent privilégié à l'excès la croissance économique et le transfert de technologie induits par le marché et dont le discours est à présent davantage centré sur l'individu.

Dans cette optique, l'impossibilité de se faire entendre et l'absence de pouvoir apparaissent comme des dimensions fondamentales de la pauvreté, et la démocratie, l'équité et les droits civils sont perçus non seulement comme des biens souhaitables en eux-mêmes, mais aussi comme des sources directes de la sécurité, du bien-être et d'un avenir meilleur.

Les politiques de la communication qui garantissent le droit à la liberté d'expression et l'accès à l'information peuvent ainsi contribuer directement à la réalisation des objectifs de développement. Celles qui répriment ces droits peuvent avoir des effets négatifs.

Faute de pouvoir faire entendre leur voix, les pauvres sont dans l'impossibilité de participer au débat ou d'exprimer leur opinion sur les politiques publiques qui les affectent directement. N'ayant pas accès à l'information, ils ignorent leurs droits et les avantages auxquels ils peuvent prétendre, sont incapables de contester les décisions et ne possèdent pas les connaissances nécessaires pour améliorer efficacement leur situation.

Les auteurs de l'étude novatrice de Banque mondiale « *Voices of the Poor* » (Les voix des pauvres) se sont mis à l'écoute de ce que les pauvres eux-mêmes ont à dire sur leur expérience de la pauvreté. Ils sont partis de ce constat que le point de vue des pauvres est rarement pris en compte dans le débat sur les politiques. Ils notent que les hommes et les femmes démunis ont souvent une conscience aiguë de n'avoir pas voix au chapitre, d'être mal informés et d'être privés de sources d'information. L'étude montre comment cette situation désavantage les pauvres dans leurs rapports avec les administrations publiques, les organisations non gouvernementales, les employeurs et les commerçants.

Selon la déclaration de Bellagio,<sup>13</sup> de nombreux obstacles, en relation directe avec leurs conditions de vie, empêchent les pauvres de faire connaître leur point de vue et d'accéder à l'information.

Parmi ces obstacles figurent les coûts prohibitifs, par exemple de l'achat ou de la location de services et de matériel de communication, la discrimination en matière d'accès aux services, l'analphabétisme et le manque d'instruction, et le manque d'équipements de base, y compris électricité et transports.

À cela s'ajoutent des obstacles politiques, parmi lesquels la répression exercée par l'État à l'égard des groupes les plus marginalisés et son peu d'empressement à leur offrir la possibilité de s'informer et de s'exprimer, ainsi que les formes de censure directes et la non-diffusion de renseignements sur les systèmes de savoir et d'information. On désigne souvent ces disparités sous le nom de « fossé numérique », mais il serait plus exact d'y voir un « fossé de la communication » dont les origines sont antérieures aux nouvelles technologies numériques. C'est un fossé lié à la pauvreté et qui a pour effet de perpétuer celle-ci en barrant l'accès à l'expression, à l'information, au savoir et au pouvoir.

Il est désormais reconnu que les médias locaux et communautaires peuvent être d'un secours particulière pour les personnes et les communautés frappées par la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation. Ils peuvent les aider à accéder à l'information et à se faire entendre, y compris dans les langues locales et vernaculaires. Ils peuvent revitaliser les formes de communication traditionnelles comme le conte, les discussions en groupe et le théâtre et permettre aux gens simples de participer à la formulation des politiques et à la vie démocratique. Ils utilisent des techniques adaptées et financièrement accessibles. Ainsi, ils touchent les communautés situées dans les endroits les plus reculés et des gens de tous les milieux.

L'un des moyens de communication les plus répandus et les plus accessibles est la radio - peu coûteuse et que capte déjà 90 pour cent de la population mondiale. Pour quelques milliers de dollars de matériel, une station de radio communautaire peut desservir 100 000 personnes ou plus.

Pour bien comprendre le rôle particulier des radios communautaires, il faut savoir qu'il existe aujourd'hui dans le monde deux principales formes de services de radiodiffusion : les services publics et les services privés. Certaines chaînes ou stations publiques sont d'excellents modèles, dotés d'une gestion indépendante et d'une ligne éditoriale et proposant toutes sortes de programmes d'intérêt général.

Mais beaucoup de services de radiodiffusion publics ne sont pas encore suffisamment indépendants du gouvernement. Au lieu de servir réellement l'intérêt public, ils demeurent un instrument aux mains du pouvoir. Au lieu de dialoguer avec leur public, ils continuent de pratiquer la communication à sens unique.

Issus de la société civile, les radios communautaires se sont taillé une place aux côtés des médias bien établis, publics et privés. On peut les considérer comme une troisième voie en matière de médias : indépendantes, elles poursuivant des objectifs sociaux, et non commerciaux. Elles sont une sorte de service public, mais procédant de la base, plutôt du sommet.

Même s'il est généralement admis que les médias peuvent contribuer de manière positive au développement, cela n'est rien moins qu'assuré. Dans les mains de certains gouvernements, les médias ont été utilisés comme des instruments de propagande et d'endoctrinement. Dans celles d'oligarques privés, ils sont devenus des vecteurs permettant de faire avancer les intérêts de certaines élites. Dans les mains d'organisations politiques, ils ont été des outils de division et parfois de conflit. Dans celles d'institutions religieuses, ils ont été mis au service du prosélytisme. Même lorsqu'il est possible de montrer une corrélation entre la réalisation des objectifs du développement et l'activité des médias, il peut être difficile de prouver l'existence d'un lien de cause à effet.

---

<sup>13</sup> Panos, 2006. *Déclaration de Bellagio sur la liberté, les médias et la pauvreté*. [www.pa.org.uk](http://www.pa.org.uk)

Cela étant, il existe de nombreux cas où l'on a pu établir un lien direct entre l'action des médias communautaires et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement - meilleures conditions de vie, promotion de l'égalité entre les sexes, progrès dans les domaines de la santé et de l'éducation, lutte contre le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies, prise de conscience accrue des problèmes environnementaux et exploitation écologiquement rationnelle des ressources.

Mais il n'est pas toujours bon de ne penser aux médias communautaires qu'en termes d'instruments ou d'évaluer leur impact à la lumière d'un ensemble restreint d'indicateurs quantitatifs. L'utilité la plus souvent citée des radios communautaires est leur capacité de donner aux pauvres les moyens de s'exprimer par eux-mêmes.

Cette faculté d'autonomiser peut se mesurer directement par le taux de participation, mais son impact sur le développement n'est ni aisément quantifiable, ni prévisible. Il existe à l'heure actuelle quelque 10 000 radios communautaires dans le monde. La plupart émettent à l'intention de communautés rurales ou de quartiers urbains défavorisés. Le nombre de personnes participant à leurs activités - personnel, bénévoles, invités et auditeurs qui téléphonent - s'élève en général à plusieurs centaines, et leur audience se compte en dizaines ou centaines de milliers.

L'autonomisation par les médias communautaires peut contribuer à la bonne gouvernance en dénonçant la corruption et en amenant les dirigeants à rendre des comptes, et elle peut faciliter le développement durable et permettre aux individus de maîtriser leurs propres moyens d'existence, en leur faisant prendre conscience de leurs besoins et de leurs problèmes, et de faire des choix éclairés en leur donnant accès au savoir et à l'information.

La possibilité de s'exprimer à travers les médias communautaires peut avoir des effets importants, quoique moins tangibles, sur le plan de la qualité de la vie, de l'appartenance à une communauté, de l'adhésion à une culture et des valeurs partagées, et du sentiment de sécurité.

Dans les périodes de troubles politiques ou de transition, les médias communautaires peuvent être un recours pour les gens ordinaires quand les médias publics ou commerciaux détournent les yeux. Au Népal, ils ont été en première ligne dans la lutte pour défendre la démocratie face à un roi autocrate alors que les médias publics continuaient de transmettre la propagande officielle. Au Venezuela, ils ont été parmi les premiers à se faire l'écho d'un bruit de coup d'État militaire, passé sous silence par les médias commerciaux. Bien que ces médias soient de mieux en mieux reconnus, il demeure nécessaire de propager et faire accepter l'idée que les communautés ont le droit de posséder et exploiter leur propre radio. Il reste beaucoup à faire dans nombre de pays en vue d'obtenir l'adoption de politiques, de lois et de règlements autorisant et encourageant les médias communautaires.

Il est aussi nécessaire de renforcer la capacité des organisations à assise communautaires d'élaborer des modèles viables de médias qui contribuent au bien-être économique et social.

L'absence d'un cadre politique, juridique et réglementaire est encore et toujours le principal obstacle. Ce ne devrait pas être le cas. L'expérience accumulée dans le monde entier permet aujourd'hui de savoir quelles sont les dispositions législatives et réglementaires régissant les médias communautaires qui sont efficaces et celles qui ne le sont pas.

Il y a de cela vingt ans, les médias communautaires étaient quasiment inexistantes en dehors du continent américain, de quelques pays d'Europe occidentale et de l'Australie. Les monopoles d'État étaient la norme en Europe de l'Est, en Afrique et en Asie et dans le Pacifique.

Depuis, la situation a évolué de manière spectaculaire. Au cours des dix dernières années, les médias communautaires ont conquis droit de cité sur tout le continent africain, dans la plupart des pays de l'Union européenne et dans bien des pays de l'Asie et du Pacifique. Nombre de gouvernements révisent leurs législations pertinentes en vue de reconnaître les médias communautaires. C'est le cas notamment en Argentine, en Bolivie, en Ouganda, en Inde, en Corée du Sud et au Royaume-Uni.

L'utilité des médias communautaires est de mieux en mieux reconnu dans le système international de protection des droits de l'homme.

C'est ainsi que le Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a indiqué dans son rapport annuel en 2002 :

*Compte tenu de l'intérêt potentiel de ces stations communautaires pour la liberté d'expression, il est inadmissible que l'on mette en place des cadres législatifs discriminatoires qui font obstacle à l'attribution de fréquences aux radios communautaires.*

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a fait la recommandation suivante :

*Il convient de promouvoir les radios communautaires étant donné leur capacité potentielle d'élargir l'accès aux ondes des communautés pauvres et rurales.*

Le Comité directeur sur les médias du Conseil de l'Europe appelle les États membres de cette organisation à :

*Encourager une présence accrue des médias communautaires dans un paysage des médias pluraliste.*

L'exemple des pays où des services de radiodiffusion communautaires ont été créés avec succès permet de dégager rapidement quelques caractéristiques communes des bonnes pratiques.

Il importe que ces services soient clairement et expressément reconnus comme constituant un secteur d'activité particulier. Ils doivent ne pas être exploités pour réaliser un profit, mais comme une source de progrès social dans l'intérêt collectif, être la propriété de la communauté qu'ils visent à servir et faire en sorte que celle-ci participe à l'élaboration des programmes et à la gestion.

L'attribution des fréquences et l'octroi des licences doivent se faire selon un mécanisme clair et transparent et qui accueille favorablement les demandes d'organisations à assise communautaire répondant à certains critères fondamentaux. Aucun obstacle injustifié ne doit empêcher ou dissuader certaines communautés de demander une autorisation d'émettre. Ce mécanisme doit en outre fonctionner de manière indépendante et sans ingérence du pouvoir politique.

Le cadre réglementaire doit tenir compte de la viabilité du secteur et des ressources dont il dispose. Le montant des droits de licence restera modique afin de ne pas exclure les communautés démunies. On n'imposera aucune restriction excessive concernant les sources de revenus. Il convient d'encourager les radios communautaires à rechercher un soutien économique au sein de la communauté elle-même, tout en mettant en place un système de subventions publiques géré par un mécanisme indépendant.

La réforme du dispositif législatif et réglementaire doit aller de pair avec un renforcement des capacités des radios communautaires propre à en assurer la viabilité. Cet effort doit comprendre une formation aux techniques de production et de gestion, des services de conseil et d'orientation dans le domaine technique, un investissement dans les contenus sociaux et relatifs au développement et une aide à des associations nationales pouvant s'exprimer au nom des radios communautaires et servir de forum pour le partage des données d'expérience et des pratiques optimales.

Ensemble, ces mesures peuvent, dans les pays favorables au pluralisme des médias et à l'autonomisation des pauvres, contribuer à stimuler l'essor des radios communautaires et à conforter leur irremplaçable contribution à un développement équitable et durable.

## **Faire entendre sa voix : une condition essentielle pour vaincre la pauvreté**

*Ashish Sen,*

*Directeur,*

*Voices, organisation non gouvernementale de Bangalore s'occupant de communication pour le développement*

Depuis l'ouvrage fondateur d'Amartya Sen, *Democracy as Freedom* (La démocratie en tant que liberté), l'idée s'impose peu à peu que le pouvoir de faire entendre sa *voix* est une condition essentielle pour vaincre la pauvreté. La vraie question est toutefois de savoir à qui donner ce pouvoir.

Les gens simples brûlent de se faire entendre et sont souvent obligés de se battre pour faire reconnaître ce droit légitime. En Inde, le problème est illustré par ces remarques de deux femmes analphabètes appartenant à la communauté des Dalit, parfois désignée sous le nom d'*intouchables*, qui gèrent le Centre pour les médias communautaires Pastapur dans l'Andhra Pradesh.

*Si nous avons notre propre station de radio, les questions dont nous discutons seraient portées à l'attention d'un plus grand nombre de femmes. La radio donnera plus de poids et donc une crédibilité accrue à nos messages.*

(Bidakanne Samamma)

*Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de nous délivrer une licence pour que nous ayons notre propre radio ? Ils nous a si souvent invitées à ses réunions pour entendre nos points de vue. S'il souhaite nous écouter, pourquoi ne nous donne-t-il pas l'autorisation d'émettre ?*

(Algole Ratnamma)

Bonne gouvernance, droit à l'information, transparence et obligation de rendre des comptes - tels sont les maîtres mots du modèle de développement tel qu'on le conçoit aujourd'hui, et qui met en avant la question de la participation de la communauté. Mais alors même que l'on reconnaît que celle-ci est un facteur essentiel du développement durable, l'impératif complémentaire - la communication communautaire - n'a toujours pas fait l'objet de mesures effectives et adaptées de l'État.

L'idée-force d'Amartya Sen selon laquelle le développement est affaire de liberté met en lumière l'apport décisif de médias libres et indépendants au changement social et souligne le lien puissant entre médias communautaires, liberté d'expression et développement.

Les organismes d'aide au développement sont de plus en plus nombreux à postuler que pour éliminer la pauvreté, il est indispensable de donner aux individus les moyens de faire entendre leur voix. Le plus souvent, cependant, les voix communautaires n'occupent qu'un espace périphérique dans le paysage médiatique.

La lutte pour la conquête des droits légitimes des radios communautaires en Inde en offre l'illustration. Plus de dix années se sont écoulées depuis que la Cour suprême a déclaré, dans une décision rendue en 1995, que les ondes hertziennes étaient un bien public. C'est néanmoins une loi fossile datant de l'ère coloniale - la loi sur le télégraphe de 1883 - qui continue de régir la radiodiffusion.

Certes, dix ans de plaidoyer et de démarches auprès des responsables politiques ont abouti à quelques avancées en ce qui concerne la légitimité des radios communautaires. En 2003, les autorités de New Delhi ont autorisé les radios universitaires à déposer des demandes de licence. Mais cela fait des mois que le projet de texte sur les radios communautaires est entre les mains d'un groupe de ministres pour examen et recommandations.

Combien de temps encore les communautés devront-elles patienter ? Dans un pays comme l'Inde - confronté à une impressionnante diversité des langues, des dialectes et des cultures ainsi qu'à de

profondes disparités entre riches et pauvres, citadins et paysans ou gens instruits et analphabètes - la radio communautaire est riche de possibilités considérables.

Il ne manque pas d'exemples dans le pays d'initiatives communautaires qui ont fait évoluer les choses en utilisant la radio ou des matériels audio, en particulier dans les zones rurales, où réside 70 pour cent de la population du pays.

Voici deux exemples qui pourraient servir de modèles aux radios communautaires de demain.

Le premier est une initiative lancée dans l'État du Gujarat à destination de 150 villages du district de Kutch, à laquelle fait pendant une activité similaire concernant 45 villages du Bihar. Ces entreprises communautaires achètent du temps d'antenne à une station de radio de Bangalore et diffusent des programmes hebdomadaires dans une tranche d'heures particulière. L'un des programmes diffusés au Gujarat, « Histoire de la grue Saras », a reçu le prix Chameli Jain en 2001.

Le deuxième exemple est une radio qui dessert 35 villages du district de Kolar dans l'État du Karnataka et 75 villages du district de Medak dans l'État voisin de l'Andhra Pradesh. Ces initiatives sont fondées sur la participation de la communauté, qui est censée devenir propriétaire des stations. Elles disposent de leur propres centres de production, gérés par des bénévoles et des journalistes appartenant à la communauté, et les programmes sont distribués sous forme de bandes magnétiques que l'on fait écouter lors de réunions dans les villages et au moyen de haut-parleurs.

Plus récemment, 36 groupes d'entraide féminins aidés par l'UNESCO ont mis en place un réseau de radio par câble reliant 750 foyers de Budhikote, un village situé à 150 kilomètres au nord de Bangalore. Les abonnées reçoivent chaque jours deux heures de programmes en quatre langues.

Par delà leurs différences, toutes ces initiatives visent à faire de la radio communautaire une réalité. Toutes ont permis à des femmes de s'exprimer. Ces femmes aident à gérer les centres de production et les studios et se disent prêtes à diriger leur propre station de radio. Bon nombre de programmes portent sur des questions intéressant les femmes, y compris leur participation à la vie politique, leur droit à l'éducation, les assassinats liés à la dot, la violence domestique, et l'avortement sélectif.

Ippapally Mallama, qui travaille au centre de médias de Pastapur dit : « Nous voulons que le reste de la population sache quelles sont les questions qui nous préoccupent ».

Le centre multimédia du Gujarat est une initiative de Kutch Mahila Vikas Sangethan (KMVS), une organisation communautaire de développement rural regroupant des femmes Kutchi, qui ont utilisé avec succès la radio comme un moyen de renforcer l'identité de leur ethnie, mais aussi de promouvoir la cohésion et l'harmonie au sein de la communauté au plus fort des émeutes du Gujarat.

Pendant les émeutes, KMVS a appelé le peuple du Kutch à pratiquer les valeurs de la tolérance et de la pluralité qui font partie de leur mode de vie et de leur foi. Musafari, le magazine de KMVS fait revivre l'histoire, l'art et la culture du Kutch et tente de les réinterpréter dans une perspective contemporaine. L'organisation a également consacré des programmes à des formes d'expression artistique en voie de disparition comme le chant Vai.

Le centre multimédia Namma Dhvani (Nos voix) du village de Budhikote, sur la frontière entre les deux États du Karnataka et de l'Andhra Pradesh inclut dans ses programmes diffusés par câble des émissions spéciales réalisées par et pour les enfants de l'école secondaire locale, dont des informations, des pièces de théâtre et des sketches. L'un des élèves, Sundar Reddy, nous a dit : « Nous voulons écouter les nouvelles. Nous voulons savoir ce qui se passe dans le pays et dans le monde aujourd'hui ». Une autre, Usha Rani, a ajouté : « J'ai réalisé des programmes sur les aliments bons pour la santé. Si cela permet à certaines personnes d'acquérir de nouvelles connaissances, j'en serai très heureuse ».

Grâce à la radio par câble, toutes sortes de clubs, pour les enfants, les personnes handicapées et les femmes, ont été créés par Namma Dhwani. Les membres se rencontrent une fois par semaine pour discuter des questions qui les intéressent et pour voir comment elles pourraient être traitées dans des programmes audio.

Le microréseau de hauts parleurs permet à Ambedkar Colony, dont les habitants sont tous des Dalits, d'avoir accès à l'information, à l'éducation et à des possibilités d'emploi à Namma Dhwani.

Les modèles de radio communautaire que nous venons de décrire ont été substantiellement aidés par des organismes tels que l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Fondation nationale de l'Inde. Mais derrière ce soutien, il y a des initiatives des communautés elles-mêmes et d'autres efforts de partenariats qui peuvent être facilement reproduits et auquel il convient de réfléchir. Le comité de gestion de Namma Dhwani a, par exemple, constitué un fonds auquel la communauté verse une modeste contribution pour payer les frais de production des programmes.

Comment aller plus loin ? Combien de temps va-t-on empêcher ces voix de s'exprimer sur les ondes ?

Il n'y a jamais eu en Inde de radios pirates. Mais des signes récents indiquent que les communautés s'impatientent. La récente interdiction de la station de divertissement « Raghav entertainment FM-1 Radio station » à Mansoorpur, dans l'État du Bihar, le montre bien. Le créateur de cette station, Raghav Mahto, a appris les ficelles du métier en réparant des récepteurs de radio. Le lancement de sa propre station en modulation de fréquence lui a coûté à peine 50 roupies.

La station dont les programmes étaient un mélange d'information et de divertissement, alternant conseils pratiques et musiques de film de « Bollywood », avait eu un énorme succès auprès de la population locale, mais elle était illégale et malgré les protestations de la communauté, elle a été fermée en vertu de la loi sur le télégraphe.

Or, à bien des égards, cette station et le centre de médias de la communauté de Namma Dhwani, dans le village de Budhikote, ont des objectifs communs : obtenir la régularisation des radios communautaires. Même si le système de câble audio de Namma Dhwani est conforme à la loi sur les opérateurs de télévision par câble, le centre nourrit les mêmes ambitions que Raghav Radio : avoir sa propre station de radio.

L'évolution des technologies des médias est allée plus vite que la réforme des textes et a permis à de nombreux mouvements locaux de se transformer en centres multimédia communautaires.

On invoque souvent la sécurité pour justifier l'interdiction des médias communautaires. Mais une récente mission effectuée au Népal m'a fait toucher du doigt la vitalité des radios communautaires malgré les mesures bafouant les règles démocratiques et bâillonnant la liberté d'expression. De fait, mes conversations avec les communautés locales n'ont fait que me convaincre davantage que ces radios étaient un outil d'information vital que l'on ne pouvait étouffer même dans un contexte de montée du terrorisme et de suspension des droits civils.

L'expérience de la lutte des radios communautaires indiennes résonne dans toute l'Asie du Sud et dans de nombreuses autres régions du monde. On peut en tirer les leçons suivantes :

- La législation doit prendre en compte les différentes formes de radiodiffusion - publique, privée et communautaire - dans un esprit d'équité et d'intégration.
- Il est nécessaire de créer et renforcer des réseaux de médias communautaires.
- Le lien entre information et communication, concrétisé par le transfert à la communauté de la gestion et de la propriété, doit prendre appui sur des synergies et être renforcé.



Pour que le droit à l'information prenne tout son sens, il doit s'accompagner du droit à informer. Les communautés qui produisent de l'information doivent avoir le droit de la diffuser de la manière qu'elle juge appropriée.

Gandhi eut, à bien des égards, une vision juste du rôle de la radio comme outil de communication communautaire. Dans son discours aux réfugiés de Kurukshetra prononcé à la radio le 12 novembre 1947 (les jours anniversaires sont depuis célébrés en tant que Journée nationale de la radiodiffusion publique), il évoqua le « pouvoir miraculeux » de la radio, déclarant : « Je perçois en elle la shakti, le miraculeux pouvoir divin ».

Mais la vision de Gandhi ne se réalisera que lorsque les voix des exclus et des laissés pour compte de la périphérie pourront se faire entendre au centre.

## **L'histoire de deux radios communautaires pionnières en Afrique**

*Alex T. Quarmyne*

*Directeur exécutif, Radio Ada*

*Ancien conseiller régional pour la communication de l'UNESCO en Afrique*

Au moment de son lancement au début des années 80, *Homa Bay Community Radio* n'avait pas le profil organisationnel d'une station de radio communautaire.

Elle avait été créée sous les auspices du gouvernement du Kenya comme un service de *Voice of Kenya* (La voix du Kenya), radio d'État. Malgré cela, l'idée d'une station de radio indépendante exploitée par une équipe privée dans une région relativement reculée du pays suscitait des résistances considérables.

Les discussions et négociation traînant en longueur, l'affaire dut pour finir être portée devant le ministre de l'information. Celui-ci fut extrêmement séduit par les potentialités de la station en matière d'éducation et de développement communautaire qu'on lui indiqua et eut à cœur de faire aboutir le projet pendant son mandat.

Par un heureux hasard, il était originaire de la région où se trouvait la communauté dans laquelle l'UNESCO se proposait d'implanter la station. C'est ainsi que, sur son intervention personnelle, un accord de partenariat fut conclu avec la radio publique. La station devait émettre sur une fréquence FM non utilisée de *Voice of Kenya*, dont le personnel assurerait l'exploitation technique.

Au Ghana, à l'autre bout du continent, la première demande de licence d'exploitation pour *Radio Ada* fut déposée en 1974, alors que la radiodiffusion était encore un monopole de l'État et que le pays était gouverné par un régime militaire. Néanmoins, le principe d'une station de radio financée par des fonds privés et axée sur l'éducation et le développement reçut du commissaire (ministre) à l'information d'alors un soutien si enthousiaste que l'on s'attendait à ce que quelque arrangement spécial soit trouvé pour permettre à la station de voir le jour.

La question fut jugée de suffisamment d'importance pour faire l'objet d'une décision du cabinet des ministres, laquelle fut néanmoins négative. Les raisons n'en furent jamais officiellement données, mais de nombreuses années plus tard, longtemps après la création de *Radio Ada*, nous avons appris que les personnes qui se trouvaient autour de la table, pénétrées de l'esprit de la BBC, avaient jugé inconcevable qu'une station de radio puisse ne pas être un service d'État ou une entreprise publique.

Lorsqu'en 1985 fut présentée la deuxième demande, 21 ans plus tard, le climat avait changé. La règle constitutionnelle était rétablie depuis trois ans et on venait tout juste de déréglementer le secteur.

Auparavant, le ministre responsable avait, à plusieurs reprises, tenté en vain de faire adopter une politique des services de radiodiffusion. Sous la pression de parties souhaitant créer des stations indépendantes, la déréglementation fut entreprise en l'absence de toute politique claire. Il n'était par exemple fait aucune distinction entre les différents demandeurs de licence et c'est la candidature de *Radio Ada* qui a lancé le concept de radio communautaire.

Quelques mois après la clôture du premier appel de candidatures, 10 fréquences ont été attribuées, toutes à des stations commerciales implantées dans les trois centres urbains les plus peuplés. Ce n'est qu'une année plus tard que des fréquences ont été accordées à *Radio Ada* et à deux autres projets de radio communautaire (*Radio Peace* et *Radio Progress*) à la suite de demandes ultérieures.

L'inauguration des stations a été saluée comme un événement, tant au Kenya qu'au Ghana.

*Homa Bay Community Radio* représentait deux grandes avancées. À une époque où la radio en Afrique n'émettait pour l'essentiel que dans la capitale ou, au mieux, dans un petit nombre de centres régionaux, elle marquait l'accès à la radio des populations des communautés rurales. Les enquêtes réalisées avant le lancement de la station ont montré que celle-ci suscitait des attentes et un enthousiasme extraordinaires.

Deuxièmement, c'était un défi technique pour les Africains. Les principaux éléments du matériel avaient été spécialement conçus pour être assemblés sur place. Leur fabrication et leur utilisation devaient être peu coûteuses. La table de mixage fut montée par les techniciens de Voice of Kenya sous la supervision d'un consultant ghanéen engagé par l'UNESCO et l'émetteur par un consultant, également sollicité par l'UNESCO, spécialisé dans la conception et la fabrication d'émetteurs bon marché.

La station une fois achevée consommait peu d'énergie et ses coûts de fonctionnement étaient modestes. À cette époque, où l'ordinateur individuel était une nouveauté, c'était une expérience grisante.

*Homa Bay Community Radio* a été une innovation, née du sentiment que les ondes devaient être mises au service du développement communautaire - une idée tout à fait nouvelle quand on songe que la bande de fréquences était principalement utilisée jusque là pour diffuser l'information officielle.

Ses programmes et ses méthodes de fonctionnement étaient d'un type peu répandu, s'agissant par exemple de la langue utilisée, le luò, ou de son partenariat avec des agents de vulgarisation, des enseignants et des infirmières participant à la production des émissions. La station était toutefois bridée par la pensée dominante de l'époque concernant le développement et la communication relative au développement.

L'accès et la participation communautaires n'étaient alors que des concepts abstraits. Sans que cela ne soit formulé explicitement, la programmation et le mode d'exploitation de la station reposaient sur l'hypothèse qui voulait que le sous-développement ait pour cause fondamentale un déficit d'information.

La station a constitué une étape importante des efforts pour diffuser l'information à l'échelon local, mais l'« accès communautaire » était encore généralement compris comme désignant le fait que le service de radiodiffusion avait accès à la communauté et non cette dernière au service de radiodiffusion comme à une ressource. *Homa Bay Community Radio* était une radio engagée, vivante et ouverte, mais il est difficile de dire si, le temps passant, elle aurait fait preuve d'une ouverture suffisante ou si elle se serait atrophiée.

*Radio Ada*, pour sa part, a adopté dès le départ une vision du développement consciemment axée sur la participation. Elle a fait des efforts délibérés pour traduire cette volonté de participation dans tous les aspects de ses activités. Les recherches précédant la production, qui décidaient des priorités et du caractère de la station, étaient menées par des bénévoles de la communauté avec des outils participatifs.

Les critères de sélection des bénévoles étaient réduits à leur plus simple expression et privilégiaient la connaissance de la langue, de la culture et des mœurs locales. Ils s'appliquaient aussi aux bénévoles chargés de produire les programmes, l'idée étant que tout membre de la communauté est un auteur en puissance. De fait, on évita volontairement de recruter des personnes possédant une formation ou de l'expérience dans les méthodes classiques de la radiodiffusion.

La station émet 17 heures par jour, exclusivement dans la langue locale, en vue de diffuser les connaissances des autochtones et de promouvoir le dialogue à l'intérieur de la communauté. Les programmes sont conçus dans les villages par différents groupes professionnels qui décident de la présentation et du contenu semaine après semaine. Pour que les femmes puissent s'exprimer, des programmes leur sont spécialement consacrés.

Cette approche participative confère à la radio une très grande crédibilité. Une étudiante de la Guelph University (Canada) qui a mené des recherches dans un village de pêcheurs local pour son mémoire de maîtrise a demandé aux personnes qu'elle a interrogées de dire quelles étaient les personnes ou institutions en qui elles avaient le plus confiance. L'une d'elle a répondu : « Après ma mère, je fais confiance à *Radio Ada* ».

Les auditeurs ont aussi le sentiment très vif que la radio leur appartient. Lors d'un atelier d'évaluation participative, il a été demandé aux participants membres de la communauté ce qui se passerait si la station de radio leur était enlevée.

Une femme s'est levée et s'est écriée avec passion : « si vous nous l'enleviez, nous perdriions notre langue, nous perdriions notre identité, nous perdriions ce qui fait ce que nous sommes ! » Dans le même temps, les agents de vulgarisation de l'État, par exemple, ne cessent d'affirmer qu'il leur aurait été impossible de s'acquitter de leur tâche sans *Radio Ada* ; de fait, certains des bénévoles les plus enthousiastes sont des fonctionnaires dévoués pour qui la station de radio est un moyen de réaliser ce qu'ils ne parviendraient pas autrement à accomplir.

Mais *Radio Ada* se demande constamment : ce que nous faisons est-il suffisant ? Depuis huit ans qu'elle émet sur les ondes, sa conception de l'accès et de la participation communautaires a mûri. Elle opte de plus en plus pour une approche fondée sur les droits. C'est ainsi qu'elle s'est associée à une autre organisation communautaire de la société civile pour procéder à des évaluations participatives de la Stratégie du Ghana pour la réduction de la pauvreté.

L'utilisation d'outils tels qu'une feuille de notation collective permet aux communautés d'évaluer les priorités et le travail des contributeurs et de tenir compte des résultats dans les programmes diffusés. Des erreurs ont pu être ainsi corrigées, parfois du jour au lendemain.

C'est dans les années 80 seulement, alors que *Homa Bay Community Radio* avait déjà commencé d'émettre, que les travaux décisifs de Robert Chambers sur les méthodes participatives ont transformé la manière dont les chercheurs tentent d'approcher les pauvres parmi les pauvres pour leur offrir la possibilité de dire ce qu'ils savent.

C'est à peu près à l'époque où *Radio Ada* commença à émettre qu'apparurent les premiers éléments de matériel de terrain légers, robustes et faciles à utiliser.

De fait, *Radio Ada* fut probablement la première station de radio du Ghana à employer des appareils portatifs d'enregistrement sur MiniDisc. La station travaille actuellement à mettre sur pied un projet de

programmes à diffusion restreinte destinées aux personnes handicapées et à former les réalisateurs sélectionnés, dont certains sont des mal-voyants, à l'utilisation d'appareils d'enregistrement à disque dur.

Avec l'aide de l'UNESCO, *Radio Ada* a entrepris de créer un centre multimédia communautaire. La difficulté consistera là encore à faire en sorte que les auditeurs ne soient pas de simples consommateurs de l'information, si riche et pertinente soit-elle, mais participent à son élaboration, et pour ce faire de donner aux communautés, en particulier aux groupes les plus désavantagés, les moyens de contribuer et d'accroître leurs propres connaissances.

Les méthodes participatives de *Radio Ada* ont été étendues à d'autres membres du Réseau des radios communautaires, l'association qui regroupe les stations de radios et initiatives communautaires du Ghana (et se sont elles-mêmes enrichies à la faveur de ce processus).

Les équipes de production des stations associées conçoivent ensemble des séries de programmes participatifs sur la base des recherches menées dans des communautés pilotes. Certains de ces programmes portent chaque semaine sur une communauté différente, qui choisit elle-même les sujets qui l'intéressent. Grâce à ces méthodes, les stations de radio communautaires du Ghana ont parfaitement réussi à promouvoir l'accès et la participation communautaires.

Au nombre de leurs programmes figurent notamment les séries suivantes :

- Participation de la communauté à la gouvernance locale, axée sur les administrations locales.
- Participation de la communauté à la gestion des ressources naturelles, qui traite des droits de la communauté sur les ressources forestières.
- Participation de la communauté à l'élaboration des lois, qui fait intervenir les auditeurs dans le processus législatif au parlement et s'efforce de donner plus d'écho à leur voix militant pour une loi sur la radiodiffusion.

Cette loi aurait dû être adoptée avant même que la radiodiffusion soit déréglementée en 1995.

L'apport extrêmement positif des stations de radio communautaires au Ghana est reconnu de tous. Mais en l'absence d'une loi, les conquêtes réalisées à grand peine par les stations pionnières marquent le pas. De 1996 à 2006, deux nouvelles stations communautaires seulement ont obtenu une licence, portant le nombre total à huit, alors que l'on compte plus de 80 stations commerciales sur les ondes.

On trouve des exemples de pratiques optimales dans des pays comme le Mali et l'Afrique du Sud, où les politiques et la législation ont protégé depuis le départ l'accès et la participation communautaires. C'est ainsi qu'il y a 150 stations de radio communautaires au Mali, et 92 en Afrique du Sud, contre seulement 13 stations commerciales. Le Sénégal possède 35 radios communautaires, et le Mozambique 25.

À l'inverse, il existe un certain nombre de pays en Afrique où, du fait de l'absence d'une législation appropriée, et, dans certains cas, du peu d'empressement des autorités à donner des moyens d'action aux communautés, de crainte qu'elles ne réclament le respect des règles de bonne gouvernance et de transparence, il n'y a pas encore une seule radio communautaire.

Dans la plupart des pays africains, toutefois, en particulier au Nigéria, des mouvements bien organisés militent vigoureusement pour l'accès et la participation qu'assurent les radios communautaires. Ces efforts demandent à être soutenus.

Les centaines de stations de radio communautaires qui émettent aujourd'hui en Afrique sont des plus diverses. Certaines sont bien établies, prenant solidement appui sur une politique adaptée, et gérées

avec compétence. D'autres méritent à peine le nom de radio communautaire. Certaines fonctionnent selon le mode participatif pour tous les aspects de leurs activités, y compris la conception et la production de leurs programmes, tandis que beaucoup d'autres ont une conception des relations entre radio et développement qui n'a guère évolué depuis celle qui animait *Homa Bay Community Radio* il y a quinze ans de cela.

Quelles que soient les difficultés, la comparaison entre la situation telle qu'elle existait en 1982, lorsque la première station de radio communautaire africaine, Homa Bay, était encore la seule, et celle que l'on connaît aujourd'hui montre que l'heure a enfin sonné pour ces médias en Afrique.

## **Partie 4**

### *Promouvoir de front la gouvernance, la liberté d'expression et la lutte contre la pauvreté*

*Les donateurs et les organisations non gouvernementales qui s'occupent d'aider les médias appartiennent à divers horizons et poursuivent de nombreux objectifs différents. Néanmoins, tous s'accordent pour dire que les médias d'information doivent être financièrement autonomes et rentables pour préserver leur indépendance et pouvoir verser à leurs journalistes un salaire convenable.*

*Si elles veulent bénéficier de l'aide étrangère, les organisations de médias doivent être elles-mêmes au-dessus de tout soupçon. Elles doivent faire la chasse aux pratiques corrompues dans leurs propres rangs et ne pas se contenter de dénoncer la corruption qui sévit ailleurs, affirme Christopher Warren, de l'Institut international des journalistes. La corruption, ajoute-t-il, ronge la démocratie comme de l'acide et met en péril l'avènement de sociétés libres et efficaces.*

*Des journalistes bien payés, travaillant pour des médias indépendants et économiquement viables, seront plus enclins à faire preuve de professionnalisme, écriraient leurs articles sans crainte et s'abstiendraient des pratiques douteuses du type de celles que décrit Daoud Kuttab, d'AmmanNet (Jordanie). Il ne faut plus, écrit-il, que des journalistes, des rédacteurs en chef et des directeurs de publications reçoivent ou tolèrent que l'on accepte des pots de vin, des cadeaux ou d'autres avantages.*

*Dans le même temps, il demande qu'il soit mis fin aux monopoles en matière de médias et aux officines de propagande, que la législation soit modifiée afin que l'on ne puisse plus arrêter les journalistes qui font leur métier, et que les syndicats de journalistes contrôlés par l'État et exerçant un monopole soient abolis.*

*Le professionnalisme des journalistes accroît aussi les chances de rentabilité, comme le souligne Jorgen Ejboel, un directeur de publication du Danemark, pour qui l'aide, pour être efficace, doit aller à des médias bien gérés et présentant des chances raisonnables d'être durablement viables sur le plan économique, ce qui suppose que les donateurs adoptent une perspective à long terme. L'aide actuelle est selon lui en grande partie dispersée, mal organisée et gaspillée.*

*Larry Kilman, de l'Association mondiale des journaux ajoute que le montant global de l'aide disponible pour financer le développement des médias demeure modeste et que si l'on entend promouvoir la sécurité et un développement économique durable, il faudrait allouer plus de fonds au secteur des médias.*

*Des médias indépendants et professionnels peuvent contribuer de manière décisive à la transformation des sociétés. Même dans une région plus connue pour la répression de la presse que pour la défense des libertés, le vent du changement commence à souffler dans le désert, selon Walid Al-Saqaf, du Yemen Times.*

*Dans les endroits les plus reculés de son pays, note-t-il, la population a accès à l'information en provenance du monde entier. Les habitants du Moyen Orient ont conscience que « quelque chose ne tourne pas rond » et commencent à demander des comptes à leurs gouvernements, même si ces derniers ont tendance à réagir avec arrogance et entêtement.*

### **Lutte contre la corruption : balayer d'abord devant sa porte**

*Christopher Warren,  
Président,  
Fédération internationale des journalistes*

La corruption ronge la démocratie comme un acide. Elle met en péril l'avènement de sociétés libres et efficaces. Elle jette le discrédit sur les institutions fondamentales de la démocratie - à commencer par les médias eux-mêmes.

Si nous autres, journalistes, réclamons la transparence et le respect de l'obligation de rendre des comptes, c'est parce que nous savons que démasquer la corruption est un aspect essentiel du rôle de la presse dans une société libre. Mais nos préoccupations ne s'arrêtent pas à notre rôle de reporters, de rédacteurs et d'auteurs. Nous avons, individuellement et collectivement, la responsabilité de combattre la corruption au sein même des médias, y compris celle qui découle d'une orientation trop commerciale et de l'utilisation par certaines sociétés de leur influence en tant que médias comme moyens de faire avancer leurs intérêts en tant qu'entreprises.

La Fédération internationale des journalistes, qui représente la profession à l'échelle mondiale, est aux côtés du demi-million de journalistes membres des 138 associations indépendantes qui lui sont affiliées et les aide à résister aux pressions incessantes des gouvernements, des rebelles, des terroristes et des voyous.

Le journalisme d'investigation est une arme essentielle contre la corruption. Sans lui, l'incurie, le gaspillage, le crime et le secret prospèrent. Les organisations de médias doivent avoir à cœur de lui consacrer des ressources suffisantes pour pouvoir diffuser des informations exactes et complètes en temps voulu dans l'intérêt général, et pour garantir l'existence d'un système de gouvernement ouvert, transparent et efficace.

Mais enquêter sur la corruption est une activité risquée, que l'on peut même payer de sa vie. Ici, à Sri Lanka, quatre journalistes ont été assassinés l'an dernier. Personne n'a été arrêté, ou à plus forte raison poursuivi ou condamné à une peine de prison. C'est ce climat d'impunité - le fait que l'on puisse tuer un journaliste sans être inquiété, même si l'on appartient au cercle du pouvoir - qui empêche les médias d'être libres.

Au cours des 12 dernières années, plus de 1100 journaliste et agents des médias ont été tués dans l'exercice de leur profession, souvent pour avoir écrit ce que quelqu'un ne voulait pas voir publié. Un nombre plus grand encore d'entre eux sont gardés en détention, harcelés ou victimes d'abus en raison de leurs écrits. Des fonctionnaires corrompus, des sociétés commerciales, des rebelles, des bandes de criminels, des voyous et d'autres groupes puissants ne reculent devant rien pour protéger leur situation.

Le fait que, malgré les risques, des journalistes continuent d'enquêter et de combattre la corruption, en s'efforçant de démasquer les responsables politiques, les hommes d'affaires et les criminels corrompus témoigne de la remarquable intégrité de notre profession.

Certes, le journalisme d'investigation, si pugnace soit-il, ne suffit pas. La culture du rejet de la corruption doit être enracinée dans les institutions de la société. Mais, si nous scrutons les actions d'autrui, nous nous devons de porter un regard aussi aigu sur nous-mêmes. Il nous faut nous demander si nous-mêmes et les organisations de médias pour lesquelles nous travaillons satisfaisons aux normes dont nous réclamons le respect par les autres. Nous avons une obligation éthique envers nos lecteurs, spectateurs ou auditeurs. Ils attendent de nous la même honnêteté que celle que nous exigeons des autres.

Nos responsabilités dans les sociétés déchirées par un conflit sont essentielles. Nous avons trop souvent toléré que notre profession se compromette en prenant parti dans des conflits ethniques ou religieux. Nous avons à Sri Lanka de trop nombreux exemples tragiques des effets ravageurs de cette attitude.

L'autocensure des journalistes, qu'elle soit dictée par la peur, un sentiment déplacé de solidarité ethnique ou religieuse ou l'espoir de quelque gain, discrédite les médias et dénature notre fonction essentielle.

Dans bien des pays en développement, ce que l'on appelle le « journalisme des petites enveloppes » (la pratique consistant à accepter de l'argent quand on a écrit ou omis d'écrire certaines choses) est une forme de corruption qui nuit à l'image de notre profession, encourage une vision cynique des médias et fait de nous des éléments du problème plutôt que de sa solution.

La lutte contre le journalisme corrompu doit se mener sur quatre fronts.

Premièrement, les journalistes doivent apprendre à dire non. Il faut multiplier les campagnes comme celles qui sont organisées par des associations de journalistes en Indonésie, en Corée du Sud ou ailleurs pour faire prendre consciences aux journalistes que l'acceptation de pots de vin est incompatible avec les exigences de leur profession.

Deuxièmement, la pratique largement répandue des enveloppes ou des pots de vin est liée aux salaires de misère des journalistes et à leurs mauvaises conditions de travail. Pour éliminer la corruption interne, il faut remédier à cette dévalorisation de leur activité, ce qui suppose que les journalistes se mobilisent et créent des syndicats indépendants pour négocier des salaires équitables, et que leurs employeurs respectent leur droit de se syndiquer. Il ne peut y avoir de presse libre - de presse exempte de corruption - lorsque les journalistes connaissent la pauvreté.

Troisièmement, les gouvernements - qui sont souvent les plus gros distributeurs d'enveloppes - doivent mettre fin à leurs subventions et considérer ces enveloppes pour ce qu'elles sont : des pots de vin.

Enfin, nous devons traiter les médias comme nous le ferions de toute autre institution, et y dénoncer la corruption quand elle existe.

Naturellement, il ne s'agit pas d'un problème concernant les seuls pays en développement. Dans les pays développés aussi, des entreprises offrent trop souvent des voyages, des cadeaux ou un accès privilégié à l'information à la place des « enveloppes » des pays en développement.

Et nous avons vu il y a peu aux États-Unis que tous les journalistes des pays développés ne sont pas insensibles à la corruption. Le journaliste du New York Post qui a essayé d'extorquer de l'argent à un homme d'affaires californien en lui promettant en échange de ne pas dévoiler sa vie privée, a causé plus de tort à la presse libre que n'auraient pu le faire des enveloppes.

Au delà des reproches légitimes que l'on peut faire à tel ou tel journaliste, ce sont le plus souvent les organisations de médias elles-mêmes qui mettent en péril notre indépendance. Lorsqu'elles courtisent les gouvernements, en laissant entendre qu'elles sauront fermer les yeux, elles corrompent à la fois la sphère politique et la presse elle-même.

À cause de cette forme de corruption, des journalistes sont sacrifiés à la cupidité des entreprises. Shih Tao est en prison en Chine parce que Yahoo a placé ses intérêts commerciaux au-dessus de ses obligations envers un média libre en communiquant aux autorités chinoises des copies de ses e-mails qui ont servi à établir sa culpabilité.

Yahoo affirme n'avoir fait que se conformer à la législation chinoise. Mais son comportement oblige à se poser des questions : si Anne Frank avait tenu un blog à Amsterdam en 1944, la société Yahoo l'aurait-elle livrée aux autorités nazies pour *se conformer à la loi* ?



Yahoo n'est pas la seule société en cause. News Corporation, Microsoft et Google sont également coupables de corruption d'un média libre du fait qu'ils ont censuré des journalistes et des auteurs pour favoriser leurs intérêts commerciaux en Chine.

Lorsque la presse est aux mains de l'État, le problème apparaît clairement. L'incapacité de gouvernements successifs de l'Asie du Sud de démocratiser leurs médias publics a, plus que tout autre facteur, contribué à la corruption des médias de cette région. Ici à Sri Lanka, les gouvernements ont, l'un après l'autre depuis 1994, fait beaucoup de promesses au sujet d'une future réforme des médias publics, mais ils n'ont rien fait. C'est la réforme démocratique la plus urgente qui reste à accomplir dans ce pays.

C'est à la plus jeune des démocraties de l'Asie du Sud - l'Afghanistan - qu'a été laissé l'honneur de prendre les premières mesures vers l'indépendance des services de radiodiffusion publics. Au Népal, alors que la démocratie est rétablie, les journalistes réclament que le service de radiodiffusion d'État soit remplacé par un service public indépendant, qu'ils considèrent comme une pièce indispensable du dispositif démocratique.

En se refusant à agir, les gouvernements ont sacrifié l'indépendance des médias à leurs intérêts politiques à court terme. Et cela au détriment de la démocratie.

L'orientation commerciale des organisations de médias aggrave la corruption en leur sein.

Alors qu'un nombre sans cesse croissant d'entre elles sont soumises aux impératifs du marché, notre rôle dans la défense de la démocratie est vidé de son sens. Les nouvelles présentées en fonction de la publicité, le recours aujourd'hui répandu aux syndicats de distribution, à la publication multiple et les licenciements de journalistes pour des raisons d'économie sont autant de coups portés à notre profession.

Dans l'ensemble des pays développés, les salles de rédaction se dépeuplent. Ce sont des milliers d'emplois de journalistes qui disparaissent. Des dizaines de milliers d'articles qui ne seront jamais écrits, de nouvelles dont on ne saura rien.

Certes, les médias ont toujours dû fonctionner selon les règles du marché. Mais il ne fait aucun doute que l'orientation excessivement commerciale des médias et leur volonté de réduire leurs coûts les affaiblissent, les rendent superficiels et à la traîne de l'événement et suscitent l'apathie et le désenchantement. C'est au bout du compte la démocratie qui en paie le prix.

Dans ce climat, les gouvernements ont, plus que jamais, la responsabilité de faire en sorte que des médias publics indépendants et dotés de ressources suffisantes soient à même de remplir le rôle abandonné par trop de médias commerciaux.

Comme toujours, les journalistes, individuellement et collectivement, tentent de reprendre le dessus.

En tant qu'individus, il est clair que nous devons avoir le souci d'agir correctement : lutter contre la corruption exige des journalistes un professionnalisme sans faille.

Cela implique un investissement dans la formation et le perfectionnement.

Nous devons avoir à cœur de nous auto-réglementer pour éliminer les pratiques contraires à l'éthique qui compromettent notre indépendance.

Nous ne pouvons le faire au niveau individuel. C'est pourquoi, dans la plupart des pays, les journalistes se sont organisés en créant des syndicats indépendants qui font campagne pour débarrasser les médias de la corruption et instaurer des conditions de travail correctes et transparentes.

Si nous tous, journalistes, faisons cause commune, nous pourrons faire bouger les choses. Le monde doit compter avec nous. Nous pouvons réussir à créer une culture de l'ouverture, et une société libre gouvernée de manière transparente, responsable et efficace.

## **Une presse libre favorise le développement et prévient la famine - mais qui s'en soucie ?**

*Larry Kilman,  
Directeur des communications,  
Association mondiale des journaux*

La célèbre remarque d'Amartya Sen sur le lien entre liberté de la presse et prévention de la famine mérite d'être répétée, car peu de gouvernements l'ont prise au sérieux.

« Aucune famine n'a jamais dévasté un pays doté d'un régime démocratique et d'une presse relativement libre. Je ne connais pas d'exception » - a dit le lauréat du prix Nobel.

Ce lien est direct : une famine ne peut se produire que lorsque nul n'a le droit de critiquer les décisions politiques, les actions ou l'inaction du gouvernement ou les pratiques corrompues qui aboutissent à de mauvaises récoltes et à une pénurie alimentaire. Pourtant, aujourd'hui encore, des gouvernements continuent de dissimuler des situations qui risquent de conduire à la catastrophe. C'est ainsi que le gouvernement du Niger - dont la constitution proclame la liberté de la presse mais dont les autorités limitent ce droit dans la pratique - a interdit aux journalistes étrangers d'enquêter sur la crise alimentaire du pays.

Ce n'est pas un hasard si c'est surtout dans les pays les plus pauvres et les moins développés que l'information et la libre expression sont le plus sévèrement réprimées. C'est dans ces pays que des milliers de journalistes sont persécutés, assassinés, battus, arrêtés et emprisonnés, souvent pour n'avoir fait rien de plus que poser des questions alors que leur gouvernement prend l'information en otage et prive leurs concitoyens du droit de débattre et d'émettre des opinions contradictoires.

Il existe aujourd'hui un faisceau d'indications convaincantes qui démontre que l'existence d'une presse libre est une condition essentielle de l'instauration et du maintien d'un système de gouvernement transparent et honnête et d'une croissance économique durable. L'établissement d'un secteur de la presse solide, libre et indépendant est une condition préalable à tout progrès réel et durable en matière de développement et de stabilité dans les domaines économique, social et politique.

Pourtant, de nombreux gouvernements autocrates et répressifs continuent de prétendre, malgré les preuves du contraire, que l'existence d'une presse libre est un obstacle au développement économique et social. Ils font valoir qu'une priorité supérieure justifie que l'on suspende la liberté de l'information et la liberté d'expression jusqu'à ce qu'un niveau de développement économique suffisant ait été atteint.

L'histoire, et les réalités économiques d'aujourd'hui, montre que c'est une position suicidaire qui fait le lit de la corruption, de l'analphabétisme et de l'extrémisme - favorisant ainsi le terrorisme - et crée des conditions générales contraires à un développement économique durable.

Si les gouvernements répressifs continuent de nier l'évidence, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont fait leur l'idée selon laquelle la libre circulation de l'information facilite la transparence, la bonne gouvernance et l'éducation de citoyens informés et responsables. La présente conférence organisée par l'UNESCO à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse est la dernière en date de plusieurs grandes manifestations mettant en relief la contribution de la presse au développement économique.

L'Association mondiale des journaux et la Banque mondiale défendaient déjà cette thèse en 1999. « La liberté d'expression et la liberté de la presse sont assurément des éléments essentiels du processus du développement » a déclaré James Wolfensohn, alors Président de la Banque mondiale, lors d'une

conférence conjointe ayant pour thème *Une nouvelle approche du développement : le rôle de la presse*.

Cette conférence a défendu l'idée que la liberté de la presse ne suffit pas en soi : la presse ne peut contribuer à un développement économique durable que si sa situation financière est saine et si elle a le soutien d'un nombre suffisant de lecteurs et d'annonceurs.

En 2002, la Banque mondiale a publié un rapport décisif intitulé *Le droit d'informer - le rôle des médias dans le développement économique* qui a développé cette réflexion, en présentant des données sur l'action des médias dans l'ensemble du monde et en mettant en relief les politiques publiques et les conditions économiques propres à gêner ou à faciliter la contribution des médias au développement économique.

La publication analysait le rôle des médias en tant que vigies surveillant le gouvernement et les entreprises commerciales, l'influence des médias sur les marchés, leur utilité en tant que courroies de transmission des idées nouvelles et de l'information et leur capacité de donner aux pauvres les moyens de faire entendre leur voix.

Plus récemment, des spécialistes des médias de plus de 100 pays se sont réunis en Jordanie en octobre 2005 pour examiner, dans le cadre du Forum mondial pour le développement des médias, les relations entre indépendance des médias et développement économique et politique. Le forum avait pour objet principal de démontrer l'existence de liens entre développement des médias et développement économique, politique et général.

L'Institut de la Banque mondiale a présenté à cette conférence des données empiriques tendant à montrer que des médias indépendants, jouissant d'une situation financière stable, étaient un facteur essentiel de bonne gouvernance et que les efforts consentis pour consolider l'environnement commercial de façon à assurer la prospérité des médias indépendants portaient leurs fruits.

L'actuel président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, qui a fait de la lutte contre la corruption un objectif central de son mandat, va probablement intensifier ce plaidoyer. Interdire les médias qui dénoncent la corruption ne fait qu'ajouter à l'instabilité, a-t-il fait observer, parce que « on ne peut pas vraiment parler de développement économique sans parler de liberté de la presse ».

Traduire ces arguments de la Banque mondiale dans des actions - en établissant un lien direct entre l'aide internationale et la liberté de la presse - n'est pas une simple affaire. M. Wolfowitz va aussi loin qu'il le peut - il a récemment suspendu un prêt de 250 millions de dollars au Kenya, dont le gouvernement avait réprimé des médias indépendants, en raison d'allégations de corruption. Mais la charte de la Banque mondiale ne l'autorise pas à s'ingérer dans les affaires politiques. Néanmoins, la politique de prêt de la Banque et ses contacts avec les dirigeants de la planète font d'elle un puissant avocat capable de promouvoir le lien entre liberté et indépendance de la presse et développement économique.

De fait, le concept ne date pas de la dernière décennie. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les entreprises de presse des belligérants et des pays occupés étaient en ruine, et étaient dans bien des cas incapables de restaurer leur indépendance et leur viabilité économique. Les membres de la profession d'une douzaine de pays - Belgique, Danemark, Égypte, États-Unis, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse - se sont alors regroupés en vue de demander à la communauté internationale des engagements et des garanties en faveur de la liberté d'expression, de se doter des moyens de recommencer à produire des journaux et de relancer le dialogue et l'échange d'informations et d'idées entre représentants des milieux de la presse du monde entier.

Leur objectif était de créer les conditions propres à favoriser des médias indépendants et florissants, de façon que la situation qui avait contribué à la montée du fascisme et de la répression en Europe ne se reproduise pas.

Pour l'aider dans cet effort, ce petit groupe d'entreprises de presse a créé ce qui est aujourd'hui l'Association mondiale des journaux. Celle-ci fédère à présent 73 associations nationales de journaux, mais sa mission essentielle demeure de défendre et promouvoir la liberté de la presse et l'indépendance économique des journaux, considérée comme une condition essentielle de cette liberté.

Même si le concept a fait ses preuves et retient de plus en plus l'attention aujourd'hui, le montant de l'aide actuellement disponible pour financer le développement des médias demeure modeste. S'il s'agit de promouvoir la sécurité et le développement économique, il faut donc manifestement allouer une aide accrue au secteur des médias. Les journaux et autres médias des pays en développement ont désespérément besoin de ce soutien extérieur pour survivre, prospérer et contribuer au développement de leurs sociétés.

Les programmes conçus pour s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux des pays en développement ou en transition ne peuvent être pleinement efficaces, et sont de fait souvent voués à l'échec, en l'absence d'un gouvernement ouvert, équitable et bien géré.

Il ne peut y avoir de gouvernement honnête, transparent et efficace - ni, bien sûr, de démocratie - sans une presse forte, libre et indépendante.

Cette condition ne peut être assurée à court terme dans les pays en développement et en transition que par un effort extérieur massif visant à aider la création d'entreprises de presse économiquement viables.

Mais il n'existe rien de tel. Seul un vaste effort de la communauté internationale mené avec créativité et détermination permettra de relever le défi à une échelle suffisante pour susciter un changement et des effets durables.

L'Association mondiale des journaux ne préconise rien de moins qu'un Plan Marshall de la presse.

Des gouvernements bien intentionnés, travaillant dans le cadre des activités de l'UNESCO et d'autres organisations, ont contribué à des projets de développement de la presse, mais ces initiatives ne font qu'effleurer le problème.

La question n'est pas de savoir qui aider, ni comment - les compétences et les connaissances existent déjà. Seuls les moyens font défaut.

Nous l'avons vu, une presse indépendante peut avoir une influence positive sur la gouvernance et le développement économique. Mais un changement politique positif peut aussi avoir des effets bénéfiques pour la presse, comme on l'a vu en Corée, au Brésil et à Taiwan.

La Corée du Sud a connu une libéralisation spectaculaire de son système politique en 1987. Le nombre de quotidiens, qui était de 33 cette année-là (et depuis de nombreuses années) a alors plus que doublé, passant à 65 en 1988 ; il en est allé de même des hebdomadaires, dont l'éventail est passé de 226 à 496, tandis que le nombre de magazines passait de 1 298 à 1 733 - tout cela en l'espace d'un an. Encore n'était-ce qu'un début : pendant chacune des années qui ont suivi, les publications de toutes sortes se sont multipliées, faisant du marché de la presse sud-coréen un marché dynamique, où sont publiés aujourd'hui 5 000 titres de plus que dans les années qui avaient précédé la levée de la censure et autres restrictions.

Au Brésil, le passage d'un régime militaire à la démocratie s'est traduit par une extraordinaire floraison des publications, qui est allée de pair avec l'adoption de nouvelles normes de qualité, une amélioration

des services aux lecteurs et l'instauration de relations plus stables entre les entreprises de médias et l'État. L'abolition de la censure - décision prise par les militaires eux-mêmes, qui sont restés au pouvoir huit années encore - s'est produite tout à la fin de 1978, alors que l'on dénombrait 1 512 titres de journaux dans le pays. Deux ans plus tard, ce nombre atteignait 1 717. L'effet sur les magazines a été encore plus frappant, avec une augmentation de 1 991 titres en 1979 à pas moins de 3 335 deux ans plus tard. Pendant ces premières années de liberté de la presse, les ventes de journaux et de magazines ont elles aussi explosé, passant de 2,4 millions d'exemplaires en 1979 à 2,9 millions en 1982. Aujourd'hui, tous ces chiffres ont une nouvelle fois plus que doublé, journaux et magazines s'étant efforcés d'améliorer considérablement leurs services aux lecteurs et aux annonceurs et ayant accru leur rentabilité.

À Taiwan, où les restrictions politiques et la censure ont été abolies à la fin des années 80, l'effet a été identique : en l'espace d'un an, le nombre de journaux a augmenté, passant de 31 à 87, le nombre de magazines est passé de 4 052 à 5 493 ; les ventes de journaux ont connu une augmentation de 3,7 millions à 4,5 millions ; et les ventes d'espace aux annonceurs sont passées de 500 à 600 millions de dollars des États-Unis - tout cela en douze mois et du seul fait de la libéralisation de la presse et du journalisme.

Pour les journaux et magazines des marchés des pays en développement, la principale difficulté - et la plus grande chance - est donc de ne plus être soumis aux contrôles et à la censure (y compris, bien sûr, l'autocensure) et d'être ainsi en mesure d'offrir à leurs lecteurs une information indépendante et honnête.

Mais si l'on veut que les médias contribuent au développement économique durable, ils doivent par définition être eux-mêmes soutenus. Les bailleurs de fonds devraient tout particulièrement s'attacher à les aider tout au long du processus de transition.

Pour s'assurer que les médias deviendront financièrement autonomes, il faut exiger d'eux qu'ils remboursent l'aide qui leur est versée. Telle est l'idée sur laquelle reposent le Media Development Loan Fund (Fonds de prêts pour le développement des médias) et un nouveau partenariat entre ce fonds et l'Association mondiale des journaux baptisé « Initiative pour le développement de journaux indépendants ».

Établi en 1995, le Fonds a inauguré un nouveau modèle d'aide visant à développer des médias indépendants et financièrement autonomes. Géré comme un mécanisme de fourniture de capital-risque obéissant à une mission, il noue avec chaque bénéficiaire une relation étroite, attentive et à long terme. Chaque prêt et chaque investissement donnent lieu à un intense suivi financier, à la fourniture permanente de conseils, à des consultations spécialisées, à une formation à la gestion et à une assistance technique.

L'Initiative pour le développement de journaux indépendants propose des prêts à faible intérêt pour aider des entreprises de médias indépendantes sélectionnées avec soin dans des démocraties en développement à devenir financièrement viables. Le fonds fournit du capital, sous la forme de prêts remboursables, des outils aidant à mettre en place un plan d'entreprise et des conseils d'experts pour assurer le remboursement des prêts, des connaissances sur la manière d'exploiter la technologie pour parvenir plus rapidement à l'autonomie, et une aide en matière d'actions de persuasion et de campagnes d'opinion pour aider les journaux bénéficiaires à résister aux menaces pesant sur leurs libertés d'entreprises de presse.

L'Association mondiale des journaux et le Media Development Loan Fund demandent aux bailleurs de fonds - organismes d'aide au développement, entreprises commerciales, fondations, fournisseurs et journaux - de ne pas donner d'argent, mais de le prêter à un taux d'intérêt modique (ou, si possible, nul). C'est une approche nouvelle de l'aide aux médias qui répond au souhait de nombreuses sources de financement de soutenir les projets visant l'autonomie à long terme. Les bailleurs de fonds peuvent,

s'ils le désirent, compléter ces prêts par des dons pour donner un coup de pouce supplémentaire à des projets de presse dignes d'intérêt.

Cette façon de faire n'est pas adaptée à tous les cas. Le marché des médias et les bénéficiaires doivent être assez solides pour que le montage reposant sur le prêt soit couronné de succès. Et le débat est certes animé au sein de la communauté de l'aide au développement entre les partisans des prêts et ceux qui donnent la préférence aux dons.

Mais cette approche peut donner des résultats spectaculaires, comme le montrent les exemples suivants.

En Russie, Altapress, société basée à Barnaul, dans la région fortement conservatrice d'Altaiskii Krai, en Sibérie occidentale, a démarré en 1990 avec trois journalistes qui avaient quitté le journal communiste de Barnaul pour lancer un quotidien d'intérêt général, Svobodnyi Kurs, diffusé initialement à 32 000 exemplaires. Altapress a reçu près d'un demi million de dollars du Media Development Loan Fund destiné à financer la construction de nouvelles presses.

Aujourd'hui, la société emploie 460 personnes à plein temps et publie sept journaux avec un tirage total de 240 000 exemplaires. Ses deux presses sont les seules installations privées de grande qualité de la région. Un nouveau bâtiment moderne accueille la plupart des employés de la société, ainsi que son centre de formation, où plus de 200 étudiants locaux reçoivent une formation dans plusieurs domaines - journalisme, techniques commerciales, publicité, gestion et relations publiques. Altapress a scrupuleusement remboursé le prêt et en a obtenu récemment un second d'un montant de 180 000 euros auprès de l'Initiative pour le développement de journaux indépendants en vue de moderniser ses presses.

Au Monténégro, les fondateurs du quotidien Vijesti n'avaient trouvé au moment de son lancement en 1996, sous le régime de Milosevic, aucun imprimeur acceptant de produire le journal. Avec deux prêts du Media Development Loan Fund, ils ont installé leurs propres presses, pour imprimer leur journal, mais aussi pour se lancer sur le marché régional de l'imprimerie artisanale et disposer ainsi d'une source de financement supplémentaire. Parmi leurs clients figuraient les journaux serbes interdits de publication Nasa Borba, Danas et Dnevni Telegraf, grâce à quoi ces voix qui résistaient ont pu se faire entendre dans la Serbie voisine.

Zekjko Ivanovic, le premier directeur, reconnaît qu'il n'a pas été facile d'obtenir le prêt.

*Sans le prêt du Fonds, notre projet de lancement du premier quotidien indépendant privé du Monténégro n'aurait pas abouti. En fait, il est peu probable que le journal aurait jamais été lancé, ou que, s'il l'avait été, il aurait survécu aux pressions du gouvernement et aux prix de monopole. Nous n'avions jusque là établi aucun plan d'entreprise sérieux. Pour la première fois, nous avons commencé à réfléchir à ce que signifiait faire un journal d'un point de vue non seulement journalistique, mais aussi commercial. Un dialogue intense avec les gestionnaires nous a aidé à intégrer tous les aspects du projet et à mettre sur pied une entreprise dotée d'une excellente organisation - c'était la seule façon d'obtenir des résultats sur un marché aussi restreint et aussi pauvre.*

En Indonésie, la chute du Président Suharto en 1998 a libéré les médias des restrictions qui leur étaient imposées, mais des années de contrôles draconiens les avaient rendus incapables de mettre à profit cette liberté nouvelle. Des prêts du Fonds à Radio 68H ont permis à celle-ci d'acquérir le capital, la technologie et le savoir-faire qui lui étaient nécessaires pour créer un réseau de stations de radio indépendantes dans tout le pays, reliées entre elles et à un centre de production situé à Djakarta par l'Internet. Le réseau est depuis passé à la distribution par satellite et regroupe plus de 230 stations. Il produit huit heures de programmes par jour, diffusés auprès de millions d'auditeurs.

Le prêt, dit le président-directeur de Radio 68H, Santoso,

*nous a aidé à révolutionner le concept de la radiodiffusion en Indonésie. Le Fonds continue de nous apporter son soutien, pour aider Radio 68H dans ses efforts pour accéder à l'autonomie financière en s'appuyant sur la publicité. Le potentiel demeuré longtemps inexploité de la radio porte enfin ses fruits.*

Que l'aide revête la forme de prêts ou de dons, la capacité des médias des pays en développement ou en transition de jouer leur rôle dans le développement durable dépend de leur aptitude à survivre comme des entreprises économiquement indépendantes. Lorsque l'aide financière cesse, ce qui se produit tôt ou tard, il faut que soient réunies les conditions qui leur permettront de continuer par eux-mêmes. Une presse libre et indépendante peut être pour les gouvernants et pour les bailleurs de fonds le meilleur des guides et des « chiens de garde ». Mais un chien de garde mal nourri est de peu d'utilité. Pour être réellement libre et indépendante, la presse doit être aussi viable sur le plan économique.

Il existe quantité de mesures concrètes et pratiques, ne relevant pas de la sphère politique et n'ayant pas de caractère sensible, qui peuvent être prises immédiatement pour aider à l'établissement et au développement de médias libres, vigoureux et indépendants, capables de jouer un rôle décisif en diffusant des connaissances, en aidant à combattre les maux dont souffrent tant de nations et de sociétés, et en contribuant au développement économique.

L'une de ces mesures est le transfert de compétences et d'information, à la fois dans le domaine du journalisme et dans celui de la gestion. Le moyen le plus évident de l'assurer est la formation - par exemple en organisant des séminaires sur l'information commerciale et économique, pour que les journalistes qui traitent de l'actualité et des questions de fond dans le domaine économique aient une meilleure maîtrise de leur sujet. Des programmes spécialisés peuvent aider les journalistes de la presse économique à mieux comprendre les rouages du développement international et les initier aux subtilités du processus de développement. La formation peut porter aussi sur les techniques permettant de contrôler la gouvernance et de travailler avec d'autres secteurs de la société.

Une formation aux méthodes de gestion peut consolider la situation financière de journaux ou d'autres entreprises de médias privées et aider leur personnel à exploiter les marchés locaux pour accroître le tirage et les recettes publicitaires et diminuer les coûts.

Les organismes d'aide au développement devraient mettre à profit les programmes de formation existants - pour enseigner aux futurs auteurs et rédacteurs les concepts fondamentaux de l'économie internationale, pour expliquer plus avant à des journalistes expérimentés les complexités du processus de développement, pour aiguïser les compétences en matière de gestion des dirigeants de journaux et pour proposer des pistes quant aux moyens d'attirer les investisseurs nationaux et internationaux.

En tant que fédération d'associations nationales de journaux, l'Association mondiale des journaux s'est fixé comme priorité de faciliter la création d'organisations professionnelles capables de défendre et promouvoir les intérêts communs de notre secteur d'activité. Elle a utilisé ses compétences internes et celles de ses membres pour créer et soutenir des associations dans les pays en développement et en transition. Ces organisations sont irremplaçables car elles amènent des entreprises se livrant une concurrence sans merci à se liguer afin de lutter pour le bien commun.

Il ne s'agit pas seulement de défendre et promouvoir la liberté de la presse, mais aussi de faire face aux problèmes quotidiens de tous les médias - taxes, fourniture et prix du papier et de l'encre, réglementation de la publicité, etc. En eux-mêmes, ces problèmes peuvent ne pas sembler importants ou essentiels - mais ils ont tous de profondes incidences sur la vitalité économique des médias.

De nouveaux moyens peuvent être mis en œuvre pour favoriser le développement économique du secteur des médias lui-même. On peut par exemple mettre sur pied de nouvelles filières d'approvisionnement en papier, encre et autres fournitures, ou construire de nouvelles presses



régionales, ou encore faciliter la mise en place de nouveaux moyens de télécommunications et autres liaisons électroniques.

Il faut à la fois assurer l'égalité d'accès à la technologie et faire en sorte que les technologies utilisées soient adaptées au contexte social et économique. Il n'y aurait par exemple pas grand intérêt à doter de systèmes de rédaction informatisés et de sites Web des communautés rurales qui ne sont alimentées en électricité que de façon intermittente et où des ordinateurs seraient anachroniques. Dans une agglomération urbaine connaissant une croissance rapide, l'informatisation peut en revanche être un facteur de développement décisif.

Pour s'acquitter efficacement de son double rôle - diffusion de l'information et dénonciation de la corruption - la presse doit avoir accès aux documents. Et pas seulement aux documents, mais aussi aux personnes qui sont derrière - les fonctionnaires de l'État et le personnel du secteur privé, des organisations multilatérales et bilatérales ainsi que les principaux acteurs de la société civile. Si l'aide au développement ne peut être liée à la liberté de la presse, elle peut l'être assurément à son utilisation transparente, qui est une nécessité absolue.

La contribution des médias à la promotion d'un développement économique durable est clairement démontrée par les faits. Pourtant les gouvernements ne sont manifestement pas convaincus - ou ont leurs raisons propres de ne pas vouloir de médias indépendants florissants. Il incombe aux organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, en coopération avec leurs partenaires locaux, d'en faire une priorité de leurs investissements et de persuader les gouvernements et les autorités qu'il est dans l'intérêt de leur économie et de leur société de laisser prospérer les médias indépendants.

## **L'indépendance de la presse nécessite des bases saines**

*Jorgen Ejboel,  
Président, JP-Politiken Hus*

Une société de médias n'est pas véritablement indépendante si ses finances ne sont pas saines. Sans liberté financière, il n'y a pas de liberté. Sans ressources financières suffisantes, une entreprise de presse n'a pas la vigueur nécessaire pour défendre la liberté de la presse ou la liberté d'expression.

Il importe que les gouvernements le comprennent. Chaque année, ils donnent des centaines de millions de dollars à diverses entreprises de médias, mais une part considérable de cette aide est malheureusement gaspillée.

Je suis persuadé que l'UNESCO devrait s'efforcer de guider les gouvernements sur la manière de dépenser ces sommes énormes.

Le problème est que nombre d'entre eux n'ont pas d'expertise dans le domaine des médias. Ils hésitent à traiter avec ces sociétés et laissent donc agir les organisations communautaires et les syndicats de journalistes.

Au cours des deux dernières années, j'ai vu échouer des projets qu'il faudrait ramener à une échelle plus modeste ou abandonner purement et simplement. Il est triste de voir l'argent du contribuable jeté ainsi par les fenêtres.

Pourquoi tant d'échecs ? Les raisons sont multiples, mais l'une des principales est qu'il y a trop d'amateurs à qui l'on confie des sommes considérables d'argent.

Ils n'ont pas l'expérience nécessaire pour monter une société - grande ou petite - ni les compétences pour piloter ces initiatives, souvent dotées de ressources confortables. Ils n'ont pas non plus la patience de persévérer dans un projet qui demande parfois des années pour aboutir. Il y a toujours un nouvel endroit, plus à la mode, où aller. L'enthousiasme déborde. Travailler avec les médias est grisant.

Les cours de formation des journalistes sont utiles, bien sûr, mais il en faut davantage pour créer une société viable qui a de l'avenir. Il faut commencer par travailler avec leurs responsables. Certains - pas tous hélas - savent qu'ils doivent être financièrement autonomes.

Dans certains cas, l'argent des donateurs est important dans un premier temps, mais il faut qu'existe dès le départ un solide plan d'entreprise. Le premier test devrait toujours être que c'est l'entreprise de médias qui doit vous présenter ce plan, et non l'inverse.

J'ai vu des cas de *mal des donateurs* l'an dernier en Asie centrale, lors d'une conférence organisée par l'Association mondiale des journaux. De nombreux journaux de cette région qui reçoivent de l'argent depuis plusieurs années trouvent à présent très difficile de travailler seuls, sans aide financière. Celle-ci est devenue une drogue pour eux comme pour les donateurs, qui gagnent très bien leur vie en distribuant de l'argent.

Le nombre d'organismes gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales et de fondations s'occupant de médias, souvent en se concurrençant les uns les autres, est presque incroyable.

Donner de l'argent n'est, bien sûr, pas la seule forme d'aide. Les partenariats entre entreprises de presse peuvent être extrêmement satisfaisants pour les deux parties. J'ai récemment accompagné la direction de l'agence de presse danoise, le *Ritzau Bureau*, à l'occasion de la signature d'un accord de coopération avec son homologue jordanien, *Petra*.

Cet intéressant accord de pair à pair prévoit l'échange de personnel de rédaction, de concepts et de technologies éprouvés, ainsi que de contenus éditoriaux. Il a été conclu alors que l'affaire des caricatures<sup>14</sup> battait son plein et a rapidement et clairement démontré les avantages d'un partage des connaissances entre médias appartenant à des cultures différentes.

Notre société, *JP/Politiken Newspapers*, est actuellement engagée dans trois partenariats. C'est une expérience extraordinaire pour tout le monde. Cela vous fait toucher du doigt la mondialisation. Et cela vous donne le sentiment de faire quelque chose d'important et d'utile. Bref, c'est un grand service rendu au public.

Je voudrais pour finir vous donner un exemple de la manière dont les médias libres et les établissements éducatifs peuvent travailler main dans la main - compte tenu de leurs rôles respectifs dans la sphère publique.

Une presse libre peut-elle promouvoir le dialogue entre les cultures ? Bien sûr que oui. *JP Explorer* (l'Explorateur du JP) et ses missions autour du monde en sont un bon exemple. Il s'agit d'une initiative du *Jyllands-Posten*, dans le cadre de laquelle ont été organisées 20 expéditions depuis 1998. Près de 70 pays ont été visités.

L'an dernier, le journal a lancé une expédition qui a parcouru neuf pays d'Afrique pour discuter des conflits armés et des moyens de les prévenir et d'y mettre un terme.

Grâce à l'Internet, les écoliers danois ont pu faire le voyage à nos côtés. Chaque jour, les élèves de 1 400 écoles du Danemark se sont connectés au Web pour voir ce que faisaient nos journalistes. Ils ont

---

<sup>14</sup> La publication controversée dans le *Jyllands-Posten* du 30 septembre 2005 de caricatures jugées offensantes pour l'islam.

lu des articles de fond sur les pays traversés et posés des questions à une enseignante danoise qui faisait partie de l'expédition. Par son intermédiaire, ils ont communiqué avec les écoliers des pays où nous sommes allés.

De la sorte, ils ont fait connaissance avec des enfants prostitués en Éthiopie, à des réfugiés du Soudan et à des enfants ougandais obligés de marcher pendant des heures tous les soirs pour ne pas être enlevés par des groupes de miliciens.

Ils ont parlé à des victimes et à des acteurs du génocide au Rwanda, accompagné des forces de maintien de la paix pakistanaises en République démocratique du Congo, rendu visite à des intellectuels du Mozambique et découvert qu'en Afrique du Sud, Blancs et Noirs peuvent vivre pacifiquement ensemble.

Les écoliers ont acquis une image de l'Afrique totalement différente et beaucoup plus riche que celle que leur aurait apporté la lecture des articles habituels, remplis de stéréotypes, qui ont regrettamment tendance à ne s'intéresser qu'à des thèmes tels que le sida, la pauvreté et la famine.

Lors d'une autre expédition, baptisée *Le tiers monde*, 15 Danois ordinaires ont été envoyés dans 15 pays différents, où ils ont été accueillis pendant trois semaines par des familles de particuliers, et le journal a publié leurs récits.

La DANIDA, l'Agence danoise de développement international, a aidé à financer les expéditions.

Imaginez ce que cela serait si une centaine de journaux d'Europe, reprenant le concept de *l'Explorateur*, nouaient un tel étroit dialogue avec les peuples d'autres pays - avec leurs dirigeants politiques et leurs chefs d'entreprise, mais aussi avec les gens ordinaires.

Les technologies modernes aidant, les seules limites aux échanges et aux avantages possibles sont celles de notre imagination.

Imaginez que des journalistes d'Afrique et d'Asie viennent en Europe explorer nos pays - et rendent compte de nos réussites, mais aussi de tous les problèmes auxquels une société moderne doit faire face.

Lors d'une mission de *l'Explorateur du JP* en Afrique, des journalistes ont visité une station de radio de la brousse au Niger. Il n'y avait pas l'électricité, de sorte que la station fonctionnait à l'énergie solaire. Elle avait été créée avec peu d'argent et son succès était stupéfiant. Les habitants locaux pouvaient échanger leurs armes à feu contre un poste de radio à manivelle pour écouter les programmes, qui traitaient principalement de problèmes quotidiens comme l'éducation des enfants, ou la meilleure manière de cultiver la terre, de lutter contre les maladies ou de défendre les droits des femmes.

La radio diffuse aussi des nouvelles locales, nationales et internationales. Soudain, ce coin reculé du Niger a fait partie d'un monde plus vaste. Les gens ont découvert qu'une radio avait beaucoup plus de valeur qu'une arme. Plutôt qu'un moyen de combattre, le projet leur a donné un outil leur permettant d'accéder à une vie meilleure et de communiquer.

## **Toutes les nouvelles qui ne sont pas bonnes à imprimer dans les États arabes**

*Daoud Kuttab,  
Directeur, AmmanNet*

Après un sommet arabe tenu à Bagdad, un débat public s'est engagé en Égypte au sujet des véhicules dont le Président iraquien avait fait don aux journalistes. Ce débat, qui s'est déroulé il y a 17 ans de cela, n'avait pas pour objet de savoir s'il était moralement ou professionnellement correct d'accepter des voitures, mais si celles-ci étaient la propriété des journalistes ou des journaux pour qui ils travaillaient. À la fin, on s'accorda pour dire que les journalistes pouvaient utiliser les voitures tant qu'ils travaillaient pour la publication concernée, mais qu'ils devraient les rendre s'ils quittaient leur emploi.

Ce n'est là qu'un exemple de la manière dont il en va dans le monde arabe de la corruption et des médias. Voici d'autres anecdotes encore qui montrent que cet exemple n'était pas une exception mais témoigne de la situation invraisemblable des médias dans cette région.

En 1996, la chaîne de télévision que je dirigeais à l'Université Al Qods retransmettait en direct les séances du Conseil législatif de la Palestine, avec l'approbation du président. Mais après la diffusion d'une séance plutôt houleuse sur la corruption au sein de l'Autorité palestinienne, celle-ci m'a infligé sept jours de prison.

En 1998, le directeur adjoint du syndicat des journalistes jordanien, Nedal Mansour, a été radié pour avoir osé créer un centre pour la défense des journalistes avec des fonds étrangers. En Jordanie comme dans tous les autres États arabes, l'adhésion au seul et unique syndicat national des journalistes est obligatoire. Il est illégal de prétendre exercer la profession si l'on n'est pas membre de ce club fermé, essentiellement dirigée par des journalistes acquis au gouvernement. Radier Mansour revenait par conséquent à mettre fin à sa carrière.

En 2003, après la guerre du Golfe, des documents découverts à Bagdad ont montré que bon nombre de ceux qui avaient bénéficié du programme de distribution de coupons d'essence étaient des journalistes et des chroniqueurs. Manifestement, le fait d'avoir reçu des pots de vin en récompense de leur opinion n'a guère discrédité ces journalistes, qui travaillent aujourd'hui encore pour leurs publications.

En 2000, j'ai lancé à Amman une station de radio par Internet. Le reporter que nous avions envoyé couvrir le conseil municipal remarqua que ses confrères de la presse dominante ne se souciaient même pas de prendre des notes. On leur remettait simplement un compte rendu (souvent accompagné d'une « enveloppe ») à la fin de la séance.

À l'automne de 2005, lorsque notre radio sur Internet obtint sa licence de station FM, nous avons tenté de retransmettre l'enregistrement intégral des séances du conseil municipal, mais le maire nous en refusa l'autorisation. Un collègue à qui j'ai rapporté le fait a voulu en parler dans sa chronique, mais celle-ci ne fut pas publiée parce que, lui a dit le propriétaire de son journal, le conseil était un gros annonceur qui dépensait chaque année plus d'un million de dollars en publicité.

À la fin de mars 2006, j'ai reçu le rapport annuel de la Banque arabe. Je ne suis généralement pas très doué avec les chiffres, mais en parcourant le rapport, j'ai découvert un intéressant chapitre intitulé « Gouvernance de l'entreprise ». Dans cette section étaient indiqués les salaires, indemnités et portefeuilles boursiers des dirigeants de la banque et de leurs épouses, ainsi que les noms des principaux actionnaires de la banque.

Jugeant la chose exceptionnelle, j'ai diffusé cette information sur notre site Web et l'ai lue à l'antenne de notre radio. Les jours suivants, j'eus la surprise de constater que les journaux locaux n'avaient pas estimé utile de s'en faire l'écho. Paradoxalement, alors que cette transparence financière semble être de règle pour toutes les sociétés cotées à la bourse d'Amman, le parlement traînait les pieds pour adopter une législation qui obligerait les personnalités haut placées du gouvernement et les membres du parlement à révéler leur patrimoine financier.

Ce que montrent ces anecdotes, c'est que le problème de la corruption ne tient pas simplement au fait que les journalistes devraient faire un travail d'investigation plus poussé. Il nécessite une réforme

approfondie des médias, ce qui implique selon moi des changements majeurs dans les domaines suivants :

- Propriété des médias : il nous faut mettre fin aux monopoles, directs ou indirects, exercés par l'État sur les médias, transformer les stations de radio et les chaînes de télévision qu'il dirige en services publics et cesser toutes formes de subventions.
- Réforme du cadre juridique : la législation sur les médias doit interdire expressément d'arrêter les journalistes qui font leur métier.
- Monopole syndical : l'adhésion à un syndicat ne doit pas être obligatoire. Les journalistes et les propriétaires de journaux devraient avoir le droit de créer toute association qu'ils jugent nécessaire pour organiser leur profession.
- Réforme du code de la profession : on ne peut plus accepter que des journalistes, des membres d'une rédaction et des directeurs de publication reçoivent ou tolèrent que l'on reçoive des récompenses financières, des cadeaux ou toute autre incitation.

Les codes de déontologie ne sont pas suffisants s'ils ne sont pas accompagnés par un effort sérieux pour rendre les praticiens des médias comptables de la bonne application des règles de leur propre profession.

Les médias ne doivent pas échapper aux contrôles ou aux critiques. Ils doivent surveiller les pouvoirs publics, sans pour autant hésiter à surveiller les autres médias.

Les médias peuvent contribuer à la lutte contre la corruption du simple fait qu'ils se conforment aux normes de professionnalisme et de transparence auxquelles même les sociétés privées adhèrent.

Au delà d'un attachement souvent de pure forme au journalisme d'investigation, il est rare que ce dernier fasse l'objet d'un plan global, ne se limitant pas à l'octroi d'une formation. Ce type de journalisme nécessite un soutien professionnel, des conseils juridiques et un suivi jusqu'au moment où les résultats d'une enquête sont imprimés ou diffusés.

Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ) est un organisme créé avec l'aide de la communauté internationale pour résoudre ces problèmes. Il a publié sur son site Web<sup>15</sup> des enquêtes, des chroniques de journalistes, des conseils par les pairs et des documents de référence.

La lutte contre la corruption exige une approche holistique mobilisant la société, le gouvernement et les médias. Une réforme des médias est certes nécessaire, mais il faut aussi briser les monopoles syndicaux pour permettre aux associations professionnelles de jouer leur rôle dans la défense des journalistes et de contribuer à la liberté d'expression. Tout effort sérieux pour encourager les médias à lutter contre la corruption suppose que la profession elle-même combatte la corruption et l'absence de professionnalisme en son sein.

---

<sup>15</sup> [www.arij.net](http://www.arij.net) (en arabe).

## **Les populations arabes sont lasses du manque de transparence des régimes au pouvoir**

*Walid Al-Saqaf,  
Yemen Times*

Depuis de nombreuses décennies, les régimes arabes éludent délibérément les questions de transparence, de responsabilité et d'intégrité financière. Les gouvernements successifs ont cru et fait croire à leurs citoyens qu'avoir connaissance du fonctionnement interne du pouvoir, des accords qu'il conclut, des statistiques le concernant et autres informations est un privilège et non un droit. Ils dissimulent à leur guise et révèlent ce qui leur plaît, et les citoyens s'entendent dire que cela est nécessaire pour protéger ce qu'il est convenu d'appeler l'intérêt national.

Mais, je suis heureux de le dire, tout cela va peut-être changer. Alors que je faisais un reportage dans une des régions reculées du Yémen, je suis entré en conversation avec un simple fermier appelé Ali, vivant modestement avec moins d'un dollar par jour.

Se sentant abandonné à son triste sort, Ali vint me demander :

*Où va le pétrole du pays ? Pourquoi sommes-nous de plus en plus pauvres chaque jour ? Aidez-nous s'il vous plaît en témoignant de nos souffrances auprès de nos dirigeants.*

Mes rencontres avec d'autres villageois m'ont fait comprendre qu'Ali n'était pas seul. Il représente semble-t-il une tendance croissante au Yémen et dans d'autres pays arabes. La population a aujourd'hui conscience que quelque chose ne tourne pas rond.

Les mauvaises politiques publiques, la corruption, le manque d'efficacité et la détérioration de la situation économique ont fait des ravages. Même les habitants de villages éloignés de la capitale ressentent les effets négatifs de l'incurie de leurs gouvernants.

Ils se rendent compte aussi que le niveau de vie s'accroît et se développe dans d'autres pays, car ils le voient clairement sur les chaînes de télévision par satellite. Ils ont accès à l'information en provenance du monde entier et sont mieux au fait des résultats obtenus par leur gouvernement parce qu'ils lisent la presse libre internationale et locale qui s'efforce de répondre aux besoins d'information de la société.

Cette triste situation du monde arabe n'inspire qu'arrogance et entêtement à des régimes qui refusent d'accepter que les choses ont changé. Tout en étant conscients que la mondialisation se traduit par une circulation plus rapide de l'information, ils tardent à s'adapter à cette évolution. Et même lorsqu'ils le font, c'est en général - mais ils ne l'admettront jamais - sous l'effet de la politique de la carotte et du bâton des superpuissances.

Les médias libres ont contribué à inciter les gens à exiger davantage de leur gouvernement. Ils les encouragent à dire ce qu'ils pensent, à poser des questions qui dérangent, à demander des informations et à émettre des opinions critiques que les régimes n'aiment généralement pas entendre.

Je suis fier de dire que mon pays, le Yémen, est un des pays du monde arabe où les médias locaux sont les plus vivants et les plus critiques. La presse a critiqué très durement l'action du président du Yémen et de nombreux membres éminents de son gouvernement. Les journalistes se montrent de jour en jour plus exigeants et rompent avec la vieille tradition qui voulait qu'ils attendent que le pouvoir veuille bien les informer. Aujourd'hui, la presse exige des informations et, au besoin, s'en empare.

Mais le prix à payer a été lourd. Des journalistes yéménites qui réclamaient plus de transparence, le respect des méthodes de bonne gouvernance et des mesures de lutte contre la corruption ont été battus, emprisonnés et poursuivis et même, dans quelques cas, enlevés et torturés.

Mais plus les journalistes yéménites étaient harcelés avec brutalité, plus ils s'obstinaient à défendre leur droit sacré d'informer le public. Ils y étaient encouragés par les pressions croissantes exercées par la communauté internationale sur le régime du Yémen pour que celui-ci tolère une plus grande liberté, mais aussi par le soutien des citoyens yéménites, qui avaient compris que la presse agissait dans leur intérêt.

Malgré toutes les difficultés que la presse libre du Yémen a rencontré dans ses efforts pour obtenir plus de transparence et de responsabilité, nous sommes convaincus qu'il existe aujourd'hui une lueur d'espoir. Pour la première fois, un président arabe a annoncé sa décision de quitter le pouvoir et de laisser volontairement la place à une génération *plus jeune* de dirigeants. C'est assurément un fait sans précédent, et si le passage du pouvoir s'effectue pacifiquement au Yémen, cet événement pourrait servir de modèle dans de nombreux autres pays arabes.

Si, au-delà de la situation particulière du Yémen, on considère l'ensemble du monde arabe, on constate que ces pays demeurent parmi les plus arriérés pour ce qui est de la croissance économique, du développement des ressources humaines, du partage des responsabilités et des décisions, de l'efficacité des institutions administratives et financières et de la qualité de la vie.

C'est le peuple qui en souffre le plus. Grâce à la presse libre, les arabes commencent à poser des questions et trouvent le courage d'exiger des réponses. Les obtenir est une autre affaire. Mais je crois que nous allons dans la bonne direction et que les valeurs de la démocratie et la volonté de réforme politique font lentement leur chemin et deviennent une réalité quotidienne.

Si la situation était optimale, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, les dirigeants seraient tenus de révéler leurs avoirs bancaires, de publier des statistiques concernant leurs dépenses, et de déclarer leur patrimoine. Ils devraient aussi avoir à rendre compte des décisions qui ont un impact négatif sur l'économie. Cet idéal est hors de portée pour l'instant. Mais si des voix plus fermes s'élèvent au sein des pays arabes et bénéficient du soutien des organisations internationales et des gouvernements étrangers, il peut se réaliser.

L'apparition dans le monde arabe de gouvernements non corrompus, soucieux de transparence et prêts à rendre des comptes demeure très problématique. Mais une presse libre est certainement un moyen essentiel de faire en sorte que cela devienne une réalité. Chaque jour, un journaliste est battu, harcelé, emprisonné ou tué. Ce sacrifice n'est pas vain car il fait avancer une noble cause : exposer la vérité en pleine lumière.

## Annexe

*Au lendemain de la conférence marquant la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, les délégations des donateurs et des institutions financières, des organisations non gouvernementales et des groupes de médias ont participé à une réunion de suivi en vue d'examiner d'éventuels moyens d'aider plus avant les médias, en particulier dans les situations de conflit et d'après-conflit, dans leurs efforts pour promouvoir la bonne gouvernance et contribuer à la lutte contre la pauvreté.*

*Ils ont également réfléchi à la situation des médias à Sri-Lanka.*

*On trouvera ci-après un compte rendu de ces discussions, ainsi que des extraits d'un document directif établi en vue de la réunion par Christopher Warren, président de la Fédération internationale des journalistes, dans lequel il demande que l'aide soit allouée par le canal des syndicats indépendants de journalistes.*

*Tirant les conclusions de la conférence mondiale sur la liberté de la presse, les délégués ont adopté la Déclaration de Colombo sur les médias, le développement et l'éradication de la pauvreté, dont le texte est reproduit à la fin du présent ouvrage.*

## Aller de l'avant

Notes issues d'une réunion de représentants des donateurs, des organisations non gouvernementales et des organisations de médias tenue à la suite de la Conférence mondiale sur la liberté de la presse

La réunion avait pour objet principal d'examiner le rôle que devrait jouer l'aide aux médias dans les politiques de développement.

Deux thèmes de discussion se sont dégagés. Le premier était la question de savoir comment aider les médias à promouvoir le développement humain. Le second portait sur la manière dont les donateurs peuvent conjuguer leurs efforts pour soutenir les médias.

Les délégués se sont accordés pour considérer que des données plus nombreuses et de plus amples recherches étaient nécessaires avant qu'il apparaisse justifié de faire du soutien aux médias une priorité fondamentale. Il convenait en outre que les organisations mettent en commun l'information dont elles disposent, nombre d'entre elles faisant, chacune de son côté, un travail identique sans s'en rendre compte.

Il a été suggéré que l'information soit centralisée, l'idéal étant qu'elle le soit par l'UNESCO, seule organisation intergouvernementale ayant un mandat dans le domaine des médias.

Les organismes donateurs considèrent les questions liées à l'aide selon des points de vue différents, de sorte qu'il est peu probable qu'ils parviennent à s'entendre sur un modèle quant à la manière dont ils peuvent ou devraient soutenir la liberté de l'information et les médias.

Néanmoins, des discussions sur les valeurs qu'ils partagent, comme l'obligation des gouvernements de rendre des comptes, l'égalité entre les sexes et les droits fondamentaux de l'être humain, pourraient permettre de dégager une plate-forme commune en vue de la formulation de politiques.

L'aide aux médias pourrait devenir un élément des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, qui font intervenir les mécanismes de contrôle des responsabilités propres à chaque pays, y compris les médias, ainsi que des partenaires extérieurs tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Cette aide s'inscrirait ainsi dans un effort institutionnel plus vaste, au lieu de demeurer un aspect marginal des politiques globales en faveur du développement, comme c'est le cas à présent.

On ne saurait faire l'économie d'une législation sur les médias, qui constitue l'assise d'autres programmes et projets, comme les médias communautaires et les services de radiodiffusion publics. Les politiques et les lois sur les médias sont étroitement liées à la capacité des professionnels des médias de s'autoréguler.

Intégrer l'aide aux médias dans les programmes institutionnels d'aide et de développement en assure la viabilité à long terme. Aujourd'hui, les organismes d'aide agissent souvent de manière ponctuelle au gré des crises, laissant derrière eux des projets de développement qui ne sont pas viables à l'échelon local.

La viabilité économique est une condition essentielle pour qu'une presse libre et indépendante prospère et dispense en permanence les fruits du développement. Il faut comprendre que les médias ne



sont pas seulement des instruments du développement, mais aussi des entreprises commerciales. Promouvoir des structures économiquement viables appliquant des modèles d'entreprise efficaces est plus difficile encore qu'encourager un journalisme équitable et objectif.

Pourtant, la stabilité économique est indispensable si l'on veut donner aux médias les moyens d'être indépendants du gouvernement ou des puissants intérêts commerciaux. Il faut donc évaluer la situation dans laquelle les médias opèrent, souvent sans disposer des ressources publicitaires et du public au pouvoir d'achat confortable qui existent dans les pays développés.

De fait, lorsque le développement des médias dépend de la situation économique et du pouvoir d'achat de la population cible, les pauvres sont souvent exclus.

Une condition primordiale pour que les médias jouent un rôle dans le développement humain durable est la création d'un corps de *professionnels* des médias. Une presse privée de liberté peut publier des nouvelles, mais seule une presse libre peut diffuser une information qui empêche les gouvernements de se soustraire à leur obligation de rendre des comptes à la population, et qui donne à celle-ci les moyens de ressentir les bienfaits de la démocratie et d'exercer ses droits de l'homme et autres droits légitimes.

La situation dans le pays hôte, Sri Lanka, est l'exemple même des dangers qui résultent du manque de professionnalisme des médias. Ses journalistes ne jouissent d'aucune autonomie ni dans les médias publics ni dans les médias privés. Il n'y a pas de syndicats et les journalistes travaillent très souvent dans des conditions déplorables, avec des salaires très bas.

En l'absence d'associations professionnelles ou d'autonomie, les médias reflètent les clivages ethniques et ne rendent compte du conflit que du point de vue d'une seule partie. Les journalistes ne se réfèrent qu'à des sources d'information particulières, souvent difficiles à vérifier.

Le marché de la publicité de Sri Lanka, dominé par l'État, fait qu'il est difficile pour tous les médias d'échapper au contrôle du gouvernement ou d'intérêts politiques et commerciaux.

## Pourquoi il faut aider les syndicats de journalistes

Christophe Warren, Fédération internationale des journalistes

L'existence de syndicats puissants et indépendants contribue de façon essentielle à la liberté de la presse (et donc à la lutte contre la pauvreté) de cinq façons :

- Ce n'est qu'à travers eux que les journalistes peuvent collectivement faire entendre leur voix, indépendamment des gouvernements comme de leurs employeurs.
- Une association indépendante de journalistes est nécessaire pour promouvoir l'éthique, l'auto-réglementation et la liberté de l'information. Elle s'occupe de questions telles que la sécurité, la diffamation passible de poursuites pénales, la confidentialité des sources et la promotion de la radiodiffusion de service public et des valeurs qui lui sont attachées. Et elle a la responsabilité d'encourager le professionnalisme et de veiller au respect des droits économiques et sociaux des journalistes.
- Des syndicats indépendants sont indispensables à la liberté de la presse, parce que c'est seulement lorsqu'ils bénéficient de salaires et de conditions de travail acceptables - que seule peut obtenir une action collective - que les journalistes sont à même de pratiquer leur métier dans le respect de l'éthique et le refus de la corruption.
- Un syndicat indépendant est le seul moyen efficace, équitable et démocratique de servir les intérêts des journalistes de terrain.

- Les syndicats indépendants sont nécessaires parce que les droits des journalistes en matière de travail ont des incidences sur la liberté de la presse.

Les syndicats de journalistes mènent le combat pour dénoncer les lois érigeant la diffamation en infraction pénale, qui portent irrémédiablement atteinte à la liberté de la presse.<sup>16</sup>

Des organisations internationales telles que Article 19 et le Comité mondial pour la liberté de la presse ont certes fait campagne avec vigueur contre la diffamation pénale, mais ce sont les associations nationales de journalistes qui doivent entreprendre de lutter pour que ces lois draconiennes soient rayées du code pénal de leurs pays respectifs.

Il ne peut y avoir de liberté de la presse lorsque les journalistes vivent dans la pauvreté. Les salaires et les conditions de travail médiocres encouragent aussi la corruption au sein des médias. De fait, il est certain que nombre d'employeurs comptent sur les « enveloppes » que peuvent percevoir leurs employés pour corriger les bas salaires.

Ce lien entre l'environnement social dans lequel les journalistes travaillent et la liberté de la presse a été reconnu par l'UNESCO, dont la Conférence générale, à sa dernière session, a inclus le droit à des conditions de travail décentes parmi les conditions propices à la liberté de la presse.

Un autre aspect connexe a trait à la nature changeante du travail dans les médias - la tendance à privilégier des formes d'emploi précaires et atypiques. Les contrats à durée déterminée, le recours croissant aux journalistes indépendants et aux « correspondants » payés à temps partiel ont un effet négatif sur la liberté de la presse.

Ces conditions d'emploi coupent les journalistes de leurs associations, les laissant isolés et vulnérables face aux interventions accrues des employeurs et des gouvernants sur les contenus rédactionnels. Les syndicats sont les seules organisations capables de combattre ces tendances alarmantes en militant pour le respect des droits économiques et professionnels.

Un syndicat indépendant est le moyen le plus efficace, équitable et démocratique de servir les intérêts des journalistes de terrain. Une organisation collective fait en sorte que tous aient des possibilités d'accès à la formation et à l'information relatives au développement. Une association démocratique s'assure que le travail de développement des médias ne concerne pas que des individus, mais participe à la culture des médias en créant une mémoire et des ressources organisationnelles - et non pas individuelles.

Les journalistes sont fortement syndiqués. Mais les préoccupations qu'ils expriment à chacune de leurs réunions portent toujours sur la liberté d'expression et l'incidence des conditions de travail sur l'intégrité et l'autonomie de la profession. Il s'ensuit que tout ce qui compromet l'autonomie des médias porte également atteinte à la liberté d'expression.

Il importe que les donateurs reconnaissent que, pour être efficace, le travail de développement des médias doit être mené à travers les organisations collectives de journalistes. Cela implique que l'on soutienne la création de telles organisations là où elles n'existent pas encore, et que l'on renforce les associations de journalistes existantes et naissantes qui sont indépendantes, démocratiques, actives et représentatives.

## **La déclaration de Colombo :**

---

<sup>16</sup> Walters, E. et A. Johnson, 2005, *Decriminalising Defamation : an IFJ campaign resource for defeating criminal defamation*. Bruxelles, Fédération internationale des journalistes.

## Médias, développement et éradication de la pauvreté

Colombo, le 2 mai 2006

Nous, participants à la Conférence mondiale sur la liberté de la presse tenue, sous le parrainage de l'UNESCO, à Colombo (Sri Lanka) les 1er et 2 mai 2006 :

- Rappelons l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui proclame : « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » ;
- Reconnaissons que l'éradication de toutes les formes de pauvreté passe par une approche multidimensionnelle du développement humain dans un certain nombre de domaines nécessaires à la réalisation d'un niveau de vie adéquat et à l'exercice des autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux ;
- Soulignons que la liberté d'expression est un droit fondamental pour la promotion et l'exercice des autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux et que la liberté de la presse est un des aspects à prendre en compte pour une approche du développement fondée sur les droits de l'homme, telle qu'elle a été formulée dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies et dans les Objectifs du Millénaire pour le développement ;
- Rappelons la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée en 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui demande instamment à la communauté internationale de faciliter l'autonomisation des femmes ;
- Rappelons la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989, qui engage les États membres à promouvoir la participation de l'enfant et sa prise en compte dans les médias nationaux ;
- Rappelons la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965 ;
- Réaffirmons la résolution 55 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33e session (Déclarations de Belgrade et de Dakar), dans laquelle celle-ci a constaté que l'indépendance et le pluralisme des médias sont des éléments fondamentaux de la bonne gouvernance, d'un développement fondé sur les droits de l'homme et de la prévention des conflits violents, qui sont autant de moyens essentiels de lutter contre la pauvreté ;
- Rappelons les deux phases, de Genève (2003) et Tunis (2005), du Sommet mondial sur la société de l'information, où la liberté d'expression a été désignée comme l'un des quatre grands piliers sur lesquels devaient être bâties les sociétés du savoir ;

### **Déclarons à l'unanimité que :**

- Chacun devrait bénéficier de la liberté d'expression. Celle-ci nécessite une participation effective de la population locale en vue de donner aux individus et aux groupes les moyens de lutter eux-mêmes contre la pauvreté, la faim, la maladie, la discrimination, la vulnérabilité, l'exclusion sociale et la dégradation de l'environnement, et pour le droit à l'éducation ;
- Pour qu'elle contribue à l'éradication de la pauvreté, il importe de reconnaître que la liberté d'expression est un droit fondamental protégé par l'existence de médias libres, indépendants et pluralistes ;

- L'UNESCO, en tant qu'organisation chef de file au sein du système des Nations Unies pour les questions relatives à la liberté d'expression, devrait poursuivre et intensifier ses activités en matière d'élaboration de politiques et ses programmes en faisant office de plate-forme de dialogue entre les parties intéressées pour les questions en rapport avec la liberté d'expression ;

**Demandons aux États membres :**

- D'inclure la liberté de la presse et le développement de médias libres, pluralistes et indépendants comme des éléments essentiels dans leurs stratégies de promotion du développement, d'éradication de la pauvreté et de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ;

- De veiller à ce que les auteurs d'attaques dirigées contre les professionnels et les institutions des médias soient poursuivis et traduits en justice ;

- D'élaborer des politiques nationales qui assurent l'accès et la participation à l'information et à la communication des personnes vivant dans une situation de pauvreté, y compris l'accès aux licences et à une partie équitable de la bande de fréquences ;

- D'étendre le bénéfice des technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier aux populations pauvres et marginalisées ;

- De mettre sur pied des politiques nationales et des cadres juridiques d'accompagnement qui donnent des moyens d'agir aux médias communautaires et les encouragent ;

- De transformer les médias contrôlés par l'État ou le gouvernement en services publics indépendants et de garantir leur indépendance sur le plan éditorial et financier ;

- D'encourager les services de radiodiffusion publics à traiter les questions se rapportant à l'éradication de la pauvreté ;

**Demandons aux organes de presse, aux associations professionnelles et aux organisations de médias :**

- De faire en sorte que les pauvres et les groupes marginalisés puissent faire entendre leur voix ;

- De veiller sans faillir à assurer le respect de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes par les pouvoirs publics, les entreprises privées et les organisations de la société civile dans leurs efforts pour éliminer la pauvreté ;

- De s'employer à assurer la transparence et à combattre la corruption au sein des médias ;

- De rendre compte de manière incisive des questions liées à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et au développement humain fondé sur les droits ;

- De soutenir les associations et organismes professionnels indépendants, pluralistes et bénévoles en tant que vecteurs du développement des médias et de la défense de la liberté de la presse ;

- De travailler ensemble pour convaincre les institutions de développement que le renforcement de l'indépendance des médias est un élément essentiel de la lutte contre la pauvreté ;

**Demandons aux Nations Unies, aux institutions financières internationales et aux gouvernements donateurs :**

- D'entreprendre et de financer de plus amples recherches sur les liens entre éradication de la pauvreté, développement de médias libres, indépendants et pluralistes et liberté de la presse, ainsi que de diffuser les données déjà existantes ;
- D'affirmer le rôle décisif des médias dans les efforts pour dénoncer et combattre la corruption et de prendre des mesures concrètes pour soutenir la liberté de la presse de concert avec les professionnels des médias et d'autres acteurs non gouvernementaux ;
- De prendre publiquement une position ferme lorsque des gouvernements nationaux ou d'autres parties portent atteinte au droit à la liberté d'expression des médias ;
- D'intensifier et de coordonner leurs efforts en faveur de systèmes de médias libres, indépendants et pluralistes au moyen de mécanismes d'appui financier à long terme, ainsi notamment que par la recherche, la formation, le renforcement des capacités et le développement des infrastructures ;

**et**

- Invitons le Directeur général de l'UNESCO à présenter cette Déclaration à la Conférence générale de l'UNESCO pour approbation et d'élaborer une stratégie en vue de l'établissement d'un plan d'action concret pour le système des Nations Unies, les donateurs gouvernementaux et non gouvernementaux et les partenaires de la société civile, conformément aux principes énoncés dans la présente Déclaration.



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

Communication and Information  
[www.unesco.org/webworld](http://www.unesco.org/webworld)

severe Only 12 billion p

80% of the world's population

around the world Press

Nearly 160 million children

the better is life expectancy

17 million people die each

poverty line: 2.4 billion

